



B Â T I R

RAPPORT ANNUEL
2021

S U R



N O S



F O N D E



M E N T S



D U R A B L E S

Stella-Jones
 Inc.®

BÂTIR

SUR NOS

FONDEMENTS DURABLES

STELLA-JONES INC. (TSX : SJ) est le premier fabricant de produits en bois traité sous pression en Amérique du Nord. La Société génère plus de 85 % de ses ventes de ses trois principales catégories de produits, à savoir les poteaux destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemin de fer et le bois d'œuvre à usage résidentiel.



POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS

La Société fournit des poteaux en bois à l'ensemble des grandes sociétés de services publics d'électricité et entreprises de télécommunications du continent.

Voir la page 13



TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

La Société approvisionne en traverses de chemin de fer et en poutres les exploitants nord-américains de chemins de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales.

Voir la page 14



BOIS D'ŒUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL

Fabrication et distribution de bois d'œuvre et d'accessoires à usage résidentiel de première qualité auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures.

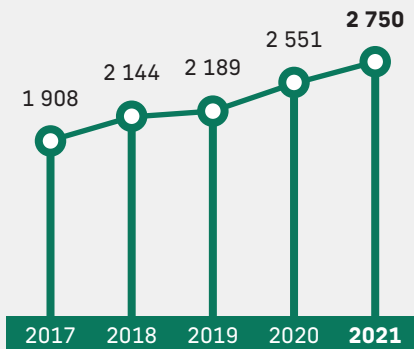
Voir la page 15

FAITS SAILLANTS

2021

Ventes

(en millions de \$)



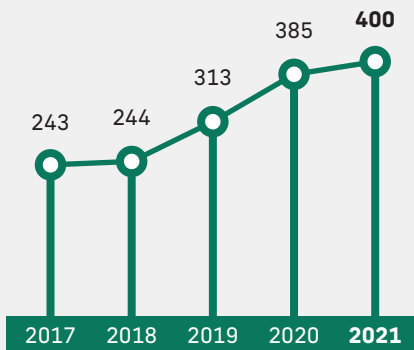
Stella-Jones a enregistré en 2021 des ventes et une rentabilité record. La Société a profité de ses robustes flux de trésorerie et de sa souplesse financière pour réaliser des acquisitions stratégiques et investir dans son réseau, ainsi que pour procurer un rendement aux actionnaires sous forme de dividendes et de rachat d'actions. La situation financière de la Société était saine à la clôture de l'exercice.

RÉSULTATS RECORDS

- Progression des ventes de 8 % qui ont atteint 2,75 milliards \$, ce qui représente une 21^e année consécutive de croissance
- Hausse du BAIIA⁽¹⁾ qui s'est établi à 400 millions \$, grâce à la croissance interne enregistrée dans toutes les catégories de produits de la Société
- Augmentation du résultat net de 8 % qui a atteint 227 millions \$
- Hausse du résultat par action de 12 % qui s'est élevé à 3,49 \$

BAIIA⁽¹⁾

(en millions de \$)



AFFECTATION RIGoureuse DES CAPITAUX

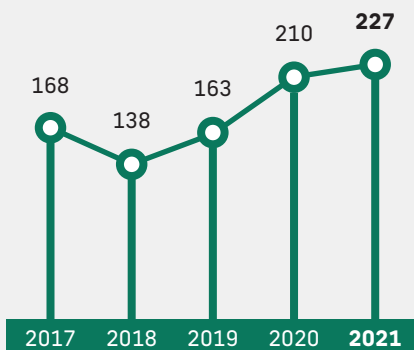
- 129 millions \$ pour la réalisation d'acquisitions
- 64 millions \$ de dépenses en capital
- 108 millions \$ pour le rachat d'actions
- 47 millions \$ versés en dividendes

SITUATION FINANCIÈRE SOLIDE

- Ratio de la dette nette sur le BAIIA⁽¹⁾ de 2,2 x
- Liquidités disponibles de 329 millions \$
- Niveaux de stocks adéquats pour répondre à la croissance prévue des ventes
- Positionnement avantageux pour la poursuite de croissance

Résultat net

(en millions de \$)



CONDITIONS DE MARCHÉ

- Demande soutenue pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics et les traverses de chemin de fer de la Société
- Volatilité des prix du bois d'œuvre sur le marché
- Difficultés d'approvisionnement en fibre et hausse des coûts
- Continuation de la pandémie COVID-19

⁽¹⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du rapport de gestion.

FAITS SAILLANTS

FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans ce rapport annuel sont libellés en dollars canadiens.

Exercices clos les 31 décembre	2021	2020	2019	2018 ⁽¹⁾	2017 ⁽¹⁾
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action et les ratios financiers)	\$	\$	\$	\$	\$
RÉSULTATS D'EXPLOITATION					
Ventes	2 750	2 551	2 189	2 144	1 908
BAIIA ⁽³⁾	400	385	313	244	243
Résultat d'exploitation	326	309	242	206	207
Résultat net	227	210	163	138	168
SITUATION FINANCIÈRE					
Fonds de roulement ^{(2) (3)}	1 146	1 101	1 010	909	779
Total de l'actif	2 665	2 426	2 281	2 062	1 786
Dette à long terme ⁽⁴⁾	734	606	605	514	456
Obligations locatives ⁽⁴⁾	144	139	118	—	—
Avoir des actionnaires — Capitaux propres	1 448	1 373	1 288	1 281	1 116
DONNÉES PAR ACTION					
Résultat par action ordinaire — de base et dilué	3,49	3,12	2,37	1,98	2,42
Valeur comptable	22,71	20,75	19,10	18,50	16,09
Dividende	0,72	0,60	0,56	0,48	0,44
RATIOS FINANCIERS					
Marge du BAIIA ⁽³⁾	14,5 %	15,1 %	14,3 %	11,4 %	12,7 %
Marge d'exploitation ⁽³⁾	11,9 %	12,1 %	11,1 %	9,6 %	10,8 %
Rendement sur les capitaux propres moyens ⁽³⁾	16,1 %	15,8 %	12,7 %	11,5 %	15,7 %
Rendement du capital utilisé ^{(3) (5)}	14,3 %	14,0 %	11,5 %	10,8 %	12,5 %
Fonds de roulement ^{(2) (3)}	5,74	6,05	6,55	6,72	7,04
Dette nette ⁽⁶⁾ sur la capitalisation totale ⁽³⁾	0,38:1	0,35:1	0,36:1	0,29:1	0,29:1
Dette nette ⁽⁶⁾ sur le BAIIA ⁽³⁾	2,2x	1,9x	2,3x	2,1x	1,9x

⁽¹⁾ Les chiffres comparatifs des exercices 2017-2018 n'ont pas été retraités, comme l'y autorise IFRS 16, *Contrats de location*.

⁽²⁾ Les chiffres comparatifs ont été ajustés afin d'inclure la partie courante de la dette à long terme, des obligations locatives ainsi que des provisions et autres passifs non courants.

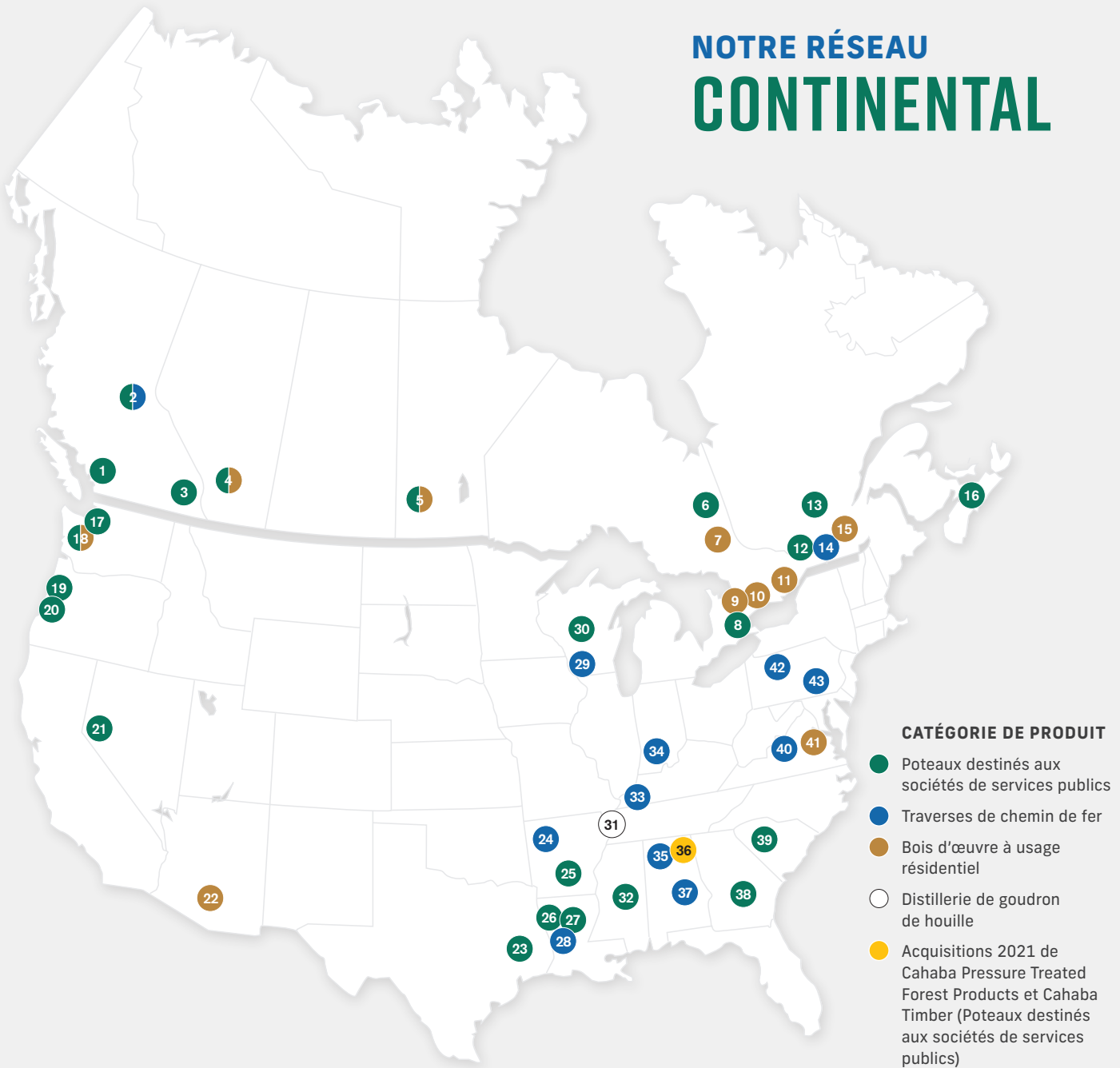
⁽³⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières» du rapport de gestion.

⁽⁴⁾ Incluant la partie courante.

⁽⁵⁾ Le rendement du capital utilisé pour l'exercice 2021 exclut l'incidence des acquisitions de Cahaba Pressure Treated Forest Products, Inc. et Cahaba Timber, Inc.

⁽⁶⁾ La définition de la dette nette inclut les obligations locatives. Comme IFRS 16, *Contrats de location*, a été adoptée en 2019 sans retraitement de l'information comparative, les calculs des ratios de la dette nette sur la capitalisation totale et de la dette nette sur le BAIIA pour les exercices 2017-2018 n'ont pas été retraités.

NOTRE RÉSEAU CONTINENTAL



- | | | | |
|---------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|
| 1 New Westminster (C.-B.) | 12 Gatineau (QC) | 23 Lufkin (TX) | 34 Winslow (IN) |
| 2 Prince George (C.-B.) | 13 Rivière-Rouge (QC) | 24 Russellville (AR) | 35 Montevallo (AL) |
| 3 Galloway (C.-B.) | 14 Delson (QC) | 25 Rison (AR) | 36 Brierfield (AL) |
| 4 Carseland (AB) | 15 Sorel-Tracy (QC) | 26 Converse (LA) | 37 Clanton (AL) |
| 5 Neepawa (MB) | 16 Truro (N.É.) | 27 Pineville (LA) | 38 Cordele (GA) |
| 6 Kirkland Lake (ON) | 17 Arlington (WA) | 28 Alexandria (LA) | 39 Whitmire (SC) |
| 7 South River (ON) | 18 Tacoma (WA) | 29 Bangor (WI) | 40 Goshen (VA) |
| 8 Guelph (ON) | 19 Sheridan (OR) | 30 Cameron (WI) | 41 Warsaw (VA) |
| 9 Shelburne (ON) | 20 Eugene (OR) | 31 Memphis (TN) | 42 Dubois (PA) |
| 10 Stouffville (ON) | 21 Silver Springs (NV) | 32 Scooba (MS) | 43 McAlisterville (PA) |
| 11 Peterborough (ON) | 22 Eloy (AZ) | 33 Fulton (KY) | |

ACQUISITIONS RENTABLES

DANS LA CATÉGORIE DES PRODUITS LIÉS AUX INFRASTRUCTURES

ACQUISITION

Cahaba Pressure Treated Forest Products, Inc.

DESCRIPTION

- Fabrique, distribue et vend des poteaux, des traverses et des pieux en bois traité et non traité et fournit des services de traitement sur mesure
- Utilise principalement des produits de préservation à base d'huile comme la créosote, le naphthénate de cuivre et le pentachlorophénol dans son usine de traitement du bois de Brierfield, en Alabama

PRIX PAYÉ

(en millions)

66 \$ US

VALEUR

- Élargit les compétences de Stella-Jones et consolide sa position de chef de file comme fournisseur de poteaux destinés aux sociétés de services publics d'Amérique du Nord
- Accroît la capacité de la Société et offre de nouvelles opportunités de croissance dans sa catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics
- Optimise l'efficacité globale de son réseau continental

ACQUISITION

Cahaba Timber, Inc.

DESCRIPTION

- Producteur bien établi de poteaux et de pieux en bois traité
- Utilise principalement des produits de préservation à base d'eau comme l'ACC, l'ACC jumelé à une émulsion (clair) et l'ACC jumelé à une émulsion (brun)
- Assure l'approvisionnement en matières premières à ses installations de traitement du bois de Brierfield, en Alabama

PRIX PAYÉ

(en millions)

36 \$ US

VALEUR

- Bonifie l'offre de produits et services de haute qualité de Stella-Jones au sein de l'industrie nord-américaine du traitement du bois
- Des synergies et une rentabilité immédiate de l'acquisition sont attendues

RENFORCER

NOTRE BONNE GOUVERNANCE

La réponse et l'agilité de l'ensemble du réseau Stella-Jones ont été mises en évidence en 2021, alors que nos employés ont de nouveau réussi à générer une croissance rentable dans des circonstances exceptionnelles, marquées notamment par la volatilité des prix du bois d'œuvre, les difficultés d'approvisionnement en matières premières et la continuation de la pandémie.



Dans ce contexte, le conseil d'administration s'est concentré sur plusieurs domaines clés en 2021 afin d'assurer la croissance à long terme, la durabilité et la sécurité de la Société : divulgations plus exhaustives à l'égard des considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), accent sur la cybersécurité et déploiement d'un nouveau progiciel de gestion intégrée (ERP) sous la supervision du comité d'audit, réflexion sur la composition optimale de notre conseil d'administration au moyen de l'élaboration d'une politique de diversité actualisée et d'une définition plus développée des compétences recherchées de la part des membres du conseil d'administration, et poursuite de l'examen des pratiques actuelles en matière de rémunération des cadres.

UN RAPPORT ESG PLUS EXHAUSTIF

En 2021, Stella-Jones a poursuivi sa démarche visant à intégrer davantage les considérations ESG dans ses activités quotidiennes et ses prises de décisions stratégiques. Notre troisième rapport ESG, publié en novembre 2021, a été préparé par notre équipe de direction afin de refléter et de communiquer une vision ESG plus développée. Il a été réalisé pour la première fois sous la supervision directe du comité environnement, santé et sécurité (ESS). En s'adressant à un plus grand nombre de parties prenantes comme élément clé de son développement, la Société a affiné sa vision à l'égard de ses quatre piliers clés que sont l'engagement environnemental, la gérance des produits, les personnes et les principes de gouvernance. Elle a également inclus des données de performance faisant référence aux critères de la Global Reporting Initiative et du Sustainability Accounting Standards Board . Les prochaines étapes consisteront à traduire nos priorités en un ensemble d'objectifs mieux définis, alors que la direction planifie l'élaboration de son prochain rapport ESG.

MÉCANISMES DE CONTRÔLE DU COMITÉ D'AUDIT

L'étendue des responsabilités en matière de contrôle et de champs couverts par le comité d'audit du conseil d'administration a également été élargie cette année. La cybersécurité a fait l'objet d'une attention accrue, notre vice-président, technologies de l'information, fournissant sur une base régulière des rapports d'étape sur les initiatives en matière de sécurité informatique à notre comité d'audit et, en 2022, à toutes les réunions du comité d'audit. Dans cette optique, et à la demande du comité d'audit, la direction a chargé un tiers indépendant de procéder à une évaluation de la maturité de l'organisation en matière de cybersécurité. Et, ce qui est tout aussi important, le comité d'audit continue de superviser le déploiement progressif, à l'échelle de l'entreprise, d'un nouveau système ERP.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, AJOUT D'UN OBJECTIF DE DIVERSITÉ DES GENRES ET PARTAGE D'UNE MATRICE DE COMPÉTENCES

Je suis fière de la composition de notre conseil, qui comprend des cadres chevronnés possédant des compétences et une expérience professionnelles variées. Reconnaisant que les compétences clés et les aptitudes pertinentes sont essentielles pour déterminer les besoins et nommer de nouveaux membres, nous avons ajouté une matrice de compétences dans la circulaire de procuration de la direction de cette année, afin de mieux expliquer notre processus et démontrer la profondeur et l'étendue de notre conseil. En plus de l'expérience variée, la diversité demeure une valeur centrale. Nous avons donc mis à jour notre politique en matière de diversité dans la composition de notre conseil d'administration, pour y inclure, entre autres, l'objectif déclaré qu'au moins 30 % des membres du conseil d'administration soient des personnes de diverses identités de genre. Ainsi, j'ai le plaisir d'annoncer que le conseil d'administration de Stella-Jones compte 40 % de femmes au moment d'écrire ces lignes.

Afin de respecter la politique de renouvellement du conseil, Mme Mary Webster ne pourra soumettre sa candidature au processus de nomination de notre assemblée annuelle des actionnaires du 11 mai 2022. J'aimerais profiter de cette occasion pour remercier Mary pour ses 15 années de service au sein du conseil d'administration de Stella-Jones. Sa voix en tant que membre d'expérience possédant une connaissance approfondie de l'industrie et sa contribution en tant qu'ancienne présidente du comité ESS se sont traduits par des conseils judicieux et fiables, et ont contribué à consolider notre tradition fondée sur des valeurs qui sont au cœur de notre conseil d'administration depuis sa création. La nomination de Douglas Muzyka à la présidence du comité ESS en janvier 2021 a assuré une succession opportune, ce titulaire d'un Ph. D. en génie chimique apportant une vaste expérience de la gestion et une compréhension approfondie des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité environnementale.

Cela nous amène à notre plus récente nomination, soit celle de Mme Sara O'Brien. Grâce à l'ensemble de ses compétences, qui comprennent une expertise exceptionnelle en matière de littérature financière avec un accent sur l'allocation de capital et l'analyse des risques, nous sommes convaincus que la participation de Sara apportera énormément au conseil d'administration de Stella-Jones. Sa nomination maintient le pourcentage de femmes au sein du conseil à 40 %, ce qui est nettement supérieur à notre objectif de 30 %.

RÉVISION DE LA RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Pour s'assurer que Stella-Jones offre un régime de rémunération concurrentiel qui attire des cadres talentueux et retient ses meilleurs éléments, le conseil d'administration a continué à travailler avec une firme de consultants indépendants en 2021. Son mandat consistait à comparer la rémunération de cadres dirigeants de Stella-Jones à celle d'un groupe de pairs sélectionnés, et à analyser les mesures incitatives à court terme employées par les pairs, en mettant en évidence les indicateurs ESG et d'autres indicateurs clés utilisés dans le marché. Le comité de rémunération du conseil d'administration a recommandé plusieurs changements dans la rémunération à long et à court termes au cours des dernières années et continuera à déterminer les meilleures pratiques de façon à faire des recommandations au conseil d'administration, et ce, afin d'établir une meilleure cohésion et d'assurer le développement et la rétention d'une équipe hautement talentueuse et motivée. Nous croyons que tous ces efforts assureront une valeur à long terme pour les parties prenantes de la Société.

Au nom du conseil d'administration, nous remercions chaleureusement tous les employés pour leurs efforts et leur dévouement tout au long de l'année, ainsi que nos actionnaires, nos clients et nos fournisseurs pour leur soutien indéfectible.



Katherine A. Lehman

Présidente du conseil d'administration



BÂTIR SUR NOS FONDEMENTS DURABLES

L'année qui vient de s'écouler a de nouveau souligné nos nombreuses forces et notre leadership au sein de l'industrie. Nos ventes ont augmenté pour une 21^{ème} année consécutive et ont atteint 2,75 milliards \$. Toutes nos catégories de produits ont affiché une croissance interne. Le bénéfice net a progressé de 8 % pour atteindre 227 millions \$, tandis que le BAIIA a atteint un niveau record de 400 millions \$. Nos catégories de produits liés aux infrastructures ont procuré de la stabilité au cours d'une année marquée par une volatilité record pour nos activités dans le secteur du bois d'œuvre à usage résidentiel.

NOS FONDEMENTS DURABLES

Au cours de la dernière décennie, le volume des ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics a augmenté grâce aux acquisitions, à la croissance interne et aux programmes d'entretien accélérés, et nous anticipons une croissance similaire au cours des prochaines années. Notre succès continu est le résultat d'efforts considérables et coordonnés d'un océan à l'autre. Bien que nous soyons constamment mis au défi de trouver la combinaison appropriée de formats, de longueurs et d'essences de bois, notre équipe d'approvisionnement chevronnée, forte de ses connaissances des ressources en fibres de l'Amérique du Nord, a su relever ce défi avec succès. Nous avons également renforcé notre position en introduisant des innovations importantes, comme notre enveloppe de poteau résistante au feu. De plus, alors que l'industrie doit effectuer une transition vers de nouveaux produits de préservation du bois pour remplacer le pentachlorophénol, Stella-Jones est au premier plan des efforts menés en vue de l'adoption du DCOI, un produit de préservation qui représente une nouvelle option pour nos clients.

Notre équipe a également surmonté les défis rencontrés dans le secteur des traverses de chemin de fer. La forte demande de bois de feuillus a réduit la disponibilité des traverses de chemin de fer non traitées et a fait grimper les coûts en 2021. Les relations qu'entretient Stella-Jones avec plus de 1 200 scieries ont permis d'assurer un approvisionnement constant en matières premières tout au long de l'année pour soutenir les programmes d'entretien de nos clients en 2022. Les mécanismes de rajustement des prix que comportent les ententes conclues avec nos clients nous permettront de recouvrer la hausse des coûts de la fibre en 2022.

En 2021, nos activités liées aux poteaux destinés aux sociétés de services publics, aux traverses de chemin de fer et aux produits industriels ont représenté 64 % de nos ventes totales et nous nous attendons à ce qu'au cours des trois prochaines années, ces catégories de produits contribuent à nos ventes à hauteur de 75 à 80 %. Le bois d'œuvre à usage résidentiel a représenté 28 % de nos ventes au cours de ce plus récent exercice complété et nous anticipons que d'ici 2024, l'apport de cette catégorie de produit aux ventes totales sera de 20 à 25 %, ce qui continuera de représenter une augmentation significative en dollars par rapport aux niveaux pré-pandémiques.

Malgré la volatilité des prix du bois d'œuvre sur le marché, nos ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont enregistré une hausse par rapport à l'exercice précédent et nous sommes parvenus à clôturer l'exercice avec des niveaux de stocks adéquats à un coût approprié afin de répondre à la demande anticipée de 2022, tout en fournissant un soutien continu à nos clients. Notre équipe du bois d'œuvre à usage résidentiel a réussi à naviguer dans une conjoncture complexe en gérant efficacement les relations avec les fournisseurs et les clients ainsi que les ressources de la Société.

UNE STRATÉGIE FRUCTUEUSE

Nos fondements durables sont le résultat de notre stratégie réfléchie et bien exécutée de consolidation de l'industrie, avec plus de 20 acquisitions réalisées au cours des 20 dernières années. Cela nous a permis d'élargir notre offre de produits et notre capacité, de renforcer la solidité et la fiabilité de notre approvisionnement en matières premières et de fournir un meilleur service à notre clientèle croissante. Ces acquisitions nous ont également permis de constituer une équipe de direction expérimentée aux compétences variées.

Nos acquisitions les plus récentes, à savoir les entreprises Cahaba Pressure Treated Forest Products et Cahaba Timber, ont été finalisées en novembre 2021. Déjà intégrées à nos activités existantes, ces installations de traitement de l'Alabama fonctionnent à plein rendement alors que nous devons répondre à la demande croissante de poteaux en bois traité destinés aux sociétés de services publics. Par ailleurs, nous continuons à générer de robustes flux de trésorerie pour financer des investissements dans nos activités, augmenter notre dividende et remettre du capital aux actionnaires. En 2021, nous avons augmenté notre dividende pour une 17^{ème} année consécutive pour le porter à 0,72 \$ par action, et nous avons procédé à des rachats d'actions d'un montant total de 108 millions \$, continuant ainsi à récompenser nos actionnaires de manière soutenue.

Nous comptons réaliser d'autres acquisitions rentables et investir dans l'efficacité de notre réseau ainsi que dans l'innovation. Nous analysons également des occasions stratégiques dans des secteurs adjacents liés aux infrastructures où nous pourrions mettre à profit notre savoir-faire et nos connaissances, notre vaste réseau, notre clientèle, notre approvisionnement en fibre et d'autres avantages concurrentiels, tout en générant des flux de trésorerie robustes et prévisibles.

Nos investissements continus dans les dépenses en immobilisations permettent à nos installations existantes de fonctionner de manière efficace et d'accroître le potentiel de notre réseau grâce à l'ajout de capacités nouvelles et élargies. Nous avons continué d'investir dans notre réseau au cours du dernier exercice, notamment en remettant en service notre usine de Kirkland Lake, en Ontario, avec des mises à niveau importantes visant à répondre à la demande croissante de nos clients dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics. Nous avons également fait l'acquisition d'une aire de stockage pour notre approvisionnement en traverses de chemin de fer non traitées au Tennessee, afin de relever les défis liés à l'approvisionnement de la fibre et d'élargir notre accès à plusieurs fournisseurs importants pour mieux servir nos clients du secteur ferroviaire.

NOTRE ÉQUIPE

Notre succès est en grande partie attribuable à notre équipe exceptionnelle de plus de 2 400 employés dévoués répartis à travers l'Amérique du Nord. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, Patrick Kirkham a été promu au poste de premier vice-président, traverses de chemin de fer, et Steve Larocque a été nommé au poste nouvellement créé de vice-président, technologies de l'information.

Bien que la pandémie mondiale ait continué à représenter un défi continu au cours de la dernière année, le caractère essentiel de nos activités a fait en sorte que l'ensemble de nos installations sont demeurées opérationnelles tout au long de 2021. Nous continuerons à faire preuve de diligence pour assurer la sécurité de notre précieux personnel et de notre clientèle.

REGARD VERS L'AVENIR

Stella-Jones a de nouveau obtenu d'excellents résultats en 2021 et sa situation financière demeurait saine à la clôture de l'exercice, ce qui lui procure des assises solides pour continuer à générer une croissance rentable soutenue et accroître la valeur actionnariale. Nous avons l'intention de réaliser d'autres acquisitions afin de compléter notre gamme de produits liés aux infrastructures, tout en investissant également dans l'accroissement de notre capacité de production de poteaux destinés aux sociétés de services publics afin de répondre à la croissance anticipée de la demande. Grâce aux robustes flux de trésorerie générés par la Société, nous comptons remettre aux actionnaires environ 500 à 600 millions \$ au cours des trois prochains exercices. La stratégie de Stella-Jones demeure axée sur la consolidation de sa position de chef de file dans ses principales catégories de produits, tout en maintenant notre engagement à offrir un milieu de travail sécuritaire et respectueux à l'ensemble de nos employés.

Je remercie tous les membres de l'équipe de Stella-Jones pour leur dévouement, leur persévérance et leur travail acharné. Toutes et tous se sont investis et ont travaillé de concert pour que la Société connaisse une année très fructueuse. Je tiens également à remercier notre conseil d'administration pour ses conseils judicieux, nos clients pour leur fidélité, nos fournisseurs pour leur collaboration ainsi que nos actionnaires pour leur soutien continu. Nous envisageons l'année à venir avec optimisme.

Sincèrement,



Éric Vachon

Président et chef de la direction

FAITS SAILLANTS DES FACTEURS ESG*

Le succès à long terme de notre Société et le maintien de son statut d'entreprise socialement responsable exigent l'intégration des facteurs ESG dans toutes les sphères de nos activités quotidiennes et dans nos décisions stratégiques. Nous nous engageons à respecter des normes de performance strictes en matière de santé et de sécurité, de conformité environnementale, de perfectionnement de nos employés et à atteindre l'excellence en matière de gouvernance.

NOTRE ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL



Réduire l'impact environnemental de nos activités en améliorant l'utilisation et la gestion des ressources naturelles, en maximisant les gains d'efficacité de la fabrication et ayant recours à des systèmes de gouvernance rigoureux afin de se conformer aux lois et règlements.

- **Nous avons pris l'engagement de lutter contre les changements climatiques**, en entreprenant une analyse de scénarios climatiques et en travaillant à la présentation de l'information au cours des prochaines années conformément aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques
- **Nous avons redéfini des rôles au sein de la haute direction** afin d'améliorer l'uniformisation de notre programme SHIELD au Canada et aux États-Unis
- **1,35 TM CO₂e/1000 pi³** d'émissions de GES produites. Nous nous engageons à établir des objectifs en matière de consommation d'énergie et d'émissions de GES

LA GÉRANCE DE NOS PRODUITS



Nous nous sommes engagés à contribuer à la gestion durable des forêts et à l'atténuation des changements climatiques grâce aux méthodes de séquestration du carbone appliqué à nos produits. Investir dans la recherche et l'innovation afin d'améliorer notre gamme de produits tout en étant chef de file dans notre secteur.

- **Séquestration d'environ ~1,13 million de TM CO₂e d'émissions de GES** annuellement dans le cadre de nos processus de traitement du bois
- **154 480 M³** de bois récolté de manière durable grâce aux tenures forestières en Colombie-Britannique et au Manitoba
- **Plus de 80 %** du bois d'œuvre à usage résidentiel provient de sources certifiées durables
- **99%** des traverses de chemin de fer sont achetées auprès de petites entreprises locales⁽¹⁾

⁽¹⁾ Selon la définition de la Small Business Administration (SBA) des États-Unis, soit moins de 500 employés.

* À moins d'indication contraire, les données ESG couvrent les activités de Stella-Jones au Canada et aux États-Unis, du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.



NOTRE PLUS RÉCENT RAPPORT ESG PEUT ÊTRE CONSULTÉ AU

<https://www.stella-jones.com/fr-CA/investor-relations/environmental-social-governance>

NOS EMPLOYÉS



Nous veillons à assurer un environnement de travail sain, collaboratif et inclusif, qui donne aux employés les moyens d'atteindre leurs objectifs professionnels et personnels tout en favorisant une culture de sécurité priorisant le bien-être de nos employés.

- Taux de fréquence des accidents entraînant une perte de temps de **3,1**, soit une réduction de 16 % depuis 2019
- Taux de rotation des employés de **18 %**, soit une baisse de 1 % depuis 2019
- **16 %** de femmes au sein de notre main d'œuvre

NOS PRINCIPES DE GOUVERNANCE



Nous nous efforçons de promouvoir une culture axée sur les pratiques d'affaires éthiques et l'intégrité, en misant sur une communication d'entreprise efficace, la transparence, la gouvernance et l'intégration des facteurs ESG dans nos processus décisionnels, afin de créer de la valeur à long terme.

- **9 membres du conseil d'administration⁽²⁾ sur 10** sont indépendants de la direction
- **40 %** des membres du conseil d'administration⁽²⁾ sont des femmes, dont la présidente de ce conseil ainsi que la présidente du comité d'audit
- **Officialisation** de la surveillance des facteurs ESG par le comité de l'environnement, de la santé et de la sécurité

⁽²⁾ Depuis janvier 2021.

PRODUITS EN BOIS

TRAITÉ SOUS PRESSION

Stella-Jones Inc. (TSX : SJ) est le chef de file en matière de produits en bois traité sous pression en Amérique du Nord. La Société fournit des poteaux en bois à l'ensemble des grandes sociétés de services publics d'électricité et entreprises de télécommunications du continent, ainsi que des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants nord-américains de chemins de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. Stella-Jones fournit aussi des produits industriels, notamment du bois pour les ponts ferroviaires et les passages à niveau, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction et des produits à base de goudron de houille. Environ 70 % - 75 % des ventes réalisées par la Société sont typiquement générées par ces catégories de produits liées aux infrastructures. La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre et d'accessoires à usage résidentiel de première qualité, qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Une part importante de ce secteur d'activité est dédiée à desservir le marché canadien par l'entremise de son réseau national de fabrication et de distribution. Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto.



POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS

Fournit chaque année plus d'un million de poteaux en bois traité sous pression aux sociétés de services publics pour le remplacement, la mise à niveau et le déploiement de nouvelles lignes électriques et de télécommunications.

En 2021, les ventes se sont élevées à 925 millions \$, contre 888 millions \$ lors du précédent exercice. Si on exclut l'apport des acquisitions et l'incidence négative de la conversion des devises, les ventes ont augmenté de 9 % grâce à la forte demande générée par les programmes d'entretien des poteaux de distribution, à des rajustements à la hausse des prix de vente en réponse à l'augmentation des coûts des matières premières ainsi qu'à une composition des ventes plus avantageuse, incluant l'incidence de l'accroissement des volumes de vente de poteaux munis d'une enveloppe résistante au feu. Cette croissance a été en partie contrebalancée par une diminution des volumes générés par des projets.

La croissance des ventes dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics devrait se situer dans la partie supérieure de la fourchette à un chiffre chaque année pendant au moins les trois prochaines années, grâce à l'accroissement de la demande générée par les programmes d'entretien et de la vente de poteaux munis d'une enveloppe résistante au feu, mais pourrait également bénéficier de l'expansion des réseaux à large bande ainsi que des autres investissements visant à répondre à l'accroissement de la demande et de l'utilisation des véhicules électriques.

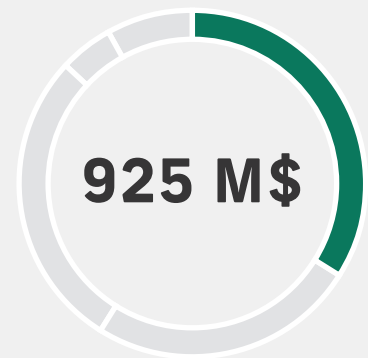
Pourcentage des ventes

34 %

Croissance interne

▲ +9 %

Ventes en 2021



Ventes sur 5 ans

(en millions de \$)



TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

Ventes en 2021



Ventes sur 5 ans

(en millions de \$)



Répond à la demande pour les traverses de chemin de fer et les poutres à l'échelle du continent en fournissant annuellement plus de 10 millions de traverses en bois traité sous pression. La Société joue ainsi un rôle clé dans le développement, la modernisation et l'entretien des infrastructures ferroviaires d'Amérique du Nord.

En 2021, les ventes ont atteint 700 millions \$, contre 733 millions \$ lors du précédent exercice. Les ventes de traverses de chemin de fer ont enregistré une croissance interne de 2 %, en raison principalement de la hausse des ventes réalisées auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1, alors que la vigueur soutenue de la demande a plus que compensé les pressions exercées sur les prix dans la première moitié de l'exercice. Les ventes effectuées auprès des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 sont demeurées relativement stables comparativement au précédent exercice.

Les ventes devraient connaître une croissance à un chiffre dans le bas de la fourchette au cours des trois prochaines années grâce à la demande soutenue générée par les programmes d'entretien et de remplacement.

Pourcentage des
ventes

25 %

Croissance interne

▲ +2 %



BOIS D'OEUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL

Fournit des centaines de millions de pieds-planche de bois traité au marché du bois d'œuvre résidentiel, en offrant un service complet et homogène.

En 2021, les ventes ont augmenté de manière importante pour atteindre 773 millions \$, comparativement à 665 millions \$ lors du précédent exercice. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont enregistré une croissance interne de 19 % grâce à la montée exceptionnelle des prix du bois d'œuvre sur le marché pendant la première moitié de l'exercice. Cette progression a été partiellement atténuée par une baisse des volumes de vente attribuable à un fléchissement de la demande des consommateurs.

Les ventes devraient continuer à profiter d'une demande durable à long terme, mais elles se normaliseront au cours des trois prochaines années, tout en demeurant supérieures aux niveaux pré-pandémiques, après la montée sans précédent des prix du bois d'œuvre observée sur le marché en 2021.

Pourcentage des
ventes

28 %

Croissance interne

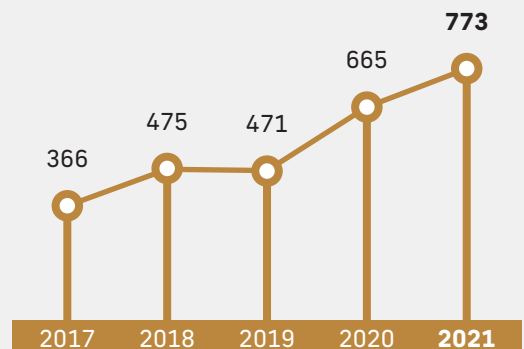
+19 %

Ventes en 2021



Ventes sur 5 ans

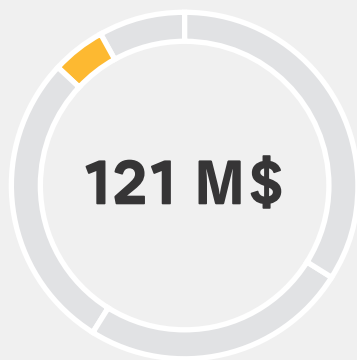
(en millions de \$)





PRODUITS INDUSTRIELS

Ventes en 2021

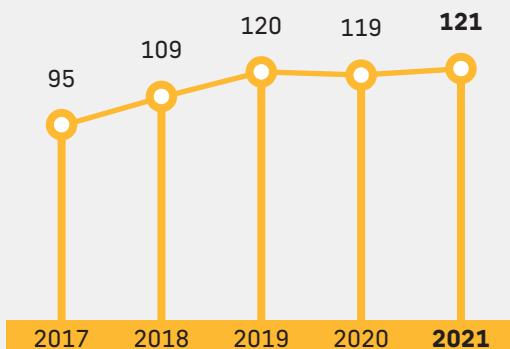


Fournit des produits de bois traité sous pression aux secteurs industriel, maritime et civil en vue d'applications extérieures, notamment du bois pour les ponts ferroviaires et les passages à niveau, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations et du bois de construction, offerts dans un éventail d'essences de bois et de produits de préservation sélectionnés.

En 2021, les ventes sont restées relativement inchangées à 121 millions \$, contre 119 millions \$ en 2020. Si on exclut l'incidence négative de la conversion des devises, les ventes de produits industriels affichent une croissance interne de 8 %, attribuable essentiellement à un accroissement du nombre de projets nécessitant des poutres et des pieux, en partie contrebalancé par une baisse des ventes de bois destiné aux projets de ponts et de passages à niveau.

Ventes sur 5 ans

(en millions de \$)



Pourcentage des ventes

5%

Croissance interne

+8 %



BILLOTS ET BOIS D'OEUVRE

Cette catégorie de produits est une activité qui vise à optimiser l'approvisionnement. La catégorie ne génère pas de marge importante et le montant des ventes est relativement lié au prix du bois d'œuvre.

En 2021, les ventes ont considérablement augmenté pour atteindre 231 millions \$, contre 146 millions \$ lors du précédent exercice, en raison de la montée du prix du bois d'œuvre sur le marché.

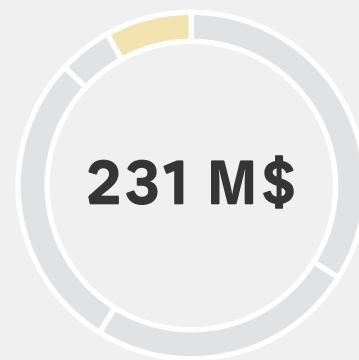
Pourcentage des ventes

8 %

Croissance interne

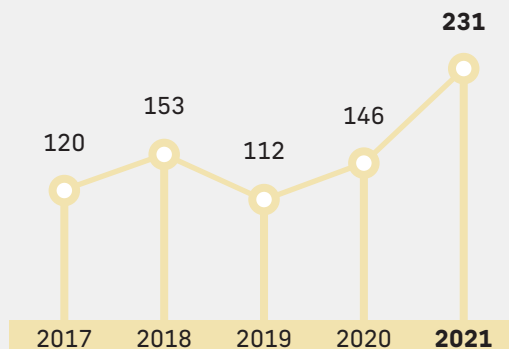
+60 %

Ventes en 2021



Ventes sur 5 ans

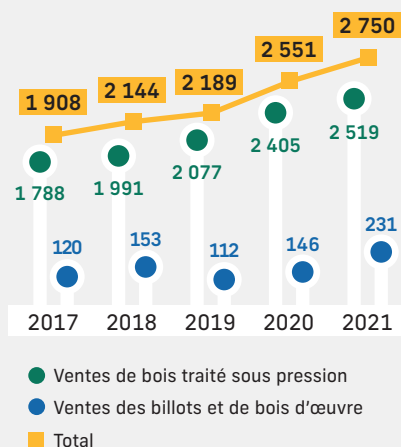
(en millions de \$)



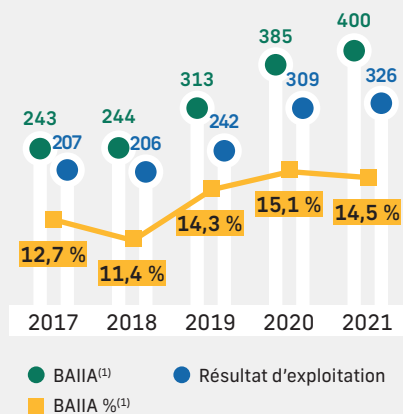
DES RÉSULTATS RECORDS

EN 2021

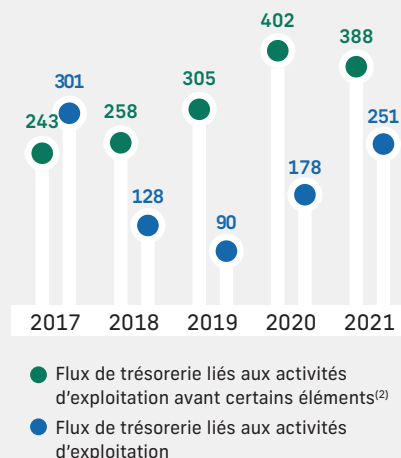
Ventes
(en millions de \$)



BAIIA, Résultat d'exploitation et BAIIA %
(en millions de \$, à l'exception des marges)



Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
(en millions de \$)



Les ventes ont augmenté pour une 21^{ème} année consécutive, pour atteindre 2,75 milliards \$ en 2021.

La croissance interne de 10 % des ventes de bois traité sous pression est attribuable à la croissance enregistrée par toutes les catégories de produits. Les poteaux destinés aux sociétés de services publics ont bénéficié d'une augmentation des volumes et d'une hausse des prix de vente, la croissance des ventes de traverses de chemin de fer découle d'un accroissement des volumes qui a plus que compensé les vents contraires qui ont exercé une pression sur les prix de vente pendant la première moitié de l'exercice, et le bois d'œuvre à usage résidentiel a profité de la montée sans précédent des prix du bois d'œuvre sur le marché durant la première moitié de l'exercice.

Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont augmenté de près de 60 %, pour atteindre 231 millions \$, en raison essentiellement de la hausse sans précédent des prix du bois d'œuvre sur le marché dans la première moitié de 2021.

Le BAIIA⁽¹⁾ pour l'exercice 2021 a atteint le chiffre record de 400 millions \$, en hausse comparative à 385 millions \$ un an auparavant. Le résultat d'exploitation s'est élevé à 326 millions \$, en hausse de 6 % par rapport au résultat d'exploitation de 309 millions \$ dégagé en 2020. Cette croissance est attribuable à la montée des prix de vente du bois d'œuvre à usage résidentiel, qui a dépassé la hausse des coûts du bois d'œuvre, ainsi qu'à l'amélioration des prix de vente, une composition des ventes plus avantageuse et un accroissement des volumes de poteaux destinés aux sociétés de services publics, en partie contrebalancés par une diminution de la demande de bois d'œuvre à usage résidentiel, une baisse des prix de vente des traverses de chemin de fer et l'incidence défavorable de la dépréciation du dollar américain.

La baisse de la marge du BAIIA⁽¹⁾ pour l'exercice 2021, qui s'est établie à 14,5 % contre 15,1 % lors du précédent exercice, s'explique en grande partie par les hausses de coûts qui ont progressé plus rapidement que les augmentations des prix de vente, en raison du décalage des ajustements contractuels des prix de vente.

En 2021, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de Stella-Jones, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 388 millions \$, comparativement à 402 millions \$ en 2020.

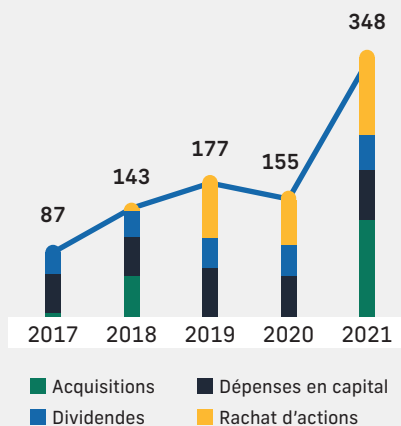
L'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, qui se sont élevés à 251 millions \$ en 2021, contre 178 millions \$ en 2020, est principalement attribuable à l'évolution favorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie, découlant pour l'essentiel d'une baisse des stocks de traverses de chemin de fer en raison d'un resserrement de l'offre de fibre sur le marché.

⁽¹⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du rapport de gestion.

⁽²⁾ Variation des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, intérêts versés et impôts sur le résultat payés.

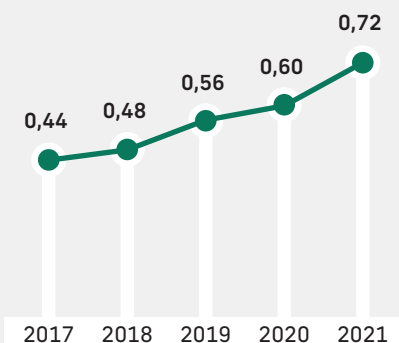
Deployment des capitaux

(en millions de \$)



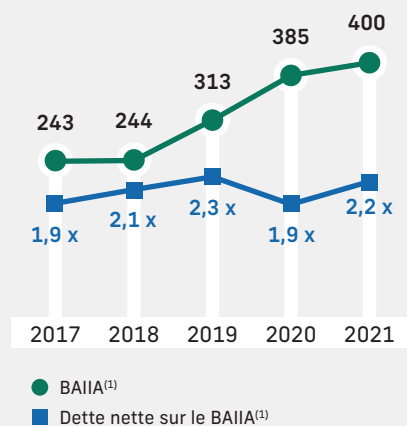
Dividendes par action

(en \$)



BAIIA et dette nette sur le BAIIA

(en millions de \$, à l'exception des marges)



L'approche de Stella-Jones en matière d'affectation des capitaux demeure axée sur le maintien d'un équilibre entre les investissements de croissance et la remise de capital aux actionnaires, tout en faisant preuve de prudence à l'égard de l'effet de levier. Au cours de l'exercice, la Société a acquis les entreprises Cahaba Pressure Treated Forest Products et Cahaba Timber pour un prix d'achat total combiné de 129 millions \$, et a investi 64 millions \$ dans les dépenses en capital. Elle a aussi remis du capital aux actionnaires sous forme de versements de dividendes d'un montant de 47 millions \$ et de rachats d'actions pour un montant de 108 millions \$ en vertu de ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités.

Après la clôture de l'exercice, la Société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto pour modifier son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et augmenter le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées pour le faire passer de 4 000 000 à 5 000 000 d'actions ordinaires.

Stella-Jones a augmenté son dividende au cours de chacune des 17 dernières années. En 2021, le dividende a augmenté de 20 % pour atteindre 0,72 \$ par action, ce qui représente un rendement en dividendes de 1,8 %. Le ratio de distribution s'est élevé à 23 % du RPA du précédent exercice, ce qui cadre avec l'objectif déclaré de maintenir un ratio de distribution durable se situant dans une fourchette de 20 à 30 % du RPA du précédent exercice. Le 9 mars 2022, la Société a annoncé une hausse de son dividende trimestriel de 11 %, ce qui le porte à 0,20 \$ par action, maintenant ainsi sa tendance de croissance.

Stella-Jones a terminé l'exercice 2021 avec un ratio de la dette nette sur le BAIIA⁽¹⁾ de 2,2 x et des liquidités disponibles de 329 millions \$, de sorte que la Société dispose des ressources nécessaires pour poursuivre sa croissance et créer de la valeur pour les actionnaires.

⁽¹⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du rapport de gestion. Les calculs de la dette nette sur le BAIIA pour les exercices 2017 et 2018 n'ont pas été retraités, du fait que l'IFRS 16, *Contrats de location*, a été adoptée sans retraitement de l'information comparative.

INFORMATION SUR LES ACTIONS

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020	2019	2018	2017
(non-audités)	\$	\$	\$	\$	\$

DONNÉES SUR LES TRANSACTIONS DES ACTIONS ORDINAIRES

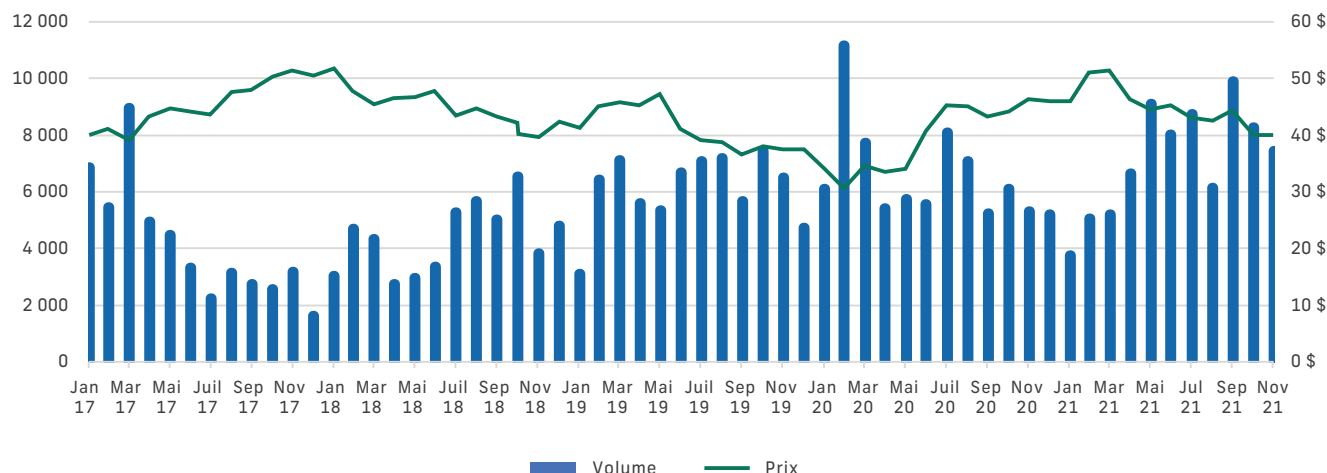
Haut — 52 semaines (\$)	54,09	47,37	48,28	52,22	51,41
Bas — 52 semaines (\$)	38,58	23,34	36,00	37,40	38,30
Cours de clôture (\$)	40,01	46,28	37,52	39,61	50,50
Volume total d'actions transigées	83 505 809	78 372 759	73 030 074	53 908 544	49 339 093
Volume quotidien moyen d'actions transigées	332 692	312 242	290 956	214 775	196 570

AUTRES STATISTIQUES

Dividendes sur les actions ordinaires (en millions de \$)	47	40	39	33	31
Dividende par action (\$)	0,72	0,60	0,56	0,48	0,44
Rendement du dividende (%)	1,8 %	1,3 %	1,5 %	1,2 %	0,9 %
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	65 002	67 260	68 761	69 352	69 324
Nombre moyen d'actions diluées en circulation (en milliers)	65 002	67 264	68 768	69 360	69 333
Actions en circulation à la fin de l'exercice (en milliers)	63 773	66 187	67 467	69 268	69 342
Flottant (en milliers)	56 051	50 837	52 659	61 718	47 769
Capitalisation boursière (en millions de \$)	2 552	3 063	2 531	2 744	3 502
Valeur d'entreprise ⁽¹⁾ (en millions de \$)	3 286	3 669	3 136	3 257	3 957

⁽¹⁾ La valeur d'entreprise est définie comme la capitalisation boursière plus la dette à long terme, incluant la partie courante.

COURS DE CLÔTURE ET VOLUME DE L'ACTION





RAPPORT DE GESTION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

**POUR LES EXERCICES CLOS LES
31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020**

(en millions de dollars canadiens)

RAPPORT DE GESTION

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. (le « rapport de gestion »). Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et ses filiales, à titre individuel ou collectif.

Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de la Société ont été examinés par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration le 8 mars 2022. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants, les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, en comparaison de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 et les notes y afférentes.

Le présent rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Les déclarations prospectives englobent, sans s'y limiter, les prévisions financières et d'autres déclarations présentées à la rubrique intitulée « Perspectives » ci-après, qui sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, ainsi que les attentes et les plans actuels de la direction (et pourraient ne pas convenir à d'autres fins). Ces déclarations sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, la conjoncture économique et la situation des marchés (y compris l'incidence de la pandémie du coronavirus [COVID-19]), l'évolution de la demande des clients pour les produits et services de la Société, les prix de vente des produits, la disponibilité et le coût des matières premières, les fluctuations des taux de change des devises, la capacité de la Société à se procurer des capitaux, ainsi que les facteurs et hypothèses auxquels on réfère dans le présent document ainsi que dans les documents d'information continue déposés par la Société. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements survenant après la date des présentes, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers consolidés audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IFRS ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada (« CPA Canada »), Comptabilité – Partie 1. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport sont en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion contient également des mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle ainsi que les rapports trimestriels et annuels de la Société, en visitant le site Web de SEDAR au www.sedar.com. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la rubrique Investisseurs du site Web de la Société au www.stella-jones.com.

NOS ACTIVITÉS

Stella-Jones est le chef de file en matière de produits en bois traité sous pression en Amérique du Nord. La Société fournit des poteaux en bois à l'ensemble des grandes sociétés de services publics d'électricité et entreprises de télécommunications du continent, ainsi que des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants nord-

américains de chemin de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. Stella-Jones fournit aussi des produits industriels, notamment du bois pour les ponts ferroviaires et les passages à niveau, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction et des produits à base de goudron de houille. Ces catégories de produits liées aux infrastructures représentent, en général, environ entre 70 et 75 % des ventes réalisées par la Société.

La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre et d'accessoires à usage résidentiel de première qualité qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Une part importante des activités de la Société dans ce secteur consiste à desservir le marché canadien par l'entremise de son réseau national de fabrication et de distribution.

Stella-Jones poursuit avec succès une stratégie de consolidation dans l'industrie des produits en bois traité sous pression et a réalisé plus de 20 acquisitions depuis 2003. Ces acquisitions ont permis à la Société d'étendre son réseau nord-américain en élargissant son offre de produits et sa capacité, de renforcer la solidité et la fiabilité de son approvisionnement en matières premières et d'améliorer la qualité des services offerts aux clients. La stratégie a contribué au développement de relations étroites et durables avec la clientèle partout en Amérique du Nord et a élargi l'accès à des fournisseurs clés. Elle a également permis à la Société de renforcer davantage la vaste expertise de son équipe de gestionnaires chevronnés dans l'ensemble des divisions d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord.

Stella-Jones possède une capacité démontrée à consolider les industries dans lesquelles elle est présente tout en générant de la croissance, organique et par le biais d'acquisitions, et en livrant d'excellents résultats année après année. Ce bilan de réussites sert d'assise à la génération de flux de trésorerie robustes qui permettent à la Société de réinvestir continuellement dans ses activités et de remettre du capital aux actionnaires par le biais de l'augmentation régulière du dividende et du rachat d'actions.

La Société exploite 42 usines de traitement du bois, 12 installations d'écorçage de poteaux et une distillerie de goudron de houille. Ces installations sont réparties à travers le Canada et les États-Unis et sont complétées par un vaste réseau de distribution. À la clôture de l'exercice 2021, les effectifs de la Société s'élevaient à environ 2 400 employés.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

NOTRE MISSION

Stella-Jones vise à devenir le chef de file au chapitre de la performance dans les secteurs d'activité où elle est présente, en plus d'être un citoyen corporatif exemplaire, qui agit avec intégrité et respecte des normes rigoureuses en matière de considérations environnementales, sociales et de gouvernance.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail sécuritaire, respectueux de l'individu, inclusif et stimulant et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

C'est en priorisant la satisfaction de la clientèle, les pratiques de travail innovantes et l'optimisation de ses ressources ainsi qu'en investissant dans ses effectifs au moyen de la formation et du développement qui favoriseront l'avancement professionnel dans l'ensemble de l'organisation que Stella-Jones entend atteindre ces objectifs.

NOTRE STRATÉGIE

La stratégie de Stella-Jones vise à consolider sa position de chef de file dans ses principales catégories de produits et dans ses marchés clés, grâce à la croissance organique, l'efficacité de son réseau, l'innovation et la réalisation d'acquisitions rentables. La Société demeure à l'affût d'opportunités liées aux infrastructures ainsi que d'autres occasions stratégiques afin de tirer parti de son vaste réseau, de sa clientèle bien établie, de son approvisionnement

en fibre et de ses nombreux avantages concurrentiels, et qui contribueront également à sa capacité à générer des flux de trésorerie soutenus.

La Société s'est engagée à intégrer les considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans ses décisions d'affaires quotidiennes et ses stratégies, reconnaissant que la prise en compte de ces facteurs la rendra plus résiliente, agile et durable.

Gestion du capital

La stratégie d'affectation des capitaux de la Société met à profit la robustesse de ses flux de trésorerie générés de manière constante tout en améliorant sa stabilité à long terme ainsi que la création de valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir la solidité et la flexibilité financières de la Société, les capitaux sont affectés de manière disciplinée en conservant un équilibre entre la croissance des investissements et la remise de capital aux actionnaires.

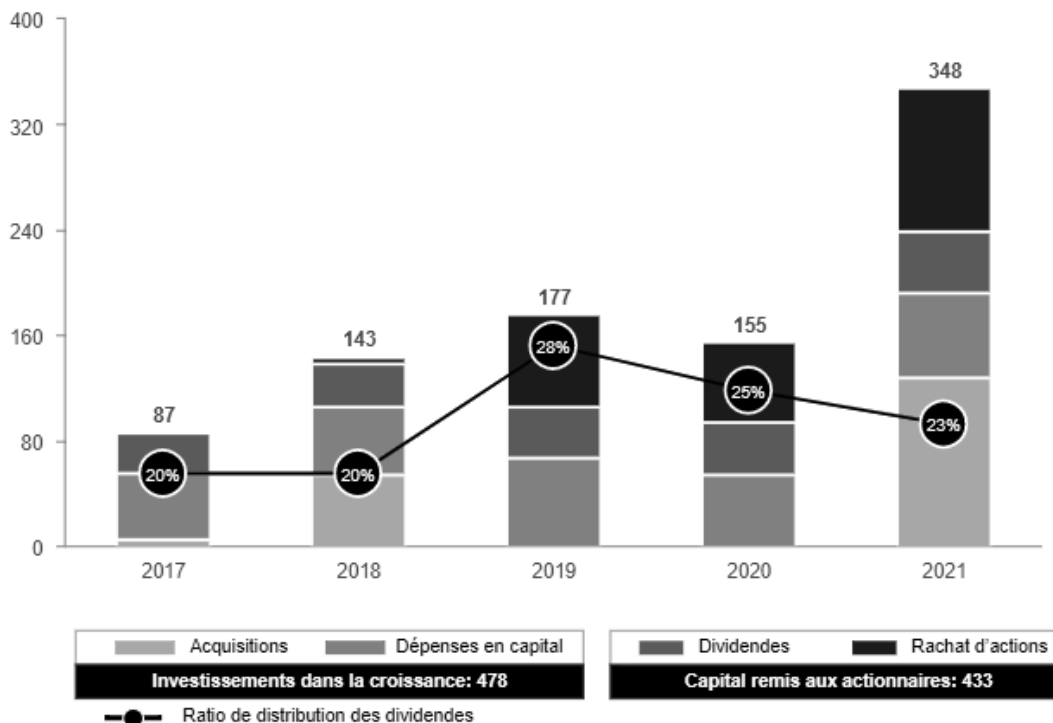
La stratégie actuelle de la Société compte ainsi de :

- Continuer d'investir de 50 à 60 millions \$ annuellement dans les dépenses en immobilisations afin de maintenir la qualité de ses actifs, d'assurer la sécurité de ses employés, de poursuivre des initiatives environnementales et de développement durable, ainsi que de soutenir sa croissance interne et sa productivité;
- Élargir le programme de dépenses en immobilisations et investir de 90 à 100 millions \$ supplémentaires de 2022 à 2024 afin de soutenir la croissance anticipée à un chiffre dans le haut de la fourchette de sa catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics;
- Réaliser des acquisitions rentables liées aux infrastructures qui renforceront le positionnement stratégique de la Société et contribueront à la croissance des résultats dans le futur;
- Maintenir le versement durable de dividendes, avec comme objectif un niveau correspondant à une fourchette de 20 % à 30 % du résultat par action déclaré du précédent exercice;
- Remettre aux actionnaires l'excédent de capital par le biais du rachat d'actions.

Dans le cadre de sa stratégie d'affectation des capitaux, Stella-Jones cherche à maintenir un ratio dette nette/BAIIA de 2,0 x à 2,5 x, mais la Société pourrait dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions et saisir d'autres opportunités stratégiques, et/ou encore financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement.

L'affectation des capitaux de la Société depuis 2017 se résume comme suit :

(en millions \$, à l'exception des %)



PERSPECTIVES

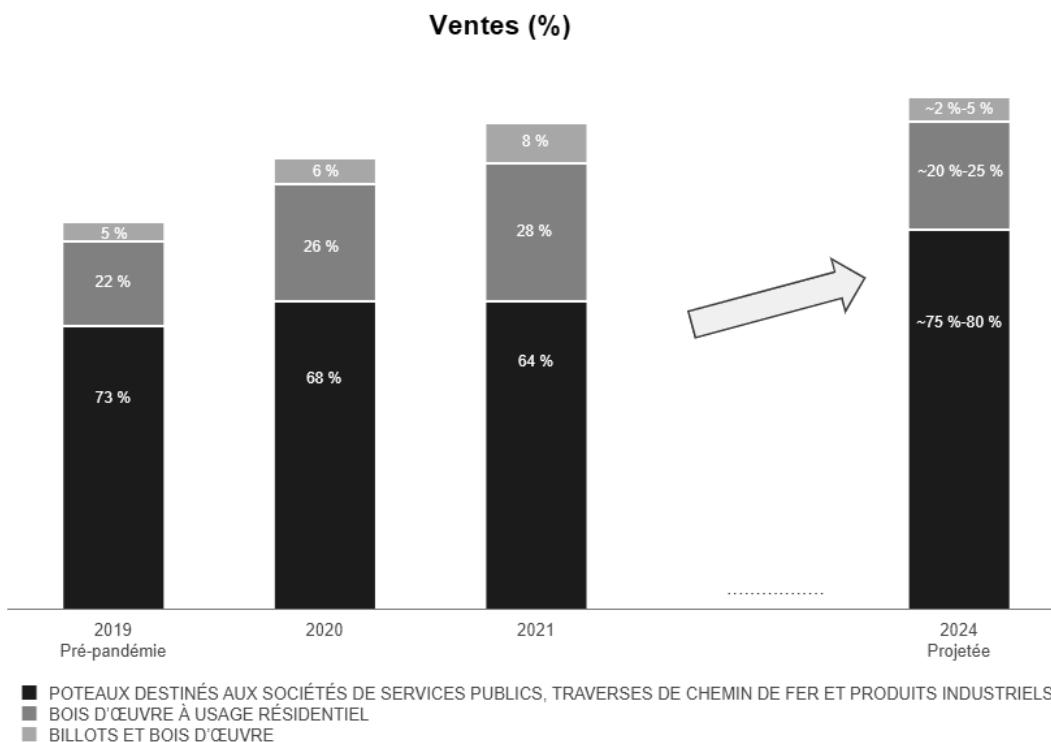
Les ventes de Stella-Jones sont principalement réalisées auprès d'entreprises liées aux infrastructures névralgiques. Bien que toutes les catégories de produits puissent connaître des fluctuations à court terme, le volume d'affaires repose essentiellement sur les besoins de programmes d'entretien et de remplacement qui font l'objet d'une planification à long terme. Pour cadrer avec cet horizon à plus long terme, ainsi que dans le but de mieux rendre compte du rythme prévu des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel et de réduire l'impact à plus court terme des prix des produits de base, la Société formulera désormais ses prévisions dans une perspective triennale.

Poursuite de la croissance des ventes et du BAIIA :

La Société prévoit de générer une croissance annuelle de ses ventes avoisinant 5 % en comparaison des niveaux pré-pandémiques de 2019 et a comme objectif de maintenir une marge du BAIIA⁽¹⁾ d'approximativement 15% pour la période 2022-2024.

⁽¹⁾ Il s'agit d'un ratio non conforme aux PCGR qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse le comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

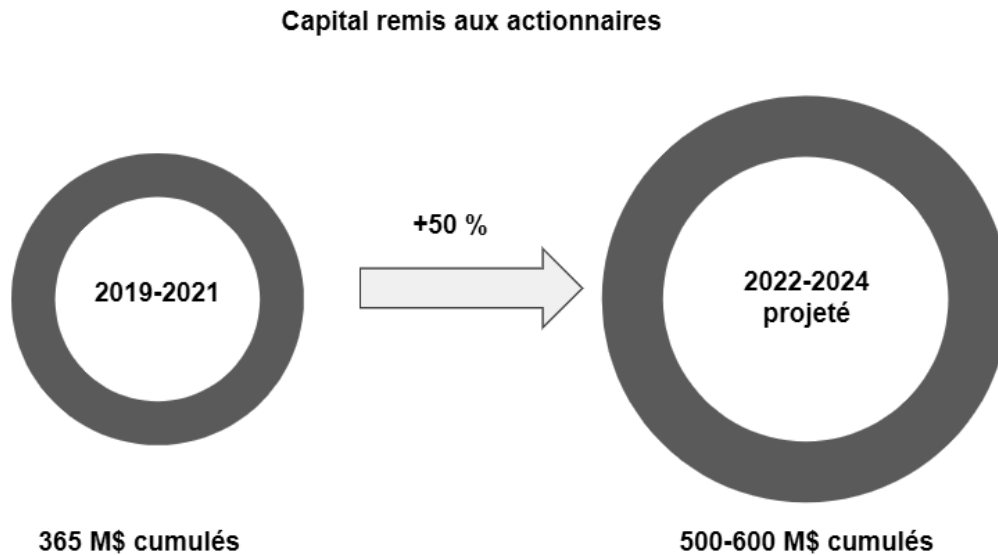
Au cours des trois prochaines années, la Société anticipe une croissance soutenue de ses activités liées aux infrastructures, à savoir les poteaux destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemin de fer et les produits industriels. Elle compte exploiter le plein potentiel de la capacité supplémentaire que lui procurent ses plus récentes acquisitions de Cahaba Pressure Treated Forest Products, Inc. et Cahaba Timber, Inc. et mettre à contribution ses dépenses en immobilisations additionnelles prévues pour répondre à la demande croissante de sa base clients liée aux infrastructures. Étant donné la normalisation anticipée des prix de marché du bois d’œuvre et la croissance prévue de ses entreprises liées aux infrastructures, la Société prévoit que d’ici 2024, les ventes de bois d’œuvre à usage résidentiel se stabiliseront autour de 20 % à 25 % de ses ventes totales prévues.



La Société demeurera à l’affût d’autres occasions de réaliser des acquisitions susceptibles de contribuer à la poursuite de la croissance dans ses catégories de produits liées aux infrastructures. Stella-Jones examine également des occasions de croissance dans des secteurs d’activité adjacents où elle pourrait mettre à contribution ses connaissances fondamentales et ses attributs clés pour générer des flux de trésorerie robustes et soutenus qui permettront à la Société de réinvestir dans ses activités, réaliser d’autres acquisitions et remettre du capital aux actionnaires.

Mettre à profit les flux de trésorerie robustes générés :

Compte tenu de ses perspectives triennales actuelles, la Société prévoit de remettre aux actionnaires un montant approximatif de 500 à 600 millions \$ pendant la période 2022-2024. En ce qui a trait aux acquisitions stratégiques, la Société prévoit d'augmenter son effet de levier pour financer de telles opportunités. Concernant sa stratégie d'affectation des capitaux, la Société vise un ratio d'endettement de 2,0 x à 2,5 x et pourrait temporairement dévier et dépasser cette cible pour réaliser des acquisitions.



Catégories de produits

Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Dans le secteur des poteaux destinés aux sociétés de services publics, la Société s'attend à ce que les investissements dans les infrastructures de services publics au cours des prochaines années alimentent la demande et contribuent à rehausser la rentabilité grâce à l'accroissement des volumes et la hausse des prix de vente. La croissance interne devrait profiter de l'accroissement de la demande générée par les programmes d'entretien et de la vente de poteaux munis d'une enveloppe résistante au feu, mais pourrait également bénéficier de l'expansion des réseaux à large bande ainsi que des autres investissements visant à répondre à l'accroissement de la demande et de l'utilisation des véhicules électriques. La Société prévoit d'enregistrer une croissance interne d'un chiffre dans le haut de la fourchette dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics au cours de chacune des trois prochaines années.

Avec la fin de la production mondiale du pentachlorophénol (« penta ») par son unique producteur en décembre 2021, Stella-Jones est aux premières loges de la transition vers une solution de préservation de rechange et échange avec des clients sur les autres produits disponibles. La Société collabore étroitement avec un fournisseur très expérimenté afin de commencer l'utilisation du DCOI, un produit de préservation à base d'huile pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, tout en utilisant en parallèle son stock restant de penta. Stella-Jones s'apprête à effectuer les investissements de capitaux nécessaires à la conversion de ses installations en vue de l'utilisation de produits de préservation de rechange pour mener cette transition.

Traverses de chemin de fer

Dans le secteur des traverses de chemin de fer, la demande soutenue générée par les programmes d'entretien et de remplacement contribuera à améliorer la rentabilité au cours des 36 prochains mois. La solidité du réseau

d'approvisionnement de la Société, incluant un investissement récent dans l'aménagement d'une aire de stockage des approvisionnements, permettra à la Société de continuer à répondre aux besoins de ses clients.

Axée sur l'efficacité de ses actifs, la Société poursuivra la mise à niveau de ses actifs d'exploitation en tirant parti d'améliorations technologiques afin d'automatiser les procédés de production. La Société a récemment investi dans l'installation d'empileuses robotisées dans plusieurs de ses usines de traitement des traverses de chemin de fer et a mis au point un procédé automatisé de pré-placage des traverses qu'elle a déployé dans les installations de son réseau, ce qui a entraîné un accroissement de la productivité et l'élimination quasi totale des blessures liées à ces tâches.

La Société s'attend à une croissance à un chiffre dans le bas de la fourchette dans la catégorie des traverses de chemin de fer au cours de chacune des trois prochaines années.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Stella-Jones a établi des relations de confiance avec de grands détaillants de bois d'œuvre à usage résidentiel à travers l'Amérique du Nord. Ces relations solides, jumelées à la croissance anticipée des secteurs de la construction d'habitations neuves et de la rénovation domiciliaire, devraient générer une demande durable à long terme pour les produits de la Société.

Après la montée sans précédent des prix du bois d'œuvre sur le marché en 2021, la Société croit que les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se normaliseront au cours des trois prochaines années. Par conséquent, elle s'attend à ce que ses ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel diminuent par rapport aux niveaux atteints en 2021, et suppose que les ventes pour la période 2022-2024 surpassent d'environ 35 % leurs niveaux pré-pandémiques de 2019.

Autres hypothèses

La Société a formulé un certain nombre d'hypothèses économiques et de marché pour établir ses prévisions financières sur trois ans et présenter les déclarations de nature prospectives contenues aux présentes.

Ces hypothèses comprennent, sans toutefois s'y limiter, les considérations suivantes :

- Il n'y aura aucune réduction des programmes d'entretien des grands clients dans les catégories des traverses de chemin de fer et des poteaux destinés aux sociétés de services publics.
- Il n'y aura aucune perturbation majeure des activités de fabrication de la Société, de sa chaîne d'approvisionnement ou de ses réseaux de distribution.
- Le dollar canadien s'échangera en moyenne, à environ 1,25 \$ CA par dollar US, et les ventes réalisées aux États-Unis continueront à représenter environ 70 % des ventes totales.
- Les impacts d'éventuelles acquisitions ne sont pas pris en compte.

Ces perspectives sont présentées entièrement sous réserve des déclarations de nature prospective décrites dans le présent rapport de gestion.

PANDÉMIE DE LA COVID-19

Comme ses activités sont essentielles pour l'intégrité des chaînes d'approvisionnement des sociétés de services publics, du secteur ferroviaire et de l'industrie de la construction, l'ensemble des installations nord-américaines de Stella-Jones sont demeurées opérationnelles durant la pandémie de la COVID-19. La Société continue à renforcer les mesures visant à atténuer les risques pour la santé de ses employés, de ses partenaires commerciaux ainsi que des collectivités où elle est présente et à éviter les perturbations. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » pour de plus amples renseignements.

FAITS SAILLANTS

Acquisitions d'entreprises

Le 19 novembre 2021, la Société a finalisé les acquisitions des entreprises Cahaba Pressure Treated Forest Products, Inc. (« Cahaba Pressure ») et Cahaba Timber, Inc. (« Cahaba Timber ») pour un prix d'achat total combiné de 129 millions \$ (102 millions \$ US). Cahaba Pressure se consacre à la fabrication, la distribution et la vente de poteaux, de traverses et de piquets en bois traité et non traité, en plus d'offrir des services de traitement du bois sur mesure. De son côté, Cahaba Timber produit des poteaux et des pieux en bois traité et assure l'approvisionnement en matières premières. Les installations de traitement du bois sont situées à Brierfield, en Alabama, et ont été acquises dans le but de réaliser des synergies.

Le décaissement total associé à ces acquisitions s'élève à 129 millions \$ (102 millions \$ US), excluant les coûts liés aux acquisitions de moins d'un million \$ comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, au poste « Frais de vente et d'administration ». La Société a financé ces acquisitions au moyen de ses facilités de crédit existantes.

Aperçu général de l'exercice 2021

Les ventes ont enregistré une hausse de 8 % pour atteindre 2 750 millions \$ en 2021, comparativement à 2 551 millions \$ lors du précédent exercice, malgré l'incidence négative de la conversion des devises de 127 millions \$. Si on exclut l'incidence de la conversion des devises et l'apport des acquisitions, les ventes de bois traité sous pression ont progressé de 232 millions \$, tandis que les ventes de billots et de bois d'œuvre ont affiché une hausse de 88 millions \$. L'augmentation des ventes de bois traité sous pression est attribuable à la croissance interne enregistrée dans l'ensemble des catégories de produits de la Société : le bois d'œuvre à usage résidentiel a profité de la montée sans précédent des prix du bois d'œuvre sur le marché durant la première moitié de l'exercice qui a plus que compensé la baisse de la demande, la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics a bénéficié d'une augmentation des volumes, de rajustements à la hausse des prix de vente ainsi que d'une composition des ventes plus avantageuse, tandis que la croissance des ventes de traverses de chemin de fer résulte d'un accroissement des volumes qui a plus que compensé les vents contraires qui ont pesé sur les prix durant la première moitié de l'exercice. La hausse des prix du bois d'œuvre sur le marché au cours de l'exercice explique aussi l'accroissement des ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre. Grâce à la croissance des ventes, le BAIIA⁽¹⁾ a augmenté pour atteindre 400 millions \$, en hausse par rapport à 385 millions \$ un an auparavant. Cependant, en raison de la hausse des coûts, la marge du BAIIA⁽¹⁾ a diminué pour s'établir à 14,5 %, comparativement à une marge de 15,1 % lors du précédent exercice. En 2021, le résultat par action de base et dilué a augmenté de 12 % pour atteindre 3,49 \$, contre 3,12 \$ en 2020.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les activités d'exploitation de Stella-Jones ont généré des liquidités de 251 millions \$ et la Société a utilisé les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation pour investir dans les dépenses en capital et remettre 155 millions \$ de capital aux actionnaires, par le biais du rachat d'actions et du versement de dividendes. En 2021, le dividende versé s'est élevé à 0,72 \$ par action, ce qui représente une hausse de 20 % d'un exercice sur l'autre. Au 31 décembre 2021, la situation financière de la Société demeurait solide et le ratio dette nette/BAIIA⁽¹⁾ s'établissait à 2,2 x.

⁽¹⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Faits saillants financiers

Indicateurs clés choisis (en millions \$, sauf les marges et le résultat par action [« RPA »])	2021	2020	2019
Résultats d'exploitation			
Ventes	2 750	2 551	2 189
Bénéfice brut ⁽¹⁾	456	446	358
BAIIA ⁽¹⁾	400	385	313
Résultat d'exploitation	326	309	242
Résultat net	227	210	163
RPA – de base et dilué	3,49	3,12	2,37
Flux de trésorerie liés aux			
Activités d'exploitation	251	178	90
Activités de financement	(58)	(124)	(24)
Activités d'investissement	(193)	(54)	(66)
Situation financière			
Actif courant	1 388	1 319	1 192
Stocks	1 106	1 075	971
Actif total	2 665	2 426	2 281
Dette à long terme ⁽²⁾	734	606	605
Obligations locatives ⁽²⁾	144	139	118
Passif total	1 217	1 053	993
Capitaux propres	1 448	1 373	1 288
Indicateurs clés de rendement			
Marge du bénéfice brut ⁽¹⁾	16,6 %	17,5 %	16,4 %
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	14,5 %	15,1 %	14,3 %
Marge d'exploitation ⁽¹⁾	11,9 %	12,1 %	11,1 %
Rendement sur les capitaux propres moyens ⁽¹⁾	16,1 %	15,8 %	12,7 %
Rendement du capital utilisé ⁽¹⁾⁽³⁾	14,3 %	14,0 %	11,5 %
Ratio du fonds de roulement ⁽¹⁾⁽⁴⁾	5,74	6,05	6,55
Dette nette sur la capitalisation totale ⁽¹⁾	0,38:1	0,35:1	0,36:1
Dette nette/BAIIA ⁽¹⁾	2,2x	1,9x	2,3x
Dividende par action	0,72	0,60	0,56

⁽¹⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

⁽²⁾ Incluant la partie courante.

⁽³⁾ Le rendement du capital utilisé pour l'exercice 2021 exclut l'impact des acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber.

⁽⁴⁾ Les ratios des périodes antérieures ont été rajustés pour inclure la partie courante de la dette à long terme, des obligations locatives et des provisions et autres passifs non courants

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Cette rubrique présente des informations requises par le Règlement 52-112 – Information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d’autres mesures financières à l’égard de « mesures financières déterminées » (telles qu’elles sont définies dans le Règlement).

Les mesures financières non conformes aux PCGR comprennent :

- **Le bénéfice brut** : les ventes moins le coût des ventes
- **Le BAIIA** : le résultat d’exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d’utilisation et des immobilisations incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement)
- **Le capital utilisé** : la différence entre le total de l’actif et le passif courant
- **Le fonds de roulement** : l’actif courant moins le passif courant
- **La dette nette** : la somme de la dette à long terme et des obligations locatives (y compris la partie courante)

Les ratios non conformes aux PCGR comprennent :

- **La marge du bénéfice brut** : le bénéfice brut divisé par les ventes de la période correspondante
- **La marge du BAIIA** : le BAIIA divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement du capital utilisé** : le résultat d’exploitation divisé par le capital utilisé
- **La dette nette sur la capitalisation totale** : la dette nette divisée par la somme de la dette nette et des capitaux propres
- **La dette nette/BAIIA** : la dette nette divisée par le BAIIA

Les autres mesures financières déterminées comprennent :

- **La marge d’exploitation** : le résultat d’exploitation divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement sur les capitaux propres moyens** : le résultat net divisé par les capitaux propres moyens
- **Le ratio du fonds de roulement** : l’actif courant divisé par le passif courant

La direction considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières constituent de l’information utile pour les investisseurs avertis relativement aux résultats d’exploitation, à la situation financière et aux flux de trésorerie de la Société puisqu’elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance. La direction utilise des mesures financières non conformes aux PCGR et d’autres mesures financières pour faciliter la comparaison de sa performance opérationnelle et financière d’une période à l’autre, l’établissement des budgets annuels et l’évaluation de la capacité de la Société à assumer le service de la dette, effectuer les dépenses en capital nécessaires et combler ses besoins en fonds de roulement dans le futur, ainsi que pour évaluer le rendement de la haute direction. La direction utilise la dette nette pour calculer le niveau d’endettement de la Société, ses besoins de liquidité futurs et ses ratios de levier financier.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus comparables des PCGR.

Rapprochement du résultat d’exploitation avec le BAIIA	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre		
	2021	2020	2021	2020	2019
(en millions \$)					
Résultat d’exploitation	32	50	326	309	242
Dotation aux amortissements	20	20	74	76	71
BAIIA	52	70	400	385	313

Rapprochement de la dette à long terme avec la dette nette (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre		
	2021	2020	2019
Dette à long terme incluant la partie courante	734	606	605
Plus :			
Obligations locatives incluant la partie courante	144	139	118
Dette nette	878	745	723
BAIIA	400	385	313
Dette nette/BAIIA	2,2	1,9	2,3

Rapprochement du fonds de roulement et du capital utilisé (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre		
	2021	2020	2019
Actif courant	1 388	1 319	1 192
Moins :			
Passif courant	242	218	182
Fonds de roulement	1 146	1 101	1 010
Plus :			
Actif non courant	1 277	1 107	1 089
Capital utilisé	2 423	2 208	2 099
Capital utilisé - excluant l'impact de Cahaba Pressure et Cahaba Timber	2 275	2 208	2 099

TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente les taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres de Stella-Jones pour les exercices 2021 et 2020. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes libellés en dollars américains.

Taux \$ US/\$ CA	2021		2020	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
Premier trimestre	1,27	1,26	1,34	1,42
Deuxième trimestre	1,23	1,24	1,39	1,36
Troisième trimestre	1,26	1,27	1,33	1,33
Quatrième trimestre	1,26	1,27	1,30	1,27
Exercice	1,25	1,27	1,34	1,27

- Taux moyen : La dépréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien au cours de l'exercice 2021, comparativement à 2020, a eu une incidence négative sur les ventes, mais un impact positif sur le coût des ventes.
- Taux de clôture : Au 31 décembre 2021, la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien était restée relativement la même comparativement au 31 décembre 2020. Par conséquent, il n'y a pas eu d'incidence importante sur la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

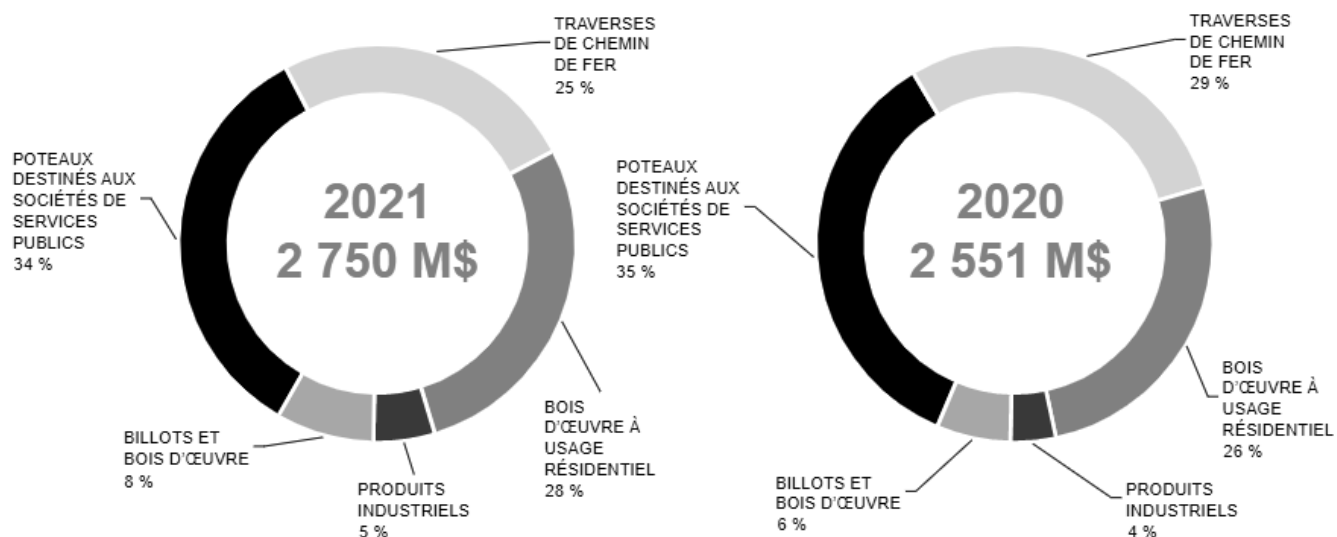
Ventes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les ventes ont atteint 2 750 millions \$, en hausse de 199 millions \$ par rapport aux ventes de 2 551 millions \$ réalisées en 2020. Si on exclut l'apport de six millions \$ des acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber, ainsi que l'incidence négative de la conversion des devises de 124 millions \$, les ventes de bois traité sous pression ont augmenté de 232 millions \$, soit 10 %, grâce essentiellement à l'augmentation des prix de vente du bois d'œuvre à usage résidentiel, qui a plus que compensé la baisse de la demande, de même qu'à une hausse des prix de vente, à un accroissement des volumes et à une composition des ventes plus avantageuse dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi qu'à une augmentation des ventes de traverses de chemin de fer réalisées auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1, comme il est expliqué ci-après. L'augmentation des ventes de billots et de bois d'œuvre découle de la montée des prix de vente du bois d'œuvre sur le marché durant les six premiers mois de l'exercice.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
2020	888	733	665	119	2 405	146	2 551
Acquisitions	6	—	—	—	6	—	6
Incidence des taux de change	(52)	(46)	(19)	(7)	(124)	(3)	(127)
Croissance interne	83	13	127	9	232	88	320
2021	925	700	773	121	2 519	231	2 750
Croissance interne %	9 %	2 %	19 %	8 %	10 %	60 %	13 %

Répartition des ventes par catégorie de produits

(% des ventes)



Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté pour atteindre 925 millions \$ en 2021, comparativement aux ventes de 888 millions \$ réalisées en 2020. Si on exclut l'apport des acquisitions de Cahaba Pressure et de Cahaba Timber réalisées en novembre 2021 ainsi que l'effet de conversion des devises, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 83 millions \$, soit 9 %, en raison d'une forte demande générée par les programmes d'entretien de poteaux de distribution, de rajustements à la hausse des prix de vente en réponse à l'augmentation des coûts des matières premières et d'une composition des ventes plus avantageuse, incluant l'incidence de l'accroissement des volumes de vente des poteaux munis d'une enveloppe résistante au feu. Cette croissance a été en partie contrebalancée par une baisse des volumes générés par des projets. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 34 % des ventes totales de la Société en 2021.

Traverses de chemin de fer

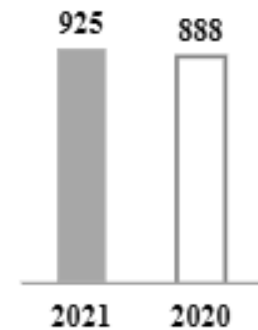
Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 700 millions \$ en 2021, comparativement aux ventes de 733 millions \$ réalisées en 2020. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont augmenté de 13 millions \$, soit 2 %, en raison essentiellement d'un accroissement des ventes réalisées auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1 par rapport à 2020, alors que la vigueur soutenue de la demande a plus que compensé les pressions exercées sur les prix dans la première moitié de l'exercice. Les ventes effectuées auprès des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 sont demeurées relativement stables par rapport au précédent exercice. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 25 % des ventes totales de la Société en 2021.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel ont augmenté pour atteindre 773 millions \$ en 2021, comparativement à des ventes de 665 millions \$ en 2020. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont progressé de 127 millions \$, soit 19 %, grâce à la montée exceptionnelle des prix du bois d'œuvre sur le marché durant les six premiers mois de l'exercice. Cette hausse a été en partie contrebalancée par une baisse des volumes de vente attribuable à un fléchissement de la demande des consommateurs par rapport à l'exercice précédent. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont représenté 28 % des ventes totales de la Société en 2021.

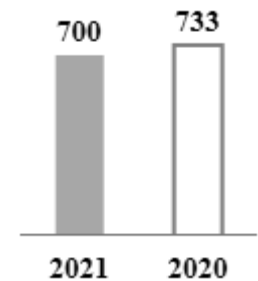
VENTES DE POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS

(en millions \$)



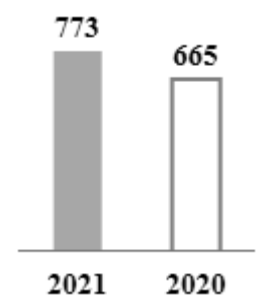
VENTES DE TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

(en millions \$)



VENTES DE BOIS D'ŒUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL

(en millions \$)



Produits industriels

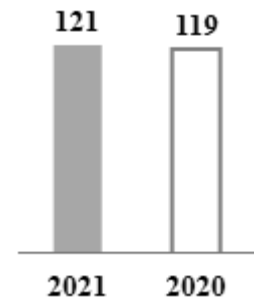
Les ventes de produits industriels sont demeurées relativement inchangées et se sont chiffrées à 121 millions \$ en 2021, comparativement aux ventes de 119 millions \$ réalisées en 2020. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de produits industriels ont progressé de neuf millions \$, soit 8 %, en raison essentiellement d'une augmentation des projets nécessitant des poutres et des pieux par rapport à 2020, en partie contrebalancée par un recul des ventes de bois destiné aux projets de ponts et de passages à niveau. Les ventes de produits industriels ont représenté 5 % des ventes totales de la Société en 2021.

Billots et bois d'œuvre

Les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre se sont élevées à 231 millions \$ en 2021, en hausse de près de 60 % par rapport à celles de 146 millions \$ effectuées en 2020. L'augmentation est attribuable à la montée exceptionnelle des prix du bois d'œuvre sur le marché dans la première moitié de l'exercice. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont représenté 8 % des ventes totales de la Société en 2021.

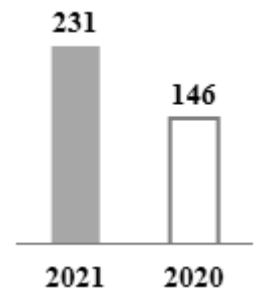
VENTES DE PRODUITS INDUSTRIELS

(en millions \$)



VENTES DE BILLOTS ET BOIS D'ŒUVRE

(en millions \$)



Répartition géographique des ventes

Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 1 756 millions \$, soit 64 % des ventes en 2021, ce qui représente une augmentation de 15 millions \$, ou 1 %, par rapport aux ventes de 1 741 millions \$ réalisées en 2020. La progression est principalement attribuable à la hausse des prix de vente obtenus pour le bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que pour les billots et le bois d'œuvre, à l'accroissement des volumes et à l'augmentation des prix de vente des poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi qu'à l'accroissement des volumes de traverses de chemin de fer. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par un fléchissement de la demande pour le bois d'œuvre à usage résidentiel, une baisse des prix de vente des traverses de chemin de fer et la dépréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien en 2021, comparativement à 2020.

Les ventes effectuées sur le marché canadien se sont chiffrées à 994 millions \$, soit 36 % des ventes en 2021, ce qui représente une progression de 184 millions \$, ou 23 %, par rapport aux ventes de 810 millions \$ réalisées en 2020. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre découlant de la montée des prix du bois d'œuvre sur le marché, en contrepartie contrebalancée par un fléchissement de la demande de bois d'œuvre à usage résidentiel. L'accroissement des volumes et la hausse des prix de vente des poteaux destinés aux sociétés de services publics ont également contribué aux ventes plus élevées en 2021.

Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles, s'est élevé à 2 294 millions \$, soit 83,4 % des ventes en 2021. En comparaison, le coût des ventes s'était établi à 2 105 millions \$, ou 82,5 % des ventes en 2020. L'augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des coûts de la fibre pour l'ensemble des catégories de produits, en particulier pour le bois d'œuvre à usage résidentiel et pour les activités de négociation de bois d'œuvre de la Société, en partie contrebalancée par une baisse des volumes de vente de bois d'œuvre à usage résidentiel et par l'impact favorable de la dépréciation du dollar américain.

La dotation aux amortissements totale s'est élevée à 74 millions \$ en 2021, dont 63 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes. En 2020, la dotation aux amortissements totale s'était chiffrée à 76 millions \$, dont 62 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut a augmenté pour atteindre 456 millions \$ en 2021, contre 446 millions \$ en 2020, ce qui représente des marges respectives de 16,6 % et 17,5 % des ventes. L'augmentation, en dollars absolus, est principalement attribuable à la hausse des prix de vente du bois d'œuvre à usage résidentiel, qui a dépassé l'augmentation des coûts du bois d'œuvre, de même qu'à la hausse des prix de vente, à une composition des ventes plus avantageuse et à un accroissement des volumes dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une baisse de la demande de bois d'œuvre à usage résidentiel, un fléchissement des prix de vente des traverses de chemin de fer et l'incidence négative de la dépréciation du dollar américain. Le recul de la marge du bénéfice brut est principalement attribuable aux hausses de coûts qui ont dépassé les ajustements des prix de vente, compte-tenu essentiellement du décalage des ajustements contractuels des prix.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 127 millions \$ en 2021, comparativement à 125 millions \$ en 2020, incluant une dotation aux amortissements de 11 millions \$ en 2021 et de 14 millions \$ en 2020. L'augmentation des frais de vente et d'administration est en grande partie attribuable à une hausse des dépenses de rémunération, à une augmentation des dépenses en technologie de l'information liée à l'implantation d'un nouveau progiciel de gestion intégrée (« PGI »), ainsi qu'à une hausse des frais de déplacement, en grande partie contrebalancées par l'impact favorable de la dépréciation du dollar américain et une diminution de la dotation aux amortissements. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, excluant la dotation aux amortissements, ont représenté 4,2 % des ventes en 2021, contre 4,4 % en 2020.

Autres pertes, montant net

Le montant net des autres pertes subies au cours de l'exercice 2021 s'est élevé à trois millions \$ et il est principalement lié à des provisions pour restauration de sites. En 2020, le montant net des autres pertes subies s'était élevé à 12 millions \$, incluant des pertes réalisées de six millions \$ liées à des contrats dérivés sur le diésel et le pétrole qui ont expiré à la fin de 2020, ainsi que des provisions pour restauration de sites de six millions \$.

Charges financières

Les charges financières pour l'exercice 2021 se sont élevées à 23 millions \$ en 2021, en baisse par rapport à 25 millions \$ en 2020. La réduction des charges financières s'explique par une baisse des taux d'intérêt, en partie contrebalancée par une hausse des emprunts par rapport à l'exercice précédent.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Le résultat avant impôts s'est élevé à 303 millions \$ en 2021, contre 284 millions \$ en 2020, ce qui représente 11 % des ventes en 2021 tout comme lors de l'exercice précédent. La charge d'impôts sur le résultat a totalisé 76 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif d'environ 25 %, comparativement à 74 millions \$, soit un taux d'imposition effectif d'environ 26 %, lors du précédent exercice. La baisse du taux d'imposition effectif pour l'exercice 2021 est principalement attribuable à l'évolution de la provenance des bénéfices imposables générés par la Société au sein des différents territoires où elle exerce des activités.

Résultat net

Le résultat net pour l'exercice 2021 a atteint 227 millions \$, en hausse de 8 % par rapport au résultat net de 210 millions \$ dégagé en 2020. Le résultat par action s'est établi à 3,49 \$ en 2021, en hausse de 12 % par rapport au résultat par action de 3,12 \$ réalisé en 2020. Le résultat par action a bénéficié de l'impact positif de l'augmentation du résultat net et du rachat d'actions par la Société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d'approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l'automne et à l'hiver, on observe une diminution de l'activité; par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des huit derniers trimestres de la Société :

2021

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	623	903	679	545	2 750
BAIIA ⁽¹⁾	99	180	69	52	400
Résultat d'exploitation	82	161	51	32	326
Résultat net de la période	56	115	34	22	227
RPA – de base et dilué ⁽²⁾	0,85	1,76	0,52	0,34	3,49

2020

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	508	768	742	533	2 551
BAIIA ⁽¹⁾	63	120	132	70	385
Résultat d'exploitation	45	101	113	50	309
Résultat net de la période	28	69	79	34	210
RPA – de base et dilué	0,41	1,02	1,17	0,52	3,12

⁽¹⁾ Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

⁽²⁾ Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l'ensemble de l'exercice.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Faits saillants

Indicateurs clés de rendement (en millions \$, sauf la marge et le RPA)	T4-2021	T4-2020	Variation (\$)	Variation (%)
Résultats d'exploitation				
Ventes	545	533	12	2 %
Bénéfice brut ⁽¹⁾	65	85	(20)	(24 %)
Marge du bénéfice brut ⁽¹⁾	11,9 %	15,9 %	n/a	(400 pdb)
BAIIA ⁽¹⁾	52	70	(18)	(26 %)
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	9,5 %	13,1 %	n/a	(360 pdb)
Résultat d'exploitation	32	50	(18)	(36 %)
Résultat net	22	34	(12)	(35 %)
RPA – de base et dilué	0,34	0,52	(0,18)	(35 %)

⁽¹⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

Résultats d'exploitation

Les ventes se sont élevées à 545 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2021, en hausse par rapport aux ventes de 533 millions \$ réalisées lors de la même période en 2020. Si on exclut l'apport de six millions \$ des acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber ainsi que l'incidence négative de 14 millions \$ de la conversion des devises, les ventes de bois traité sous pression ont progressé de 26 millions \$, soit 5 %, en raison principalement d'un accroissement des volumes et des prix de vente des poteaux destinés aux sociétés de services publics, de même que de l'augmentation des prix de vente des traverses de chemin de fer. Cette croissance a été en partie contrebalancée par un fléchissement de la demande pour le bois d'œuvre à usage résidentiel, comme il est expliqué ci-après. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre découle essentiellement de la baisse des prix du bois d'œuvre sur le marché.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
T4-2020	201	147	117	23	488	45	533
Acquisitions	6	—	—	—	6	—	6
Incidence des taux de change	(7)	(5)	(1)	(1)	(14)	—	(14)
Croissance interne	27	5	(9)	3	26	(6)	20
T4-2021	227	147	107	25	506	39	545
Croissance interne %	13 %	3 %	(8 %)	13 %	5 %	(13 %)	4 %

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont chiffrées à 227 millions \$, en hausse par rapport à celles de 201 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier. Si on exclut l'apport des acquisitions ainsi que l'incidence négative de la conversion des devises, les ventes ont progressé de 13 %, en raison principalement d'une augmentation de la demande générée par les programmes d'entretien et les projets ainsi que d'une hausse des prix de vente. Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 147 millions \$, soit un niveau comparable à celui du précédent exercice. Si on exclut l'incidence négative de la conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont enregistré une progression de 3 %, grâce principalement à une amélioration des prix de vente tant dans le créneau des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 qu'auprès des clients autres

que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se sont chiffrées à 107 millions \$, en recul par rapport à celles de 117 millions \$ réalisées lors de la même période en 2020. Malgré le fléchissement des prix du bois d'œuvre sur le marché au quatrième trimestre de 2021, par rapport au quatrième trimestre de 2020, les prix de vente du bois d'œuvre à usage résidentiel sont demeurés inchangés. Le recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel a découlé de la baisse des volumes de vente. Les ventes de produits industriels se sont élevées à 25 millions \$, en légère hausse par rapport à celles de 23 millions \$ générées un an auparavant, grâce essentiellement à la composition des ventes de bois destiné à des projets de ponts. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont totalisé 39 millions \$, en baisse de 13 % par rapport à la même période l'an dernier, en raison principalement du fléchissement du prix du bois d'œuvre sur le marché.

Le bénéfice brut s'est établi à 65 millions \$ au quatrième trimestre de 2021, contre 85 millions \$, au quatrième trimestre de 2020, ce qui représente des marges respectives de 11,9 % et 15,9 %. La diminution est principalement attribuable à hausse du coût des stocks de bois d'œuvre à usage résidentiel à la fin du troisième trimestre. En raison du décalage des ajustements contractuels des prix de vente, la hausse des coûts a progressé plus rapidement que les rajustements à la hausse des prix de vente, dans l'ensemble des catégories de produits. Ces éléments ont contribué au recul du bénéfice brut au quatrième trimestre de l'exercice 2021, par rapport à la même période l'an dernier. De même, le résultat d'exploitation a diminué de 18 millions \$ pour s'établir à 32 millions \$ au quatrième trimestre de 2021, comparativement à un résultat d'exploitation de 50 millions \$ lors de la période correspondante en 2020.

Le résultat net de la période s'est chiffré à 22 millions \$, soit 0,34 \$ par action, comparativement à 34 millions \$, ou 0,52 \$ par action, lors du précédent exercice.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Du fait que la majorité des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact important sur leur valeur. Au 31 décembre 2021, la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien était restée relativement la même comparativement au 31 décembre 2020 (veuillez consulter la rubrique intitulée « Taux de change » à la page 32). Par conséquent, les taux de change n'ont pas eu d'incidence importante sur la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

Actif

Au 31 décembre 2021, le total de l'actif s'élevait à 2 665 millions \$, contre 2 426 millions \$ au 31 décembre 2020. L'augmentation du total de l'actif est en grande partie attribuable aux acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber, ainsi qu'à une hausse de l'actif courant, comme il est expliqué ci-après.

Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les actifs provenant des états consolidés de la situation financière.

Actif (en millions \$)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020	Variation
Créances	230	208	22
Stocks	1 106	1 075	31
Impôts sur le résultat à recouvrer	9	—	9
Autres actifs courants	43	36	7
Total de l'actif courant	1 388	1 319	69
Immobilisations corporelles	629	574	55
Actifs au titre du droit d'utilisation	138	135	3
Immobilisations incorporelles	158	115	43
Goodwill	341	280	61
Instruments financiers dérivés	3	—	3
Autres actifs non courants	8	3	5
Total de l'actif non courant	1 277	1 107	170
Total de l'actif	2 665	2 426	239

Les créances, déduction faite de la provision pour perte de crédit attendues de moins d'un million \$, se chiffraient à 230 millions \$ au 31 décembre 2021, comparativement à 208 millions \$ au 31 décembre 2020. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des ventes au quatrième trimestre de l'exercice 2021, par rapport au quatrième trimestre de 2020. Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu des facilités avec certaines institutions financières aux termes desquelles elle peut vendre, sans recours de crédit, des créances clients admissibles aux institutions financières concernées.

Les stocks s'élevaient à 1 106 millions \$ au 31 décembre 2021, en hausse comparativement à 1 075 millions \$ au 31 décembre 2020. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des coûts des matières premières qui a touché toutes les catégories de produits, ainsi qu'aux stocks additionnels découlant des acquisitions de Cahaba Timber et Cahaba Pressure, en partie contrebalancés par la réduction des niveaux de stocks de traverses de chemin de fer non traitées en raison du resserrement de l'offre de fibre sur le marché.

Compte tenu des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air libre, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente soit conclue, les stocks constituent un élément important du fonds de roulement et la rotation des stocks est relativement faible. De plus, d'importants stocks de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La direction surveille

continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est ajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 629 millions \$ au 31 décembre 2021, comparativement à 574 millions \$ au 31 décembre 2020. L'augmentation reflète l'acquisition d'immobilisations corporelles d'un montant de 48 millions \$ au cours de l'exercice 2021, ainsi que l'ajout d'immobilisations corporelles d'un montant de 34 millions \$ découlant des acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 25 millions \$ pour la période.

Les actifs au titre du droit d'utilisation se chiffraient à 138 millions \$ au 31 décembre 2021, comparativement à 135 millions \$ au 31 décembre 2020. Les ajouts d'actifs au titre du droit d'utilisation, essentiellement du matériel roulant, d'un montant de 41 millions \$ au cours de l'exercice 2021 ont été contrebalancés par une dotation aux amortissements de 38 millions \$ pour la période.

Les montants des immobilisations incorporelles et du goodwill atteignaient respectivement 158 millions \$ et 341 millions \$ au 31 décembre 2021. Les immobilisations incorporelles sont principalement composées des relations clients, d'un enregistrement pour la créosote, des coûts d'acquisition de logiciels et de droits de coupe. Au 31 décembre 2020, les immobilisations incorporelles et le goodwill se chiffraient respectivement à 115 millions \$ et 280 millions \$. L'augmentation des immobilisations incorporelles découle principalement de l'ajout de relations clients d'un montant de 38 millions \$ en lien avec les acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber, ainsi que des dépenses engagées dans le cadre de l'implantation d'un nouveau PGI, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 11 millions \$. L'augmentation du goodwill est principalement attribuable aux acquisitions réalisées.

Passif

Au 31 décembre 2021, le total du passif de Stella-Jones atteignait 1 217 millions \$, en hausse par rapport à 1 053 millions \$ au 31 décembre 2020. L'augmentation du total du passif reflète principalement la hausse du passif non courant, comme il est expliqué ci-après. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les passifs tirées de rubriques sélectionnées provenant des états consolidés de la situation financière.

Passif (en millions \$)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020	Variation
Comptes créditeurs et charges à payer	162	137	25
Impôts sur le résultat à payer	1	19	(18)
Partie courante de la dette à long terme	33	11	22
Partie courante des obligations locatives	35	33	2
Autres passifs courants	11	18	(7)
Total du passif courant	242	218	24
Dette à long terme	701	595	106
Obligations locatives	109	106	3
Passifs d'impôt différé	137	104	33
Autres passifs non courants	28	30	(2)
Total du passif non courant	975	835	140
Total du passif	1 217	1 053	164

Le passif courant s'élevait à 242 millions \$ au 31 décembre 2021, contre 218 millions \$ au 31 décembre 2020. Cette variation est principalement attribuable à une hausse de 25 millions \$ des comptes créditeurs et charges à payer, en ligne avec l'accroissement du volume d'affaires et l'augmentation des coûts au quatrième trimestre de 2021, par rapport à la même période du précédent exercice, ainsi qu'à une augmentation de la partie courante de la dette à long terme, attribuable au reclassement de la facilité de crédit à terme non rotatif et non garantie de 25 millions \$

US qui vient à échéance en février 2022, en partie contrebalancés par une réduction des impôts sur le résultat à payer.

Dettes à court terme

Au cours du premier trimestre de 2021, la Société a conclu une convention de prêt-relais de 100 millions \$ US avec un prêteur faisant partie du système de crédit agricole des États-Unis. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a remboursé le montant de 100 millions \$ US avancé aux termes du prêt-relais puis a résilié et annulé la facilité de prêt à demande.

Dettes à long terme

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, a augmenté et s'établissait à 734 millions \$ au 31 décembre 2021, comparativement à 606 millions \$ au 31 décembre 2020. L'augmentation des emprunts est principalement attribuable au financement nécessaire afin de réaliser les acquisitions de Cahaba Timber et Cahaba Pressure.

Dettes à long terme (en millions \$)		Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
Facilités de crédit rotatif non garanties	(a)(b)	252	271
Facilité de prêt à terme non garantie	(b)	253	—
Billets de premier rang non garantis		190	191
Facilité de crédit à terme non rotatif non garantie	(a)	32	127
Autres		7	17
Total de la dette à long terme		734	606

(a) Au cours de l'exercice 2021, la Société a obtenu une prolongation d'un an, soit jusqu'au 27 février 2026, de sa facilité de crédit rotatif syndiquée non garantie. Cette prolongation a été obtenue par un amendement à la sixième entente de crédit amendée et mise à jour intervenue en date du 3 mai 2019. Toutes les modalités et conditions sont demeurées essentiellement inchangées.

(b) En 2021, la Société a également conclu une convention de crédit (la « convention de crédit agricole américain ») aux termes de laquelle des facilités de crédit de premier rang non garanties d'un montant pouvant atteindre 350 millions \$ US ont été mises à sa disposition par un syndicat de prêteurs faisant partie du système de crédit agricole des États-Unis. La convention de crédit agricole américain prévoit une facilité de prêt à terme d'un montant pouvant atteindre 250 millions \$ US assortie d'une période de prélèvement différé d'au plus trois ans et d'un choix d'échéances de cinq à 10 ans à compter de la date de prélèvement, ainsi qu'une facilité de crédit rotatif de cinq ans d'un montant pouvant atteindre 100 millions \$ US dont la date d'échéance est le 29 avril 2026. À la date de clôture, un prélèvement a été effectué aux termes de la facilité de crédit rotatif afin de rembourser la totalité du prêt-relais à terme. La convention de crédit agricole américain comprend des déclarations, des garanties, des engagements et des cas de défaut essentiellement similaires à ceux prévus dans la convention de crédit syndiquée existante.

Au 31 décembre 2021, la Société avait un montant total disponible de 329 millions \$ (260 millions \$ US) en vertu des facilités de crédit. Un montant de 266 millions \$ (210 millions \$ US) était disponible en vertu des facilités de crédit rotatif de la Société de 539 millions \$ (425 millions \$ US) et un montant de 63 millions \$ (50 millions \$ US) était disponible en vertu de la facilité de prêt à terme de la convention de crédit agricole américain.

Au 31 décembre 2021, le ratio dette nette/BAIIA avait augmenté pour s'établir à 2,2 x, comparativement à 1,9 x lors du précédent exercice. Au 31 décembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette, ses obligations de déclaration et ses ratios financiers.

Les passifs d'impôt différé se chiffraient à 137 millions \$ au 31 décembre 2021, contre 104 millions \$ au 31 décembre 2020. Cette hausse est principalement liée aux acquisitions d'entreprises réalisées en 2021.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 1 448 millions \$ au 31 décembre 2021, comparativement à 1 373 millions \$ au 31 décembre 2020.

Capitaux propres (en millions \$)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020	Variation
Capital-actions	208	214	(6)
Résultats non distribués	1 161	1 079	82
Cumul des autres éléments du résultat global	79	80	(1)
Total des capitaux propres	1 448	1 373	75

L'augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2021 est attribuable au résultat net de 227 millions \$ généré au cours de l'exercice 2021. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une diminution de 108 millions \$ des capitaux propres liée au rachat d'actions, ainsi que par des dividendes d'un montant de 47 millions \$.

Le 4 août 2020, la TSX a accepté l'avis d'intention de Stella-Jones de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPR ») visant l'achat, aux fins d'annulation, de jusqu'à 2 500 000 d'actions ordinaires au cours de la période de douze mois commençant le 10 août 2020 et se terminant le 9 août 2021. Le 9 mars 2021, la Société a obtenu l'approbation de la TSX pour modifier son OPR dans le but d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées par la Société aux fins d'annulation pour le faire passer de 2 500 000 à 3 500 000 actions ordinaires. Toutes les autres modalités et conditions de l'OPR sont demeurées inchangées. Cette modification à l'OPR est entrée en vigueur le 15 mars 2021 et a été maintenue jusqu'au 9 août 2021.

Le 8 novembre 2021, la TSX a accepté l'avis d'intention de Stella-Jones de procéder à une OPR visant l'achat, aux fins d'annulation, de jusqu'à 4 000 000 d'actions ordinaires au cours de la période de 12 mois commençant le 12 novembre 2021 et se terminant le 11 novembre 2022, ce qui représente environ 8 % de ses actions ordinaires détenues par le public.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2021, la Société a racheté 721 548 actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 30 millions \$ aux termes de son OPR alors en vigueur. Au cours de l'exercice 2021, la Société a racheté un total de 2 447 419 actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 108 millions \$ aux termes de ses OPR alors en vigueur.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Résumé des flux de trésorerie (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre	
	2021	2020
Activités d'exploitation	251	178
Activités de financement	(58)	(124)
Activités d'investissement	(193)	(54)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début de l'exercice	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture de l'exercice	—	—

La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que ses facilités de crédit disponibles sont suffisants pour lui permettre de financer ses plans d'entreprise, faire face à ses besoins en fonds de roulement et maintenir ses actifs.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 251 millions \$ en 2021, comparativement à 178 millions \$ lors de l'exercice 2020. L'augmentation des flux de trésorerie d'exploitation est principalement attribuable à l'évolution favorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie, découlant pour l'essentiel d'une baisse des stocks de traverses de chemin de fer, en partie contrebalancée par une hausse des versements d'impôts sur le résultat effectués. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 388 millions \$ en 2021, contre 402 millions \$ en 2020. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 23 millions \$ en 2021, en raison principalement d'une hausse des créances et des stocks, malgré la baisse du niveau des stocks de traverses de chemin de fer, qui a surpassé l'augmentation des comptes créditeurs et charges à payer.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation tirées de rubriques sélectionnées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre,	
	2021	2020
Résultat net	227	210
Dotations aux amortissements	74	76
Impôts sur le résultat exigibles	64	66
Autres	23	50
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés	388	402
Créances	(19)	(32)
Stocks	(21)	(123)
Autres actifs courants	(7)	(2)
Comptes créditeurs et charges à payer	24	1
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie	(23)	(156)
Intérêts versés	(23)	(26)
Impôts sur le résultat payés	(91)	(42)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	251	178

Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement

Au cours de l'exercice 2021, les activités de financement ont réduit les liquidités de 58 millions \$. En 2021, la Société a emprunté 247 millions \$ aux termes de sa facilité de prêt à terme, remboursé 95 millions \$ sur ses facilités de crédit syndiquées non rotatif, remboursé 10 millions \$ sur ses billets à payer et réduit ses emprunts aux termes de ses facilités de crédit rotatif de 13 millions \$. En outre, la Société a versé des dividendes de 47 millions \$ et racheté des actions pour un montant de 108 millions \$. En 2020, les activités de financement avaient réduit les liquidités de 124 millions \$. La Société avait emprunté 20 millions \$ aux termes de sa facilité de crédit rotatif, racheté des actions pour un montant de 60 millions \$, versé des dividendes d'un montant de 40 millions \$ et remboursé huit millions \$ sur sa dette à long terme.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement tirées de rubriques sélectionnées provenant des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre,	
	2021	2020
Variation nette des facilités de crédit rotatif	(13)	20
Produit (remboursement) de la dette à long terme	142	(8)
Dividendes sur les actions ordinaires	(47)	(40)
Rachat d'actions ordinaires	(108)	(60)
Autres	(32)	(36)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	(58)	(124)

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement

Les activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 193 millions \$ en 2021, en raison principalement des acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber ainsi que des achats d'immobilisations corporelles. En 2020, les activités d'investissement s'étaient élevées à 54 millions \$ et avaient essentiellement trait à des achats d'immobilisations corporelles ainsi qu'à des dépenses liées à l'implantation du nouveau PGI.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement tirées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre,	
	2021	2020
Acquisition d'entreprises	(129)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(48)	(42)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(16)	(13)
Autres	—	1
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(193)	(54)

Obligations financières

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 31 décembre 2021 :

Obligations financières (en millions \$)	Valeur comptable	Flux monétaires contractuels	Moins de 1 an	Années 2 et 3	Années 4 et 5	Plus de 5 ans
Comptes créditeurs et charges à payer	162	162	162	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme *	734	828	52	133	306	337
Paiements minimaux en vertu d'obligations locatives	144	157	39	55	32	31
Obligations financières	1 040	1 147	253	188	338	368

* Comprend les paiements d'intérêts. Les intérêts sur la dette à taux variables sont présumés demeurer inchangés par rapport aux taux en vigueur au 31 décembre 2021.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 décembre 2021, le capital-actions de la Société était constitué de 63 773 252 actions ordinaires émises et en circulation (66 187 404 au 31 décembre 2020).

Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

Nombre d'actions	Exercice clos le 31 décembre 2021
Solde au début de l'exercice	66 187 404
Actions ordinaires rachetées	(2 447 419)
Options d'achat d'actions levées	—
Régimes d'achat d'actions des employés	33 267
Solde à la clôture de l'exercice	63 773 252

Au 8 mars 2022, le capital-actions de la Société était constitué de 62 999 171 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 31 décembre 2021, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées en vue d'acquiescer des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 30 000 (30 000 au 31 décembre 2020). Au 8 mars 2022, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées était de 30 000.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration de la Société a déclaré les dividendes trimestriels suivants au cours de l'exercice 2021 :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de paiement	Montant du dividende
			\$
9 mars 2021	5 avril 2021	24 avril 2021	0,18
2 mai 2021	1 ^{er} juin 2021	22 juin 2021	0,18
2 août 2021	1 ^{er} septembre 2021	17 septembre 2021	0,18
8 novembre 2021	1 ^{er} décembre 2021	17 décembre 2021	0,18

La déclaration de dividendes futurs, ainsi que leurs montants et dates de versement continueront d'être évalués par le conseil d'administration de la Société en fonction de la stratégie d'affectation des capitaux de la Société. La Société ne peut garantir les montants ni les dates de versement de tels dividendes dans le futur.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société fait face, à l'occasion, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La Société ne peut, à l'heure actuelle, déterminer avec exactitude l'issue de ces procédures, mais à son avis, celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les flux de trésorerie, la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

La Société a émis des garanties totalisant 30 millions \$ en 2021 (27 millions \$ en 2020) en vertu de lettres de crédit et de diverses cautions de soumission et de garantie de bonne exécution. La Société ne croit pas que ces garanties seront exigibles et n'a donc comptabilisé aucune provision relative aux garanties dans les états financiers consolidés.

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements fédéraux et provinciaux canadiens, ainsi qu'à ceux du gouvernement fédéral et des états américains en matière d'environnement qui régissent, entre autres, les

émissions atmosphériques, la gestion des déchets et les rejets d'effluents d'eaux usées. La Société prend des mesures pour se conformer à ces lois et règlements. Cependant, ces mesures sont soumises aux incertitudes relatives aux changements dans les exigences légales, à leur mise en application et au développement des procédés technologiques.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

- a. Le 8 mars 2022, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,20 \$ par action ordinaire, payable le 22 avril 2022 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 4 avril 2022. Il s'agit d'un dividende admissible.
- b. Le 8 mars 2022, la Société a obtenu l'approbation de la TSX pour modifier son OPR dans le but d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées par la Société aux fins d'annulation au cours de la période de 12 mois se terminant le 11 novembre 2022 pour le faire passer de 4 000 000 à 5 000 000 d'actions ordinaires, ce qui représente 10 % de ses actions ordinaires détenues par le public au 31 octobre 2021. Cette modification à l'OPR entrera en vigueur le 14 mars 2022 et sera maintenue jusqu'au 11 novembre 2022 ou à toute date antérieure à laquelle la Société aura acquis le nombre maximal d'actions ordinaires autorisé aux termes de l'OPR. Toutes les autres modalités et conditions de l'OPR sont demeurées inchangées.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société est exposée à des risques et à des incertitudes qui, s'ils ne sont pas atténués de façon adéquate, pourraient avoir une incidence importante sur ses activités, sa situation financière, ses résultats futurs, sa réputation, ainsi que sur le cours de ses actions ordinaires. Le conseil d'administration exige que la direction de la Société identifie et gère correctement les principaux risques liés aux activités de la Société. La Société a mis en place des politiques et des procédures pour gérer, de manière continue, ses principaux risques et incertitudes et en atténuer les répercussions, mais elle ne peut garantir que ces efforts seront couronnés de succès.

Risques liés aux activités d'exploitation

Pandémie de la COVID-19

Comme ses activités sont essentielles pour l'intégrité des chaînes d'approvisionnement des sociétés de services publics, du secteur ferroviaire et de l'industrie de la construction, l'ensemble des installations nord-américaines de la Société sont demeurées opérationnelles durant la pandémie de la COVID-19. Bien que la Société n'ait pas, jusqu'à maintenant, subi d'interruptions importantes de ses activités d'exploitation ni engagé de hausses substantielles de coûts en raison de la COVID-19, la portée et la durée des répercussions de la pandémie de la COVID-19, y compris de nouvelles éclosions, sur la demande pour les produits de la Société, ainsi que sur ses activités et sur celles de ses fournisseurs et de ses clients, demeurent incertaines et on ne peut les prévoir avec certitude à l'heure actuelle. Les répercussions de la pandémie de la COVID-19, notamment les mesures supplémentaires d'atténuation que pourraient mettre en œuvre les autorités gouvernementales et d'autres entreprises visant à réduire la propagation pourraient perturber, de manière directe ou indirecte, les activités d'exploitation de la Société et/ou celles de ses fournisseurs ou clients ce qui, en retour, aurait un impact négatif sur les activités commerciales, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

Dépendance à l'égard de clients importants

La Société dépend de clients importants pour une grande partie de ses ventes et la perte d'un ou de plusieurs de ses clients importants pourrait entraîner une baisse substantielle de ses résultats. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les dix plus importants clients de la Société ont représenté environ 48 % de ses ventes. Durant cette même période, le client le plus important de la Société a représenté environ 19 % des ventes totales, alors que le deuxième client en importance a représenté environ 5 % des ventes totales. Ces deux clients sont associés à la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel.

Disponibilité et coût des matières premières

La direction estime que la Société pourrait être touchée par des fluctuations éventuelles de l'approvisionnement et des prix du bois. Bien que la Société ait obtenu des licences de coupe à long terme et qu'elle tire profit de ses relations bien établies avec des propriétaires forestiers privés et d'autres fournisseurs, rien ne garantit que ces licences seront respectées ou renouvelées au moment de leur expiration, ni que les fournisseurs continueront à fournir du bois à la Société en quantité suffisante.

Il n'existe qu'un nombre limité de fournisseurs de certains produits de préservation utilisés par la Société dans son processus de production, ce qui réduit la disponibilité de sources alternatives d'approvisionnement dans l'éventualité de pénuries imprévues ou d'une perturbation de la production. En outre, des fournisseurs pourraient décider de mettre fin à la production de certains produits de préservation. Le manque de disponibilité de produits forcerait la Société à évaluer des produits de substitution offerts à prix raisonnables et tout aussi sécuritaires, efficaces et acceptables pour les clients de la Société. Bien que la Société atténue ce risque en recherchant, en identifiant et en sécurisant des ententes avec des fournisseurs et des produits de préservation alternatifs à l'extérieur de son réseau d'approvisionnement habituel, rien ne garantit qu'elle sera en mesure d'assurer l'approvisionnement en quantité suffisante de toutes les matières requises pour fabriquer ses produits.

Changements climatiques

Les activités de la Société sont soumises aux variations climatiques, y compris l'occurrence d'une ou de plusieurs catastrophes naturelles et de conditions météorologiques anormalement défavorables exacerbées par les changements climatiques mondiaux. Ces événements pourraient causer des dommages matériels à l'une ou plusieurs des installations de la Société, des variations du coût et de la disponibilité des matières premières, des perturbations dans le transport des marchandises, ainsi qu'une indisponibilité de la main-d'œuvre. Outre les risques matériels associés aux changements des conditions climatiques, les réponses des gouvernements à ces changements posent aussi un risque. Les effets des changements climatiques à l'échelle mondiale, y compris les coûts de conformité à l'évolution de la réglementation sur les changements climatiques et les coûts de transition vers une économie à faible émission de carbone pourraient entraîner une hausse des coûts et avoir des répercussions négatives sur les résultats d'exploitation de la Société.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La haute direction de la Société et d'autres employés clés possèdent une vaste expérience de l'industrie, ainsi que des activités de l'entreprise, de ses fournisseurs, de ses produits et de ses clients. La perte de connaissances et d'expertise au sein de la haute direction à la suite du départ d'un ou de plusieurs membres de l'équipe de direction principale, ou encore la perte d'employés clés possédant des connaissances en ingénierie, en foresterie, dans le traitement du bois et dans d'autres domaines spécialisés pourrait nuire à la capacité de la Société à développer et à poursuivre ses stratégies commerciales, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Recrutement, rétention et gestion d'une main-d'œuvre qualifiée

La capacité de la Société à préserver et renforcer son rendement et à continuer à générer une croissance forte et durable est tributaire, dans une large mesure, de sa capacité à recruter, à développer et à conserver du personnel clé, à élaborer des stratégies judicieuses de succession, ainsi qu'à maintenir de bonnes relations avec ses employés. De la difficulté à attirer des employés qualifiés et à conserver une expertise interne précieuse, ou encore des arrêts de travail, pourraient entraîner des perturbations des activités d'exploitation ou engendrer des augmentations de coûts.

Sécurité informatique et protection de la vie privée

La Société dépend des technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker des informations électroniques de façon sécuritaire dans le cadre de ses activités quotidiennes. Malgré ses systèmes et ses contrôles en matière de sécurité, ainsi que ceux de ses fournisseurs tiers, l'infrastructure et les technologies de l'information de la Société peuvent être vulnérables aux cyberincidents. Les cybermenaces varient en termes de techniques et de sources, sont persistantes et sont de plus en plus ciblées et difficiles à détecter et à prévenir. Les cyberattaques et les atteintes à la sécurité des données peuvent comprendre des tentatives non autorisées d'accès, de désactivation, de

modification inappropriée ou de dégradation des systèmes de technologie de l'information, des réseaux et des sites Web de la Société, l'introduction de virus informatiques et d'autres codes malveillants, ainsi que des courriels frauduleux d'hameçonnage visant à détourner des données et de l'information ou à installer des logiciels malveillants sur les ordinateurs des utilisateurs. Toute violation de ce type pourrait entraîner des perturbations opérationnelles et des hausses de coûts ou le détournement de données sensibles qui pourraient perturber les activités d'exploitation, exposer la Société à des litiges et avoir des répercussions négatives sur sa réputation ou un impact négatif sur ses clients ou ses fournisseurs. Afin de réduire le risque d'incidents pouvant affecter la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information, la Société a investi, dans des systèmes de contrôle de la confidentialité des données et dans la protection contre les menaces, en plus d'avoir mis en place des politiques, procédures et contrôles de détection et d'atténuation. De telles mesures peuvent ne pas être adéquates ou efficaces à prévenir, identifier ou atténuer les attaques de pirates informatiques ou des accès non autorisés attribuables à des erreurs commises par des employés, à des méfaits ou à d'autres perturbations susceptibles de causer des dommages et d'avoir des répercussions négatives sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société. De plus, la Société utilise des systèmes de technologies de l'information dans ses opérations et toute interruption de ces systèmes pourrait créer des perturbations aux opérations quotidiennes le temps de les réparer ou de les mettre à jour.

Implantation d'un progiciel de gestion intégrée (« PGI »)

La Société est dans le processus d'implantation d'un nouveau PGI. Un tel changement implique une planification approfondie, la transformation des processus actuels d'affaires et financiers, ainsi que des tests substantiels et une formation approfondie des employés. La Société a complété la phase de développement en 2020 et a commencé le déploiement au cours du premier trimestre de 2021 avec pour objectif que le PGI soit pleinement opérationnel dans l'ensemble de l'organisation d'ici la fin de 2024. Au cours du processus de déploiement, la Société pourrait subir des perturbations des systèmes informatiques et des activités. Toute perturbation pourrait nuire à la capacité de la Société à traiter les transactions, à fournir des rapports précis, opportuns et fiables sur les résultats financiers et opérationnels ainsi qu'à évaluer l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information. De plus, il est possible que le processus de déploiement du nouveau système dépasse les délais et le budget prévus et rien ne garantit que le système sera bénéfique dans la mesure prévue. La Société a adopté une approche progressive et estime qu'elle prend les mesures nécessaires, y compris le déploiement de ressources internes et externes, pour atténuer les risques liés à l'implantation.

Risques stratégiques

Conjoncture politique et économique

Un changement négatif dans les conditions politiques et économiques ou une instabilité politique, incluant des troubles civils importants, des actes de guerre ou des activités terroristes pourraient toucher une grande partie ou même la totalité des marchés que la Société dessert, ce qui aurait des répercussions sur les coûts, les prix de vente et la demande pour ses produits et aurait une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces événements pourraient également avoir des répercussions sur la situation financière d'un ou de plusieurs fournisseurs clés de la Société, ce qui affecterait sa capacité à s'approvisionner en matières premières et composantes afin de répondre à la demande des clients pour ses produits.

Risque lié aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société prévoit acquérir d'autres entreprises complémentaires lorsque ces transactions se justifient sur le plan économique et stratégique. Rien ne garantit que la Société réussira à gérer de façon efficace l'intégration d'autres entreprises qu'elle pourrait acquérir. Si les synergies prévues ne sont pas réalisées ou si la Société ne réussit pas à intégrer les nouvelles entreprises à son réseau existant, les activités de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation pourraient en souffrir de manière importante. La Société pourrait également engager des coûts et mobiliser l'attention de son équipe de direction pour des acquisitions potentielles qui pourraient ne jamais être réalisées.

En outre, bien que la Société procède à des vérifications diligentes à l'égard de ses acquisitions, une entreprise acquise pourrait avoir des obligations qui ne soient découvertes par la Société qu'une fois l'acquisition réalisée et

pour lesquelles la Société pourrait devenir responsable. De telles obligations pourraient avoir une incidence défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

Risques financiers

Change

La Société s'expose aux risques de change en raison de certaines de ses exportations de biens fabriqués au Canada. La Société s'efforce d'atténuer ces risques en achetant des matières premières en dollars américains qu'elle utilise dans son processus de fabrication au Canada. La Société peut également avoir recours à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars américains. Le recours à de telles opérations de couverture peut comporter des risques spécifiques, notamment le défaut possible de l'autre partie à l'opération et le manque de liquidité. Compte tenu de ces risques, il existe une possibilité que le recours à des opérations de couverture puisse entraîner des pertes supérieures à celles qui se seraient réalisées sans recours aux opérations de couverture.

Fluctuations des taux d'intérêt

Au 31 décembre 2021, 70 % de la dette à long terme de la Société était à taux d'intérêt fixes, réduisant ainsi l'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêts sur sa dette à long terme assujettie à des taux d'intérêt variables. Ces contrats de swap exigent l'échange périodique de paiements sans échange du montant nominal de référence sur lequel les paiements sont fondés. La Société a désigné ses contrats de couverture de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie de la dette sous-jacente. Les intérêts débiteurs sur la dette sont ajustés pour y inclure les paiements effectués ou reçus aux termes des contrats de swap de taux d'intérêt. Cependant, si les taux d'intérêt augmentent, les obligations liées au service de la dette visant la dette à taux d'intérêt variable de la Société augmenteront même si le montant emprunté demeure le même, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, les flux de trésorerie et la situation financière de la Société.

Disponibilité du crédit

Les ententes régissant les facilités de crédit et les billets de premier rang de la Société comportent certaines clauses restrictives qui imposent des restrictions opérationnelles et financières et pourraient limiter la capacité de la Société à prendre part à des activités qui seraient dans son intérêt à long terme. De plus, une violation des clauses des facilités de crédit et des billets de premier rang risque d'entraîner un cas de défaut qui pourrait permettre aux prêteurs d'accélérer le remboursement de la dette. Le cas échéant, la Société pourrait devoir chercher à refinancer ses dettes, mais être incapable de le faire selon des modalités raisonnables d'un point de vue commercial. Par conséquent, la Société serait limitée quant à la manière dont ses activités sont exercées ou être incapable de concurrencer efficacement ou de saisir de nouvelles possibilités d'affaires.

L'administrateur du LIBOR en dollars américains (LIBOR USD) a, depuis le 1^{er} janvier 2022, cessé la publication du taux LIBOR USD pour des échéances d'une semaine et de deux mois, ainsi que de la plupart des autres taux LIBOR non libellés en dollars américains. Il a aussi l'intention d'éliminer les taux LIBOR USD pour toutes autres échéances le 30 juin 2023 et a recommandé l'utilisation du taux *Secured Overnight Financing Rate* comme taux de référence de remplacement. L'exposition de la Société consiste en des prêts bancaires à taux variable indexé sur le taux LIBOR USD, tandis que des swaps de taux d'intérêt ont une partie variable qui est indexée sur le taux LIBOR USD pour une échéance d'un mois. Bien que les ententes de prêt bancaire de la Société prévoient un mécanisme pour l'introduction d'un taux de référence de remplacement, tout comme pour ses swaps de taux d'intérêt, le remplacement des taux de référence en fonction des instruments sous-jacents devrait être négocié avec ses contreparties, de sorte que la Société ne peut prédire l'impact de l'indice de substitution. Par conséquent, les intérêts débiteurs pourraient augmenter et les liquidités pourraient en souffrir. À l'avenir, la Société pourrait devoir renégocier sa dette à taux variable ou contracter d'autres dettes, et la suppression du LIBOR pourrait avoir une incidence négative sur les modalités de ces dettes.

Crédit des clients

L'état de la situation financière de la Société comporte un niveau élevé de créances. Cette valeur est répartie entre les nombreux contrats et clients. Les créances de la Société comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. Bien que la Société réduise ce risque en traitant majoritairement avec des fournisseurs de services publics de grande envergure, des exploitants de chemin de fer de catégorie 1 et de grands détaillants, rien ne garantit que les créances seront payées dans les délais voulus, si tant est qu'elles le soient.

Assurance

La Société maintient des polices d'assurance commerciale sur les biens et une assurance risques divers qui cadrent avec les pratiques courantes de l'industrie et le profil de risque particulier de la Société. Ces couvertures pourraient ne pas couvrir la totalité des risques liés aux dangers associés à ses activités et elles sont assujetties à des restrictions, notamment des montants autoassurés, des franchises, des exclusions de couverture et une couverture de responsabilité maximale. La Société peut engager des pertes qui dépassent les limites ou la couverture de ses polices d'assurance, y compris des obligations et des mesures correctives dans le cadre du respect des lois sur l'environnement, des pertes résultant de perturbations importantes dans ses installations de fabrication, des dommages aux relations qu'entretient la Société avec ses clients en raison de ces obligations ou perturbations, ainsi que des pertes pour la Société ou des tiers découlant de cyber-risques. En outre, à l'occasion, divers types de couvertures d'assurance pour les sociétés qui exercent leurs activités dans le même secteur que la Société n'étaient pas offertes selon des conditions acceptables sur le plan commercial ou, dans certains cas, n'étaient pas offertes du tout. À l'avenir, la Société pourrait ne pas être en mesure d'obtenir le même niveau de couverture dont elle bénéficie actuellement et les primes qu'elle verse pour sa couverture pourraient augmenter de façon importante.

Impôt des sociétés

En estimant l'impôt sur les résultats à payer de la Société, la direction utilise des principes comptables pour déterminer les positions fiscales qui sont susceptibles d'être acceptées par les administrations fiscales compétentes. Il n'y a toutefois aucune garantie qu'il n'y aura pas d'écart important entre le montant réel de ses avantages fiscaux ou de son passif d'impôt et les estimations ou les attentes. La législation, la réglementation et les interprétations fiscales qui s'appliquent aux activités de la Société évoluent sans cesse. De plus, les avantages fiscaux futurs et les passifs d'impôt futur dépendent de facteurs qui sont essentiellement incertains et susceptibles de changer, notamment les résultats futurs, les taux d'imposition futurs et la répartition prévue des secteurs d'activité entre les différentes juridictions où la Société mène ses opérations. En outre, les déclarations de revenus de la Société font continuellement l'objet d'examen par les administrations fiscales compétentes. Ces administrations fiscales déterminent le montant réel de l'impôt à payer ou à recevoir, des avantages fiscaux futurs ou des passifs d'impôt futur ou de toute charge d'impôt sur les résultats que la Société pourrait être tenue de comptabiliser. Les montants déterminés par les autorités fiscales peuvent devenir définitifs et obligatoires pour la Société. L'un ou l'autre des facteurs mentionnés ci-dessus pourrait avoir une incidence négative sur le résultat net ou les flux de trésorerie de la Société.

Risques juridiques et de conformité

Conformité environnementale

La Société est assujettie à plusieurs lois et règlements en matière d'environnement, notamment ceux portant sur les rejets dans l'air et dans l'eau, les émissions de substances dangereuses et toxiques et la remise en état de sites contaminés. Ces lois et règlements sur l'environnement exigent que la Société obtienne divers inscriptions, licences, permis et autres approbations en matière d'environnement et qu'elle effectue des inspections et des essais de conformité et respecte les délais concernant les exigences de communication afin de pouvoir faire fonctionner ses installations de fabrication et d'exploitation.

La conformité avec ces lois et règlements sur l'environnement continuera d'avoir une incidence sur les activités de la Société en lui imposant des frais d'exploitation et d'entretien ainsi que des dépenses en immobilisations nécessaires. L'omission de s'y conformer peut engendrer des mesures d'application civiles ou pénales susceptibles

d'entraîner, entre autres, le paiement d'amendes substantielles, souvent calculées quotidiennement, ou dans des cas extrêmes, l'interruption ou la suspension des activités à l'installation visée.

Aux termes des diverses lois et règlements fédéraux, provinciaux, étatiques et locaux, la Société, en qualité de propriétaire, de locataire ou d'exploitant, est susceptible d'être tenue responsable des frais d'enlèvement de contaminants ou de remise en état des sols se trouvant sur ses sites ou sur des propriétés avoisinantes. Les frais de remise en état et autres frais nécessaires au nettoyage ou traitement des sites contaminés peuvent être considérables. Toutefois, dans certains cas, la Société bénéficie d'indemnités de la part d'anciens propriétaires de ses sites. La présence de contaminants sur les sites de la Société ou en provenance de ceux-ci pourrait la rendre responsable envers des tiers ou des instances gouvernementales pour des lésions corporelles, l'endommagement de biens ou tout préjudice causé à l'environnement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société de vendre ou de louer ses biens immobiliers, ou de contracter des emprunts en offrant ces biens en garantie.

La possibilité que des changements importants soient apportés aux lois et aux règlements en matière d'environnement constitue un autre facteur de risque pour la Société. Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir l'issue et la nature de ces changements, ceux-ci pourraient faire augmenter de façon importante les dépenses en immobilisations et les frais engagés par la Société pour que ses installations visées se conforment à ces changements ou pourraient modifier la disponibilité ou les prix de certains produits tels que les produits de préservation achetés et utilisés par la Société.

Bien que la Société ait été partie à des litiges en matière d'environnement, notamment des réclamations pour préjudices physiques et pour diminution de la valeur de propriétés, les résultats et les coûts associés n'ont pas été importants. Toutefois, aucune garantie ne peut être donnée que ce sera toujours le cas à l'avenir, étant donné que les résultats des différends sur les questions d'ordre environnemental et les décisions rendues sur les litiges en environnement restent imprévisibles.

Les activités de la Société se sont développées et son image s'est renforcée en grande partie grâce à sa production et sa livraison constante de produits de grande qualité, tout en maintenant un niveau élevé de responsabilité face à la protection de l'environnement. Les revendications des autorités réglementaires, des communautés ou des clients à l'égard de pratiques irresponsables pourraient porter atteinte à la réputation de la Société. Une publicité défavorable découlant de violations réelles ou perçues des lois, règlements sur l'environnement ou pratiques courantes de l'industrie pourrait avoir un effet négatif sur la fidélité de la clientèle, contribuer à réduire la demande, affaiblir la confiance du marché et, en dernier ressort, entraîner une réduction du cours des actions de la Société. Ces effets négatifs pourraient être ressentis même si les allégations n'étaient pas fondées et que la Société ne soit pas tenue responsable.

Litiges

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'évaluer ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Bien que la conclusion ne puisse être prévue avec certitude, la Société fait régulièrement le point sur ces affaires et établit des provisions basées sur l'évaluation du résultat probable. Si l'évaluation du dénouement probable s'avérait inexacte, la Société pourrait ne pas avoir constitué les provisions nécessaires pour cette perte, ce qui serait susceptible d'avoir une incidence défavorable sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société et détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

La Société recourt à des instruments dérivés afin d'obtenir une couverture économique visant à atténuer divers facteurs de risque. La juste valeur de ces instruments s'entend du prix dont conviendraient des parties consentantes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté et en pleine connaissance de cause. Les justes valeurs de ces instruments dérivés sont déterminées à partir des prix sur des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. Lorsqu'aucun prix de marché n'est disponible, des techniques d'évaluation sont utilisées, notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés. La technique d'évaluation intègre l'ensemble des facteurs devant être pris en compte dans l'établissement d'un prix, y compris le propre risque de crédit de la Société, de même que le risque de crédit de la contrepartie.

Gestion des risques liés aux taux d'intérêt

Les risques liés aux taux d'intérêt correspondent au risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. La Société contracte des emprunts aussi bien à taux fixe qu'à taux variable. La gestion des risques a pour objectif de minimiser la possibilité que les fluctuations des taux d'intérêt aient des répercussions négatives sur les flux de trésorerie de la Société. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa dette à court et à long terme. Au 31 décembre 2021, la Société était partie à deux contrats de swap de taux d'intérêt comme couverture d'emprunts de 221 \$ millions et dont les dates d'échéance sont décembre 2026 et juin 2028. Ces instruments sont présentés à leur juste valeur et désignés comme couverture de flux de trésorerie. Au 31 décembre 2021, le ratio des emprunts à taux fixe et à taux variable s'établissait à 70 % et 30 %, respectivement, incluant l'incidence des positions de swap de taux d'intérêt (73 % et 27 %, respectivement, au 31 décembre 2020).

Gestion des risques liés aux taux de change

Les résultats financiers de la Société sont publiés en dollars canadiens, alors qu'une partie de ses activités est réalisée en dollars US. Les risques liés aux taux de change correspondent au risque de répercussions des fluctuations des taux de change sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie. La gestion des risques par la Société a pour objectif de réduire les risques de flux de trésorerie découlant des flux de trésorerie libellés en devises étrangères. Lorsque la couverture naturelle des ventes et des achats ne s'apparie pas, la Société recourt à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars US. Au 31 décembre 2021 la Société n'avait aucun contrat de change à terme en vigueur.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les principales conventions comptables utilisées par la Société ainsi que les estimations comptables et jugements critiques sont respectivement décrites à la Note 2 et à la Note 3 des états financiers consolidés audités aux 31 décembre 2021 et 2020.

La Société établit ses états financiers consolidés conformément aux IFRS et au Manuel de CPA Canada, Comptabilité – Partie 1.

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif ainsi que sur la divulgation d'éléments d'actif et de passif éventuels aux dates des états financiers, de même que sur le montant des produits et des charges déclarés au cours des périodes visées. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill et la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le contexte d'une acquisition. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, la conception et l'efficacité opérationnelle des CPCI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 décembre 2021, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus et opèrent de manière efficace.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société, avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances ont conclu que la conception et l'efficacité opérationnelle des CIIF étaient adéquates au 31 décembre 2021.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Stella Jones Inc. a adopté une approche progressive dans le cadre de sa migration vers un nouveau PGI. Afin de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière appropriés dans les catégories de produits qui ont migré vers le nouveau PGI, des changements pertinents ont été apportés.

Il n'y a eu aucune autre modification des CIIF durant la période s'échelonnant du 1^{er} octobre 2021 au 31 décembre 2021 ayant eu une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur les CIIF de la Société.

Il convient de noter que les activités liées aux entreprises Cahaba Pressure et Cahaba Timber, acquises le 19 novembre 2021, ont été exclues de l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Certaines informations financières liées aux acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber aux termes de la limitation de

l'étendue du Règlement 52-109 se résumant comme suit. Au 31 décembre 2021, l'actif courant et l'actif non courant se chiffraient respectivement à 24 millions \$ et 34 millions \$, tandis que le passif courant s'élevait à six millions \$ et le passif non courant s'établissait à trois millions \$. Durant la période allant du 19 novembre 2021 au 31 décembre 2021, les ventes et le résultat net de Cahaba Pressure et Cahaba Timber se sont élevés respectivement à six millions \$ et à moins d'un million \$.

Le 8 mars 2022

Stella-Jones Inc.

États financiers consolidés

Le 31 décembre 2021 et 2020

Déclaration de responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La responsabilité des états financiers consolidés contenus dans le présent rapport annuel incombe à la direction. Ces états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière. Au besoin, la direction a porté des jugements et fait des estimations sur l'issue de faits et d'opérations, en tenant compte de leur importance relative. La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel ainsi que de leur concordance, s'il y a lieu, avec ceux présentés dans les états financiers consolidés.

La Société maintient un système de contrôles internes qui lui procure l'assurance raisonnable que ses registres financiers sont fiables et que son actif est protégé de manière adéquate. Les états financiers consolidés ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. les auditeurs indépendants de la Société, qui ont émis leur rapport.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière. Il est secondé pour ce faire par le comité d'audit, dont tous les cinq membres sont des administrateurs indépendants. Le comité d'audit rencontre de temps à autre les membres de la direction et les auditeurs indépendants afin d'examiner les états financiers et tout élément se rapportant à l'audit. Les auditeurs indépendants de la Société peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit. Les états financiers consolidés ont été examinés par le comité d'audit, qui en a recommandé l'approbation au conseil d'administration.

(s) Eric Vachon

Éric Vachon, CPA, CA
Le président et chef de la direction

Saint-Laurent (Québec)
Le 8 mars 2022

(s) Silvana Travaglini

Silvana Travaglini, CPA, CA
La premier vice-présidente et chef des finances



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Stella-Jones Inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Stella-Jones Inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2021 et 2020;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés du résultat net pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes aux états financiers consolidés, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit

Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit

Exactitude et existence des stocks

Voir la note 2, « Principales conventions comptables », et la note 5, « Stocks », des états financiers consolidés.

Les stocks de la Société totalisaient 1 106 millions de dollars au 31 décembre 2021. Les stocks détenus à l'échelle de son réseau en Amérique du Nord sont constitués de matières premières et de produits finis. Les matières premières sont évaluées au plus faible du coût moyen pondéré et de la valeur de réalisation nette. Les produits finis sont évalués au plus faible du coût moyen pondéré et de la valeur de réalisation nette et comprennent les coûts des matières premières et les autres coûts directs ainsi que les frais généraux de fabrication. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Nous avons considéré qu'il s'agissait d'une question clé de l'audit en raison de l'importance du solde de stocks et du grand nombre d'emplacements pour les stocks à l'échelle du réseau de la Société, ainsi que de l'effort d'audit qui a été requis pour tester le solde de stocks.

Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :

- Tester l'efficacité du fonctionnement des contrôles relatifs au rapprochement des factures, des bons de commande et des documents de réception.
- Pour des emplacements choisis où la direction a procédé à un comptage des stocks, avant la date de clôture de l'exercice, observer les procédures de comptage des stocks et effectuer des comptages par sondages indépendants pour un échantillon d'articles de stocks.
- Tester l'activité des stocks durant la période intercalaire entre la date de comptage et la date de clôture de l'exercice.
- Tester un échantillon d'achats de matières premières et les rapprocher aux factures, bons de commande et documents de réception, selon le cas.
- Pour un échantillon d'articles de stocks de matières premières et de produits finis, recalculer le coût moyen pondéré.
- Pour un échantillon de produits finis, tester le coût des matières transférées des matières premières aux produits finis, en vérifiant la concordance du coût transféré avec le coût de possession des articles précédemment classés dans les matières premières.



Question clé de l'audit

Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit

- Tester la répartition des autres coûts directs standards attribués aux produits finis au cours de l'exercice, en comparant les autres coûts directs standards d'un échantillon de produits finis avec la liste des coûts directs standards.
- Pour une partie d'articles de stocks, tester le caractère raisonnable de la répartition des coûts indirects standards de fabrication aux produits finis à la clôture de l'exercice en la comparant à la répartition de l'exercice précédent.
- Évaluer si les écarts liés aux autres coûts directs et coûts indirects standards de fabrication devaient être capitalisés dans les produits finis afin d'estimer le coût réel.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, qui sont censées être mises à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.



Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;



- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.



Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Gregory Tremellen.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 8 mars 2022

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119714

Stella-Jones Inc.

États consolidés de la situation financière

Aux 31 décembre 2021 et 2020

(en millions de dollars canadiens)

	Note	2021 \$	2020 \$
Actif			
Actif courant			
Créances	5	230	208
Stocks	6	1 106	1 075
Impôts sur le résultat à recouvrer		9	—
Autres actifs courants		43	36
		<u>1 388</u>	<u>1 319</u>
Actif non courant			
Immobilisations corporelles	7	629	574
Actifs au titre du droit d'utilisation	8	138	135
Immobilisations incorporelles	9	158	115
Goodwill	9	341	280
Instruments financiers dérivés	20	3	—
Autres actifs non courants		8	3
		<u>2 665</u>	<u>2 426</u>
Passif et capitaux propres			
Passif courant			
Comptes créditeurs et charges à payer	10	162	137
Impôts sur le résultat à payer		1	19
Instruments financiers dérivés	20	—	2
Partie courante de la dette à long terme	12	33	11
Partie courante des obligations locatives	8	35	33
Partie courante des provisions et autres passifs non courants	13	11	16
		<u>242</u>	<u>218</u>
Passif non courant			
Dette à long terme	12	701	595
Obligations locatives	8	109	106
Passifs d'impôt différé	17	137	104
Provisions et autres passifs non courants	13	15	15
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	18	13	15
		<u>1 217</u>	<u>1 053</u>
Capitaux propres			
Capital-actions	15	208	214
Résultats non distribués		1 161	1 079
Cumul des autres éléments du résultat global		79	80
		<u>1 448</u>	<u>1 373</u>
		<u>2 665</u>	<u>2 426</u>
Engagements et éventualités	19		

Approuvé par le Conseil,

(s) Katherine A. Lehman
Katherine A. Lehman
Administratrice

(s) Karen Laflamme
Karen Laflamme, FCPA, FCA, ASC
Administratrice

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Stella-Jones Inc.

États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en millions de dollars canadiens)

	<u>Cumul des autres éléments du résultat global</u>						Capitaux propres
	Capital- actions	Résultats non distribués	Impact de la conversion de devises étrangères	Conversion des dettes à long terme désignées comme couverture d'un investissement net	Gains (pertes) sur couverture de flux de trésorerie non réalisées	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2021	214	1 079	179	(98)	(1)	80	1 373
Résultat global							
Résultat net de la période	—	227	—	—	—	—	227
Autres éléments du résultat global	—	2	(4)	—	3	(1)	1
Résultat global de la période	—	229	(4)	—	3	(1)	228
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(47)	—	—	—	—	(47)
Régimes d'achat d'actions des employés	2	—	—	—	—	—	2
Rachat d'actions ordinaires (note 15)	(8)	(100)	—	—	—	—	(108)
	(6)	(147)	—	—	—	—	(153)
Solde au 31 décembre 2021	208	1 161	175	(98)	2	79	1 448

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Stella-Jones Inc.

États consolidés des variations des capitaux propres (suite)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en millions de dollars canadiens)

	Cumul des autres éléments du résultat global						Capitaux propres
	Capital- actions	Résultats non distribués	Impact de la conversion de devises étrangères	Conversion des dettes à long terme désignées comme couverture d'un investissement net	Gains (pertes) sur couverture de flux de trésorerie non réalisés	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2020	217	968	191	(89)	1	103	1 288
Résultat global							
Résultat net de la période	—	210	—	—	—	—	210
Autres éléments du résultat global	—	(3)	(12)	(9)	(2)	(23)	(26)
Résultat global de la période	—	207	(12)	(9)	(2)	(23)	184
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(40)	—	—	—	—	(40)
Régimes d'achat d'actions des employés	1	—	—	—	—	—	1
Rachat d'actions ordinaires (note 15)	(4)	(56)	—	—	—	—	(60)
	(3)	(96)	—	—	—	—	(99)
Solde au 31 décembre 2020	214	1 079	179	(98)	(1)	80	1 373

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Stella-Jones Inc.

États consolidés du résultat net

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire)

	Pour les exercices clos les 31 décembre,	
Note	2021	2020
	\$	\$
Ventes	2 750	2 551
Charges		
Coût des ventes (incluant amortissement de 63 \$ (62 \$ en 2020))	2 294	2 105
Frais de vente et d'administration (incluant amortissement de 11 \$ (14 \$ en 2020))	127	125
Autres pertes, montant net	3	12
	<u>2 424</u>	<u>2 242</u>
Résultat d'exploitation	<u>326</u>	<u>309</u>
Charges financières	16 23	25
Résultat avant impôts	<u>303</u>	<u>284</u>
Charge d'impôts sur le résultat		
Exigibles	17 64	66
Différés	17 12	8
	<u>76</u>	<u>74</u>
Résultat net de l'exercice	<u>227</u>	<u>210</u>
Résultat de base et dilué par action ordinaire	15 <u>3,49</u>	<u>3,12</u>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Stella-Jones Inc.

États consolidés du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en millions de dollars canadiens)

	2021	2020
	\$	\$
Résultat net de l'exercice	<u>227</u>	<u>210</u>
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui pourraient être subséquentment reclassés au résultat net		
Variation nette des pertes à la conversion des états financiers des établissements étrangers	(4)	(12)
Variation des pertes à la conversion des dettes à long terme désignées comme couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers	—	(9)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	4	(3)
Impôts sur la variation de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1)	1
Éléments qui ne seront pas subséquentment reclassés au résultat net		
Variation des écarts actuariels sur les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	(4)
Impôts sur la variation des écarts actuariels sur les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	(1)	1
	<u>1</u>	<u>(26)</u>
Résultat global de l'exercice	<u>228</u>	<u>184</u>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Stella-Jones Inc.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en millions de dollars canadiens)

	Note	2021 \$	2020 \$
Flux de trésorerie liés aux			
Activités d'exploitation			
Résultat net de l'exercice		227	210
Ajustements pour			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	7	25	26
Dotation aux amortissements des actifs au titre du droit d'utilisation	8	38	38
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	9	11	12
Gains sur instruments financiers dérivés		—	(2)
Charges financières	16	23	25
Impôts sur le résultat exigibles	17	64	66
Impôts sur le résultat différés	17	12	8
Provisions et autres passifs non courants		(7)	14
Autres		(5)	5
		<u>388</u>	<u>402</u>
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie			
Créances		(19)	(32)
Stocks		(21)	(123)
Autres actifs courants		(7)	(2)
Comptes créditeurs et charges à payer		24	1
		<u>(23)</u>	<u>(156)</u>
Intérêts versés		(23)	(26)
Impôts sur le résultat payés		(91)	(42)
		<u>251</u>	<u>178</u>
Activités de financement			
Produit de la dette à court terme	14	125	—
Remboursement de la dette à court terme	14	(123)	—
Variation nette des facilités de crédit rotatif	14	(13)	20
Produit de la dette à long terme	14	247	—
Remboursement de la dette à long terme	14	(105)	(8)
Remboursement des obligations locatives	14	(35)	(35)
Dividendes sur les actions ordinaires		(47)	(40)
Rachat d'actions ordinaires	15	(108)	(60)
Autres		1	(1)
		<u>(58)</u>	<u>(124)</u>
Activités d'investissement			
Acquisition d'entreprises	4	(129)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles		(48)	(42)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(16)	(13)
Autres		—	1
		<u>(193)</u>	<u>(54)</u>
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

1 Nature des activités de la Société

Stella-Jones Inc. (avec ses filiales, à titre individuel ou collectif, la « Société ») est le chef de file en matière de produits en bois traité sous pression en Amérique du Nord. La Société fournit des poteaux en bois à l'ensemble des grandes sociétés de services publics d'électricité et entreprises de télécommunications du continent, ainsi que des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants nord-américains de chemin de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. Stella-Jones fournit aussi des produits industriels, notamment du bois pour les ponts ferroviaires et les passages à niveau, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction et des produits à base de goudron de houille. La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre et d'accessoires à usage résidentiel de première qualité qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Une part importante de ce secteur d'activité consiste à desservir le marché canadien par l'entremise de son réseau national de fabrication et de distribution. La Société possède des usines de traitement et des installations d'écorçage de poteaux au Canada et aux États-Unis, et elle vend ses produits principalement dans ces deux pays. Son siège social est situé au 3100, boulevard de la Côte-Vertu, à Saint-Laurent, au Québec (Canada). La Société est constituée selon la Loi canadienne sur les sociétés par actions et ses actions ordinaires sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole SJ.

2 Principales conventions comptables

Mode de présentation

La Société établit ses états financiers selon les Normes internationales d'information financière publiées par l'*International Accounting Standards Board* (les « IFRS ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada, Comptabilité – Partie I.

Ces états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration le 8 mars 2022.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon le principe du coût historique, sauf en ce qui concerne les instruments financiers dérivés et certains passifs non courants qui sont évalués à la juste valeur. La Société a appliqué de manière homogène les mêmes conventions comptables pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Stella-Jones Inc. et des filiales que celle-ci contrôle. Tous les soldes et opérations entre ces entreprises ont été éliminés. Toutes les filiales consolidées sont détenues en propriété exclusive. Les filiales importantes comprises dans la structure juridique de la Société sont les suivantes :

Filiale	Société mère	Pays de constitution
Stella-Jones U.S. Holding Corporation	Stella-Jones Inc.	États-Unis
Stella-Jones Corporation	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis
Cahaba Pressure Treated Forest Products, Inc.	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis
Cahaba Timber, Inc.	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis

La Société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui peuvent actuellement être exercés ou convertis sont pris en compte pour évaluer si la Société contrôle une autre entité. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à compter de la date à laquelle la Société obtient le contrôle et cessent de l'être dès que la Société cesse de détenir le contrôle.

Acquisition d'entreprises

L'acquisition des filiales de la Société est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée lors de l'acquisition d'une filiale consiste en la juste valeur des actifs transférés, des passifs repris et de la participation émise par la Société. La contrepartie transférée inclut également la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et les passifs éventuels repris lors de l'acquisition d'une filiale sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'excédent de l'ensemble de la contrepartie transférée, de la juste valeur de toute participation ne donnant pas le contrôle de la société acquise et de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans la société acquise sur la juste valeur des actifs nets identifiables et des passifs repris est comptabilisé dans le goodwill. Si le coût d'acquisition est moins élevé que la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement dans l'état consolidé du résultat net. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées lorsque cela est nécessaire pour les rendre conformes aux méthodes adoptées par la Société.

Conversion des monnaies étrangères

a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments des états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société. Tous les montants ont été arrondis au million le plus proche, sauf indication contraire.

b) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les ventes et les charges libellées en monnaie étrangère sont converties au cours moyen mensuel.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au taux de l'état consolidé de la situation financière. Les écarts de conversion découlant du règlement de transactions en monnaie étrangère et de la conversion des actifs et des passifs monétaires qui ne sont pas libellés dans la monnaie fonctionnelle sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, au poste « Autres pertes, montant net », à l'exception des couvertures de flux de trésorerie admissibles qui sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et différées dans les capitaux propres, au poste « Cumul des autres éléments du résultat global ».

Les actifs et les passifs non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, au poste

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

« Autres pertes, montant net », à l'exception des écarts de change résultant de la conversion d'un passif financier désigné comme couverture d'un investissement net.

Les actifs et passifs non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût sont convertis au cours de change historique.

c) Établissements étrangers

Les états financiers des opérations dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la Société sont convertis au taux de l'état consolidé de la situation financière dans le cas des actifs et des passifs, et au cours moyen mensuel de l'exercice, dans le cas des ventes et des charges. Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les capitaux propres, au poste « Cumul des autres éléments du résultat global ». Le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'un établissement étranger sont considérés comme des actifs et passifs d'un établissement étranger et sont convertis au taux de l'état consolidé de la situation financière.

d) Couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers

Les écarts de change résultant de la conversion de passifs financiers désignés comme couverture d'un investissement net dans un établissement étranger sont comptabilisés dans les capitaux propres aux autres éléments du résultat global pour autant que la couverture soit efficace. Si la couverture se révèle inefficace, ces écarts de change sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net au poste « Autres pertes, montant net ». Lors de la sortie de l'élément couvert d'un investissement net étranger (la filiale), le montant cumulé comptabilisé dans les capitaux propres doit être reclassé à l'état consolidé du résultat net, car il fait partie du profit ou de la perte résultant de la sortie.

Constatation des produits

La Société vend des produits en bois traité et non traité (les « Produits »), ainsi que des services de traitement du bois. Les revenus provenant de la vente de Produits sont comptabilisés lorsque la Société remplit une obligation de prestation en transférant un Produit promis à un client. Les Produits sont considérés transférés lorsque le client obtient le contrôle des Produits, soit aux installations de fabrication de la Société ou à l'établissement du client. On entend par contrôle des Produits la capacité de décider de l'utilisation des Produits et d'en tirer la quasi-totalité des avantages restants.

La Société offre le traitement de produits du bois qui appartiennent à des tierces parties. Les revenus associés à ces services de traitement sont comptabilisés suivant le critère du moment précis, étant donné que les produits du bois doivent être traités rapidement.

Les ventes de Produits peuvent faire l'objet de ristournes sur volumes rétrospectives basées sur les ventes totales sur une période de 12 mois, sujettes à certaines conditions contractuelles. Les revenus provenant de ces ventes sont comptabilisés en fonction du prix indiqué dans le contrat, déduction faite de l'estimation des ristournes. Les ristournes sont estimées et prévues en fonction de l'expérience considérable de la Société, au moyen de la méthode de la valeur attendue, et les revenus ne sont comptabilisés que s'il est hautement probable qu'un renversement n'aura pas lieu. Un passif est comptabilisé pour les ristournes prévues en fonction des ventes réalisées jusqu'à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les ventes de Produits peuvent également faire l'objet de rabais rétrospectifs basés sur les ventes totales sur une période de 12 mois, sujets à certaines conditions contractuelles. Les revenus provenant de ces ventes sont

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

comptabilisés en fonction du prix de vente moyen prévu pour la période donnée. Les rabais sont estimés et prévus en fonction de l'expérience accumulée, au moyen de la méthode de la valeur attendue, et les revenus ne sont comptabilisés que s'il est hautement probable que les conditions contractuelles seront remplies. Le prix contractuel est facturé au client et un passif est comptabilisé aux fins d'ajustement au prix moyen.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des fonds en caisse, des soldes bancaires et de placements à court terme liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

Créances

Les créances représentent les montants que doivent les clients en contrepartie des produits vendus ou pour des services rendus dans le cadre de l'activité courante. Les créances sont classées comme actifs courants si le paiement est exigible dans 12 mois ou moins. Les créances sont initialement comptabilisées à la juste valeur et, par la suite, mesurées au coût amorti, déduction faite de la provision pour les pertes de crédit attendues.

Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués au plus faible du coût moyen pondéré et de la valeur de réalisation nette. Les produits finis sont évalués au plus faible du coût moyen pondéré et de la valeur de réalisation nette et comprennent les coûts des matières premières et les autres coûts directs ainsi que les frais généraux de fabrication. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé, diminué des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts d'emprunt engagés au cours de la période de construction, diminué du cumul des amortissements et de la dépréciation. La Société ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en ses parties principales et amortit séparément chacune de ces parties. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en utilisant des taux basés sur la durée d'utilité estimative des actifs.

Durée d'utilité

Immeubles	de 7 à 60 ans
Équipement de production	de 5 à 60 ans
Matériel roulant	de 3 à 20 ans
Matériel de bureau	de 2 à 10 ans

Les valeurs résiduelles et la durée d'utilité des immobilisations corporelles sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et ajustées, le cas échéant. La charge d'amortissement est comptabilisée à l'état consolidé du résultat net, au poste « Coût des ventes ».

Charges financières

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés au titre des charges financières dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les coûts d'emprunt attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'actifs admissibles sont incorporés dans le coût de ces actifs, jusqu'à ce qu'ils soient pratiquement prêts pour l'utilisation prévue.

Contrats de location

La Société loue certaines immobilisations corporelles et comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et un passif à la date de début du contrat de location. Les actifs au titre du droit d'utilisation représentent le droit d'utiliser un actif sous-jacent pour la durée du contrat de location, et les passifs connexes représentent l'obligation d'effectuer les paiements de loyer découlant du contrat de location. Les actifs au titre du droit d'utilisation et les passifs connexes sont comptabilisés à la date de début du contrat de location en fonction de la valeur actualisée des paiements de loyer sur la durée du contrat de location, actualisée au moyen du taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut être déterminé facilement, du taux d'emprunt marginal du preneur. Les options de renouvellement et de résiliation sont incluses dans les modalités du contrat de location lorsqu'il est raisonnablement certain qu'elles seront exercées.

Les paiements de loyer comprennent les paiements fixes, y compris les paiements fixes en substance, le prix d'exercice en vertu d'une option d'achat que la Société est raisonnablement certaine d'exercer, les paiements de loyer dans une période de renouvellement facultative que la Société est raisonnablement certaine d'exercer et des pénalités pour résiliation anticipée d'un bail si la Société est raisonnablement certaine de résilier. Chaque paiement de loyer est réparti entre le passif et les charges financières de manière à obtenir un taux constant sur le solde de financement impayé. La composante intérêts des charges financières est imputée à l'état consolidé du résultat net sur la durée du contrat de location de manière à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant du passif pour chaque période.

L'actif au titre du droit d'utilisation est ensuite amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de la date de début jusqu'à la fin de la durée du contrat de location, à moins qu'il existe une certitude raisonnable que la Société obtiendra la propriété d'ici la fin de la durée du contrat de location ou exercera l'option d'achat. Dans ce cas, l'actif au titre du droit d'utilisation sera amorti sur la durée d'utilité de l'actif au titre du droit d'utilisation, conformément à la méthode d'amortissement que la Société adopte pour les immobilisations corporelles. La charge d'amortissement est comptabilisée à l'état consolidé du résultat net, au poste « Coût des ventes » et au poste « Frais de vente et d'administration ».

La Société a choisi d'appliquer la mesure de simplification de ne pas comptabiliser les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives pour les contrats de locations à court terme dont la durée est inférieure à 12 mois et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements liés aux contrats de location à court terme et aux actifs de faible valeur sont imputés à l'état consolidé du résultat net selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont constatées au coût et amorties sur leur durée d'utilité. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont enregistrées au coût et ne

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

sont pas amorties. Le mode d'amortissement ainsi que l'estimation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles sont révisés sur une base annuelle.

	Mode	Durée d'utilité
Progiciels	Amortissement linéaire	5 à 10 ans
Relations clients	Amortissement linéaire	12 ans
Relations clients	Amortissement dégressif	4 % à 20 %
Ententes de non-concurrence	Amortissement linéaire	3 à 5 ans
Enregistrement de la créosote	-	Indéterminée

Les droits de coupe sont comptabilisés au coût, diminué du cumul des amortissements et de la dépréciation. L'amortissement est fondé sur les volumes de bois coupé. Les montants d'amortissement sont imputés aux résultats en fonction du pourcentage des volumes de bois coupé sur les volumes estimatifs sur une période de 40 ans, et sont portés en diminution du coût historique.

Les coûts de développement qui sont directement attribuables à la conception, au développement, à la mise en œuvre et aux tests de produits progiciels identifiables sont comptabilisés comme progiciels si certains critères sont remplis, notamment la faisabilité technique, l'intention et la capacité de développer et d'utiliser le progiciel pour générer des avantages économiques futurs probables ; sinon, ils sont passés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les coûts directement attribuables qui sont capitalisés comprennent les coûts liés aux progiciels et les coûts de développement des employés et des tierces parties.

La charge d'amortissement est comptabilisée à l'état consolidé du résultat net, au poste « Coût des ventes » et au poste « Frais de vente et d'administration ».

L'enregistrement de la créosote est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation possible.

Goodwill

Le goodwill n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment lorsqu'il existe des indices d'une dépréciation possible. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas reprises. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») ou à des groupes d'UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises ayant créé le goodwill. La Société définit les UGT comme étant soit les usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois résidentiel ou les usines spécialisées dans le traitement des traverses de chemin de fer.

Dépréciation

Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable de l'actif est inférieure à la valeur comptable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur de l'actif, diminuée des coûts de la vente et de sa valeur d'utilité (soit la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT concernée).

Les actifs non financiers à durée d'utilité déterminée, comme les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée, font l'objet de tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs non courants qui ne sont pas amortis font l'objet d'un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

si les événements ou les circonstances le justifient. Pour les besoins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés de manière à former le plus petit regroupement identifiable qui génère des flux de trésorerie indépendants de ceux générés par d'autres actifs (UGT). Les actifs non financiers autres que le goodwill qui ont subi une dépréciation font l'objet d'un examen en vue d'une reprise possible lorsque les événements ou les circonstances le justifient.

Provisions

Les provisions relatives à la restauration des sites, ainsi que les autres provisions, sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant peut être évalué de façon fiable. Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement doit être inscrit comme un actif distinct à l'état consolidé de la situation financière seulement si l'entité a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement.

Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation. Cette valeur actualisée est établie au moyen d'un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée dans les « Charges financières ».

La Société considère comme partie courante des provisions une obligation dont le règlement est prévu à l'intérieur des 12 prochains mois.

Obligations liées à la restauration de sites

Les obligations liées à la restauration de sites sont liées à la valeur actualisée des dépenses futures estimatives associées aux obligations de restauration de certaines propriétés. La Société examine régulièrement les dépenses estimatives futures liées à la restauration de sites et comptabilise les révisions et les charges de désactualisation relatives aux obligations actuelles au poste « Autres pertes, montant net », à l'état consolidé du résultat net.

L'obligation est réévaluée, à chaque date de clôture, pour tenir compte des changements des taux d'actualisation et de l'estimation des montants, de la durée et des coûts du travail devant être effectué.

Impôts sur le résultat

La charge ou le produit d'impôts sur le résultat pour l'exercice correspond à l'impôt à payer sur le bénéfice imposable de l'exercice considéré selon le taux d'impôt applicable dans chaque pays, ajusté pour tenir compte de la variation des actifs et des passifs d'impôt différé attribuables aux différences temporaires et aux pertes fiscales non utilisées.

La charge d'impôt exigible est calculée en fonction des lois fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture dans les pays où la Société exerce ses activités et génère des bénéfices imposables. La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard de situations pour lesquelles la réglementation fiscale applicable est susceptible d'interprétation. La Société constitue au besoin des provisions en fonction des montants qu'elle s'attend à payer aux administrations fiscales.

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable, pour les différences temporaires entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, un

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

passif d'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il est généré par la comptabilisation initiale du goodwill. De plus, un impôt différé n'est pas comptabilisé s'il est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice fiscal. L'impôt différé est déterminé au moyen des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et dont l'application est attendue lorsque l'actif d'impôt différé sera réalisé ou que le passif d'impôt différé sera réglé.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que s'il est probable que la Société disposera de montants imposables futurs auxquels les différences temporaires et pertes pourront être imputées.

Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes de retraite à prestations définies

La Société comptabilise les obligations et les coûts connexes des régimes de retraite à prestations définies, déduction faite des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées et les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement des placements, de l'indexation des salaires, de l'âge de retraite des employés et des taux d'actualisation relatifs aux obligations. Les coûts des services passés sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés. Les réévaluations, qui comprennent les écarts actuariels, le rendement réel des actifs du régime (excluant la composante coût financier) et la variation, le cas échéant, de l'effet du plafond de l'actif, sont imputés ou portés au crédit des autres éléments du résultat global. Ces montants sont comptabilisés immédiatement aux résultats non distribués, sans être reclassés aux états consolidés du résultat net des périodes suivantes.

Programme d'avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre un programme d'avantages postérieurs à l'emploi à certains retraités. Pour avoir droit à ces avantages, l'employé doit habituellement demeurer en service jusqu'à l'âge de la retraite et travailler durant une période minimale. Les coûts prévus de ces avantages sont comptabilisés à partir de la date à laquelle les services rendus par le membre du personnel ont commencé à générer des droits aux prestations en vertu du régime jusqu'à la date à laquelle des services supplémentaires rendus par le membre du personnel ne généreront pas un montant significatif de droits aux prestations supplémentaires. Le coût des avantages futurs gagnés par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses économiques et démographiques les plus probables émises par la direction. Les écarts actuariels découlant des écarts entre résultats et prévisions et des changements d'hypothèses actuarielles sont imputés ou portés au crédit des autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent et sont comptabilisés immédiatement aux résultats non distribués, sans être reclassés aux états consolidés du résultat net des périodes suivantes.

Paiements fondés sur des actions

La Société gère des régimes de rémunération fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres ou en trésorerie, aux termes desquels elle reçoit des services d'employés et d'administrateurs non-membres de la direction en contrepartie d'instruments de capitaux propres de la Société ou de paiements en trésorerie. La rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres comprend les options sur actions et la rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie inclut des unités d'actions incessibles (« UAI »), des unités d'actions liées au rendement (« UAR ») et des unités d'actions différées (« UAD »).

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres

La Société comptabilise les options sur actions attribuées à des membres du personnel selon la méthode de la juste valeur. Selon cette méthode, la charge de rémunération pour les options attribuées est évaluée à la juste valeur à la date de l'attribution selon le modèle d'évaluation de Black-Scholes, et elle est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net sur la période d'acquisition des droits des options attribuées, le crédit correspondant étant porté au surplus d'apport. Chaque tranche d'une attribution de rémunération fondée sur des actions dont l'acquisition est graduelle est considérée comme une attribution distincte assortie d'une date d'acquisition et d'une juste valeur différentes. Toute contrepartie payée lors de l'exercice des options sur actions est créditée au capital-actions et la charge de rémunération correspondante est comptabilisée au surplus d'apport.

Rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie

La Société a des attributions à régler en trésorerie, soit des UAI, des UAR et des UAD qui sont initialement évaluées à la juste valeur au moyen d'un modèle d'évaluation des options. Jusqu'au règlement du passif, sa juste valeur est réévaluée à chaque date de clôture et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés du résultat net. La charge de rémunération est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net sur les périodes d'acquisition des droits, en fonction de la juste valeur à la clôture de chaque période.

Instruments financiers

La Société comptabilise un actif financier ou un passif financier dans son état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Lors de la comptabilisation initiale, la Société évalue un actif financier ou un passif financier à sa juste valeur majorée ou minorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de cet actif financier ou de ce passif financier.

Actifs financiers

La Société classera les actifs financiers comme étant évalués ultérieurement au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction de son modèle économique pour la gestion de l'actif financier et des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Les trois catégories se définissent comme suit :

- a) Coût amorti – un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :
 - la détention de l'actif s'inscrit dans un modèle économique ayant pour objectif de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
 - les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.
- b) Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – les actifs financiers sont classés et évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

- c) Juste valeur par le biais du résultat net – les actifs financiers dont la détention ne s’inscrit pas dans l’un des deux modèles économiques mentionnés aux points a) et b) sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Lorsque la Société change de modèle économique pour la gestion des actifs financiers, elle doit reclasser tous les actifs financiers touchés.

Les actifs financiers de la Société se composent de trésorerie, d’équivalents de trésorerie, de créances et d’instruments financiers dérivés. La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances sont évalués au coût amorti.

Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les instruments financiers dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Un actif financier est décomptabilisé lorsque la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie découlant de l’actif et la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à l’actif ou lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l’actif financier arrivent à expiration.

Si un transfert d’une créance client entraîne la décomptabilisation de l’actif, le produit en trésorerie correspondant est classé à titre de flux de trésorerie liés aux activités d’exploitation.

Passifs financiers

Les passifs financiers de la Société comprennent les comptes créditeurs et charges à payer, la dette à court terme, la dette à long terme et les instruments financiers dérivés. Les comptes créditeurs et charges à payer, la dette à court terme et la dette à long terme sont évalués au coût amorti. Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont réévalués à chaque date de clôture, et tout changement est comptabilisé dans le résultat net. Après la comptabilisation initiale, une entité ne peut reclasser aucun passif financier.

Un passif financier est décomptabilisé lorsque les obligations contractuelles auxquelles il est lié sont acquittées ou annulées ou lorsqu’elles arrivent à échéance. Un passif financier est également décomptabilisé lorsque les termes contractuels sont modifiés et que les flux de trésorerie associés sont substantiellement différents, ce qui entraîne la comptabilisation d’un nouveau passif financier à la juste valeur, basée sur les termes contractuels modifiés. La différence entre la valeur comptable du passif financier éteint et la considération payée est comptabilisée à l’état consolidé du résultat net.

Dépréciation

La Société évalue de façon prospective les pertes de crédit attendues associées à ses actifs financiers comptabilisés au coût amorti. La méthode de dépréciation appliquée ne sera pas la même si le risque de crédit a augmenté de façon importante. Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée permise par IFRS 9, *Instruments financiers*, qui exige que les pertes de crédit attendues pour la durée de vie soient comptabilisées dès la comptabilisation initiale des créances.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Transactions de couverture

Dans le cadre de sa stratégie de couverture, la Société envisage le recours à des instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme afin de limiter son exposition au risque de variation des entrées de trésorerie liées aux ventes en dollars américains. Elle envisage également des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des variations de taux d'intérêt sur son endettement à court terme et sa dette à long terme. A la désignation initiale d'une relation de couverture, la Société consigne une documentation structurée décrivant les objectifs en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture justifiant la transaction ainsi que la relation entre l'instrument de couverture et les éléments couverts. Ces instruments financiers dérivés sont traités comme des couvertures de flux de trésorerie à des fins comptables et sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

La partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée aux capitaux propres, dans la réserve de couverture de flux de trésorerie. Le gain ou la perte lié à la partie inefficace est comptabilisé immédiatement au résultat net, au poste « Autres pertes, montant net ».

Lorsque des contrats à terme sont utilisés comme couverture de transactions prévues, la Société ne désigne généralement comme instrument de couverture que la variation de la juste valeur de l'élément prix au comptant du contrat à terme. Le gain ou la perte lié à la partie efficace de la variation de l'élément prix au comptant de contrats à terme est comptabilisé aux capitaux propres, dans la réserve de couverture de flux de trésorerie. La variation de l'élément à terme du contrat qui est lié à l'élément couvert est comptabilisée aux capitaux propres, dans la réserve pour coûts de couverture dans les autres éléments du résultat global. Dans certains cas, la Société peut désigner comme instrument de couverture la totalité de la variation de la juste valeur du contrat à terme (y compris les points à terme). Dans ces cas, le gain ou la perte lié à la partie efficace de la variation de la juste valeur de la totalité du contrat à terme est comptabilisé aux capitaux propres, dans la réserve de couverture de flux de trésorerie. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont reclassés dans la période où l'élément couvert a une incidence sur le résultat net.

Lorsqu'un instrument de couverture vient à échéance ou est vendu ou résilié, ou lorsqu'une couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, tout gain (ou perte) cumulé différé et tout coût de couverture différé dans les capitaux propres à ce moment demeure dans les capitaux propres jusqu'à la réalisation de la transaction prévue. Si la Société ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le gain ou la perte cumulé et les coûts de couverture différés qui ont été comptabilisés dans les capitaux propres sont immédiatement reclassés au résultat net.

Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, le résultat par action est calculé comme si les options avaient été exercées au début de la période (ou au moment de leur émission, si celle-ci a eu lieu plus tard) et comme si les fonds obtenus de l'exercice des options avaient servi à acheter des actions ordinaires de la Société à leur cours moyen pour la période.

Information sectorielle

Les secteurs d'exploitation sont présentés de la même manière que l'information interne est fournie au principal décideur de l'exploitation. Le principal décideur de l'exploitation, qui est responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance de ces secteurs, a été identifié comme étant l'équipe de haute direction, laquelle prend les décisions stratégiques et opérationnelles.

3 Estimations comptables et jugements critiques

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, de même que sur les montants des ventes et des charges de la période visée. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill ainsi que la détermination de la juste valeur des actifs acquis et de passif repris dans le cadre d'une acquisition d'entreprise. La direction fait également des estimations et des hypothèses dans le cadre d'acquisitions d'entreprises, principalement en ce qui concerne les prévisions des ventes, les prévisions des marges, le taux d'impôt sur le résultat et le taux d'escompte. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et l'écart peut être important. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net dès qu'ils sont déterminés.

4 Acquisitions d'entreprises

Le 19 novembre 2021, par l'entremise d'une filiale américaine en propriété exclusive, la Société a complété l'acquisition de Cahaba Pressure Treated Forest Products, Inc. (« Cahaba Pressure ») et Cahaba Timber, Inc. (« Cahaba Timber ») pour un prix d'achat total combiné de 129 millions \$ (102 millions \$ US). Cahaba Pressure fabrique, distribue et vend des poteaux, des traverses et des pieux de bois traités et non traités et fournit des services de traitement sur mesure. Cahaba Timber est un producteur de poteaux et de pieux traités et exerce des activités d'approvisionnement en matières premières. Les deux installations de traitement de bois sont basées à Brierfield, en Alabama et ont été acquises pour générer des synergies.

Le décaissement total associé à ces deux acquisitions s'élève à 129 millions \$ (102 millions \$ US), excluant les frais liés à la transaction d'un montant inférieur à un million \$ et comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sous « Frais de vente et d'administration ». La Société a financé les acquisitions au moyen de ses facilités de crédit existantes.

A la date de clôture, la Société n'avait pas finalisé la répartition du prix d'achat sur la juste valeur des éléments identifiables de l'actif net et du goodwill acquis. La détermination de la juste valeur des éléments identifiables acquis et des passifs repris est basée sur les meilleures estimations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer ces états financiers consolidés. La détermination de la juste valeur sera complétée dans les 12 mois suivant la date d'acquisition et par conséquent, certains changements significatifs pourraient être apportés principalement aux immobilisations incorporelles, au goodwill et aux impôts différés. Les informations dont la Société disposait ont été affectées par la proximité de l'acquisition par rapport à sa fin d'année. Dans le cas où de nouvelles informations obtenues à propos de faits et circonstances qui existaient déjà à la date d'acquisition identifient des ajustements aux montants ci-dessous ou des provisions additionnelles qui existaient à la date d'acquisition, la comptabilisation de l'acquisition sera révisée.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Le tableau suivant présente un résumé préliminaire des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. Initialement, la transaction a été effectuée en dollars américains et convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

(Montants en millions de dollars canadiens)

Actifs acquis	
Créances	4
Stocks	13
Immobilisations corporelles	34
Immobilisations incorporelles	39
Goodwill	62
	<hr/>
	152
Passifs repris	
Comptes créditeurs	1
Autres passifs à long terme	3
Passifs d'impôt différé	19
	<hr/>
	23
Total des actifs nets acquis et des passifs repris	<hr/>
	129
Contrepartie de l'acquisition	<hr/>
	129

Les créances clients comprennent les montants contractuels bruts exigibles de quatre millions \$, considérés comme recouvrables à la date d'acquisition.

L'évaluation des immobilisations incorporelles, effectuée par la Société, a notamment permis d'identifier des relations clients, d'une durée d'utilité de 12 ans. Les hypothèses importantes utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, incluent la croissance des ventes d'une année sur l'autre, le taux d'actualisation et la marge sur le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le goodwill n'est pas déductible à des fins fiscales américaines et représente la valeur économique future associée à l'amélioration du réseau d'approvisionnement, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est attribué à des UGT, telles que définies dans les conventions comptables de la Société. Le goodwill a été attribué à une UGT définie comme usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

Durant la période allant du 19 novembre 2021 au 31 décembre 2021, les ventes et le résultat net de Cahaba Pressure et Cahaba Timber étaient respectivement de six millions \$ et de moins d'un million \$.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

5 Créances

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Créances clients	218	194
Moins : Provision pour les pertes de crédit attendues	—	(1)
Créances clients, montant net	218	193
Autres créances	12	15
	230	208

Le classement par échéance des créances clients s'établit comme suit :

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Courantes	148	147
En souffrance - de 1 à 30 jours	41	26
En souffrance - de 31 à 60 jours	10	11
En souffrance - de plus de 60 jours	19	10
	218	194

Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu, avec certaines institutions financières, des facilités qui lui permettent de vendre, sans recours de crédit, des créances clients admissibles aux institutions financières concernées. Au cours l'exercice clos le 31 décembre 2021, des créances clients pour un montant de 219 millions \$ (146 millions \$ en 2020) ont été vendues dans le cadre de ces facilités.

6 Stocks

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Matières premières	692	693
Produits finis	414	382
	1 106	1 075

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

7 Immobilisations corporelles

(Montants en millions de dollars canadiens)	Terrains	Immeubles	Équipement de production	Matériel roulant	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2020						
Coût	57	131	488	31	18	725
Cumul des amortissements	—	(26)	(99)	(21)	(11)	(157)
Valeur comptable nette	57	105	389	10	7	568
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020						
Valeur comptable nette d'ouverture	57	105	389	10	7	568
Entrées	2	3	34	—	4	43
Sorties / dépréciation	—	—	(2)	(1)	—	(3)
Dotations aux amortissements	—	(4)	(17)	(2)	(3)	(26)
Écarts de change	(1)	(1)	(6)	—	—	(8)
Valeur comptable nette de clôture	58	103	398	7	8	574
Au 31 décembre 2020						
Coût	58	133	512	28	20	751
Cumul des amortissements	—	(30)	(114)	(21)	(12)	(177)
Valeur comptable nette	58	103	398	7	8	574
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021						
Valeur comptable nette d'ouverture	58	103	398	7	8	574
Acquisition d'entreprises	1	10	18	5	—	34
Entrées	2	5	37	2	2	48
Sorties / dépréciation	—	—	(1)	(1)	—	(2)
Dotations aux amortissements	—	(4)	(18)	(2)	(1)	(25)
Valeur comptable nette de clôture	61	114	434	11	9	629
Au 31 décembre 2021						
Coût	61	147	566	31	22	827
Cumul des amortissements	—	(33)	(132)	(20)	(13)	(198)
Valeur comptable nette	61	114	434	11	9	629

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

8 Contrats de location

L'état consolidé de la situation financière présente les montants suivants, en relation aux contrats de location :

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Actifs au titre du droit d'utilisation		
Matériel roulant	112	107
Terrains	21	24
Autres actifs	5	4
	138	135
Obligations locatives		
Obligations locatives courantes	35	33
Obligations locatives non courantes	109	106
	144	139

Le tableau qui suit présente un rapprochement des actifs au titre du droit d'utilisation, qui figurent dans les états consolidés de la situation financière, pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

Droit d'utilisation				
(Montants en millions de dollars canadiens)	Matériel roulant	Terrains	Autres actifs	Total
Au 1^{er} janvier 2020	82	28	6	116
Ajouts	50	—	1	51
Dispositions	(2)	—	—	(2)
Dotation aux amortissements	(31)	(4)	(3)	(38)
Réévaluation	10	—	—	10
Écarts de change	(2)	—	—	(2)
Au 31 décembre 2020	107	24	4	135
Ajouts	37	1	3	41
Dispositions	(1)	—	—	(1)
Dotation aux amortissements	(31)	(4)	(3)	(38)
Réévaluation	—	—	1	1
Au 31 décembre 2021	112	21	5	138

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Le tableau qui suit présente un rapprochement des obligations locatives, qui figurent dans les états consolidés de la situation financière, pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

Obligations locatives (Montants en millions de dollars canadiens)	Matériel roulant	Terrains	Autres actifs	Total
Au 1^{er} janvier 2020	82	30	6	118
Paiements exigibles aux termes des contrats de location	(32)	(4)	(3)	(39)
Charges financières	3	1	—	4
Ajouts	50	—	1	51
Paiements à la résiliation de contrats de location	(2)	—	—	(2)
Réévaluation	10	—	—	10
Écarts de change	(3)	—	—	(3)
Au 31 décembre 2020	108	27	4	139
Paiements exigibles aux termes des contrats de location	(32)	(4)	(3)	(39)
Charges financières	3	1	—	4
Ajouts	37	1	3	41
Paiements à la résiliation de contrats de location	(1)	—	—	(1)
Réévaluation	—	—	1	1
Écarts de change	(1)	—	—	(1)
Au 31 décembre 2021	114	25	5	144

La Société loue du matériel roulant (de l'équipement mobile, des véhicules routiers et des wagons de train), des terrains et d'autres actifs. Les contrats de location sont normalement conclus pour des périodes fixes de un à 10 ans et peuvent être assortis d'options de prolongation qui sont prises en compte s'il y a une certitude raisonnable que l'option sera exercée.

Les dispositions des contrats de location sont négociées sur une base individuelle et contiennent une grande variété de conditions. Les contrats de location n'imposent pas d'engagements, mais les actifs loués ne peuvent pas être utilisés pour garantir des emprunts.

Un certain nombre de contrats de location conclus à l'échelle de la Société sont assortis d'options de prolongation et de résiliation. Ces options visent à procurer la plus grande marge de manœuvre possible en matière de gestion de contrats. La majeure partie des options de prolongation et de résiliation ne peuvent être exercées que par la Société, et non pas par le bailleur concerné.

9 Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles consistent en des relations clients, un enregistrement de la créosote, des progiciels, des droits de coupe et des ententes de non-concurrence.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Les relations clients comprennent des ententes à long terme avec certains clients et les relations d'affaires existantes. Le coût d'acquisition a été établi en fonction des avantages futurs associés à ces relations.

Tests de dépréciation du goodwill

Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est attribué à des UGT qui reflètent la façon dont est effectué le suivi pour les besoins de gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT repose sur le calcul de la juste valeur diminuée des frais de vente. L'évaluation de la juste valeur est classée au niveau 3 selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur, basée sur les données dans la technique d'évaluation utilisée. Ce calcul utilise des projections des flux de trésorerie portant sur une période de cinq ans et dressés d'après les prévisions des revenus et des charges les plus récentes approuvées par la haute direction. Les projections de flux de trésorerie au-delà de cinq ans sont basées sur un taux de croissance ne dépassant pas la croissance du produit intérieur brut des pays concernés et supposent des taux d'un pourcent pour une période indéfinie pour la plupart des activités puisque la plupart des produits sont des marchandises (la croissance du volume est censée être compensée par des baisses de prix réelles). Les projections de flux de trésorerie après impôt sont actualisées selon un taux d'actualisation après impôt effectif de 8 %, basé sur des données antérieures et un coût moyen pondéré du capital au sein de l'industrie. Les hypothèses ayant servi au calcul de la juste valeur diminuée des frais de vente tiennent compte de la conjoncture économique actuelle.

La valeur comptable du goodwill est attribuée aux UGT suivantes :

UGT (Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel	198	136
Usines spécialisées dans le traitement des traverses de chemin de fer	143	144
	341	280

Tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée

L'enregistrement de la créosote est la seule immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée. Cet enregistrement procure à la Société le droit de fabriquer et de vendre de la créosote à son usine de Memphis, au Tennessee. La politique d'approvisionnement de la créosote de la Société est de fabriquer une portion de ses besoins et d'acheter le reste sur le marché. Il en résulte que l'enregistrement de la créosote procure l'avantage de pouvoir fabriquer la créosote, ce qui est plus économique que d'acheter sur le marché.

La valeur recouvrable de l'enregistrement de la créosote repose sur le calcul de la valeur d'utilité. Ce calcul utilise des projections des flux de trésorerie portant sur une période de cinq ans et dressés d'après les prévisions des économies de coûts les plus récentes approuvées par la haute direction. Les projections de flux de trésorerie au-delà de cinq ans sont basées sur un taux de croissance ne dépassant pas la croissance du produit intérieur brut des pays concernés et supposent des taux d'un pourcent pour une période indéfinie pour la plupart des activités puisque la plupart des produits sont des marchandises (la croissance du volume est censée être compensée par des baisses de prix réelles). Les projections de flux de trésorerie avant impôts sont actualisées selon un taux d'actualisation avant impôts effectif de 11 %.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

La valeur comptable nette des immobilisations incorporelles et du goodwill se présente comme suit :

(Montants en millions de dollars canadiens)	Immobilisations incorporelles						Total	Goodwill
	Relations clients	Enregistrement de la créosote	Progiciels	Droits de coupe	Ententes de non-concurrence	Autres		
Au 1^{er} janvier 2020								
Coût	159	40	12	7	17	12	247	285
Cumul des amortissements	(100)	—	(5)	(2)	(15)	(10)	(132)	—
Valeur comptable nette	59	40	7	5	2	2	115	285
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020								
Valeur comptable nette d'ouverture	59	40	7	5	2	2	115	285
Entrées	—	—	14	—	—	—	14	—
Dotations aux amortissements	(9)	—	(2)	—	(1)	—	(12)	—
Écarts de change	(1)	(1)	—	—	—	—	(2)	(5)
Valeur comptable nette de clôture	49	39	19	5	1	2	115	280
Au 31 décembre 2020								
Coût	121	39	26	7	6	12	211	280
Cumul des amortissements	(72)	—	(7)	(2)	(5)	(10)	(96)	—
Valeur comptable nette	49	39	19	5	1	2	115	280
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021								
Valeur comptable nette d'ouverture	49	39	19	5	1	2	115	280
Acquisition d'entreprises	38	—	—	—	—	1	39	62
Entrées	—	—	15	—	—	—	15	—
Dotations aux amortissements	(7)	—	(3)	—	(1)	—	(11)	—
Écarts de change	—	—	—	—	—	—	—	(1)
Valeur comptable nette de clôture	80	39	31	5	—	3	158	341
Au 31 décembre 2021								
Coût	158	39	40	7	—	10	254	341
Cumul des amortissements	(78)	—	(9)	(2)	—	(7)	(96)	—
Valeur comptable nette	80	39	31	5	—	3	158	341

10 Comptes créditeurs et charges à payer

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Comptes fournisseurs	57	55
Charges à payer	82	61
Autres montants à payer	23	21
	162	137

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

11 Dette à court terme

En 2021, la convention de prêt à demande a été modifiée pour augmenter le montant disponible en vertu de la facilité de crédit de 50 millions \$ US à 100 millions \$ US jusqu'au 30 juin 2021. La convention de prêt à demande a fourni un financement selon des conditions similaires à celles de la convention de crédit syndiqué (voir note 12(a)). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a résilié et annulé la facilité de prêt à demande.

En 2021, la Société a conclu une convention de prêt-relais à terme de 100 millions \$ US avec un prêteur faisant partie du système de crédit agricole des États-Unis. Durant la période de 12 mois close le 31 décembre 2021, la dette de 100 millions \$ US en vertu du prêt-relais à terme a été remboursée en totalité (voir note 12).

12 Dette à long terme

(Montants en millions de dollars canadiens)	Note	2021	2020
Facilités de crédit rotatif non garanties	12(a)(b)	252	271
Facilité de prêt à terme non garantie	12(b)	253	—
Billets de premier rang non garantis	12(c)	190	191
Facilité de crédit à terme non rotatif non garantie	12(a)	32	127
Billets à payer non garantis	12(d)	—	10
Billet à payer garanti	12(e)	5	5
Autres		2	3
		734	607
Frais de financement reportés		—	(1)
		734	606
Moins la partie courante de la dette à long terme		33	11
		701	595

a) Facilités de crédit syndiquées non garanties

Selon les modalités de la sixième convention de crédit syndiqué en date du 3 mai 2019, tel qu'amendé le 24 février 2020, le 30 octobre 2020 et le 30 juillet 2021 (la « convention de crédit syndiqué »), les facilités de crédit syndiquées suivantes ont été mises à la disposition de la Société par un syndicat de prêteurs : (i) une facilité de crédit rotatif non garantie d'un montant de 325 millions \$ US arrivant à maturité le 27 février 2026 et (ii) une facilité de crédit à terme non rotatif non garantie d'un montant de 25 millions \$ US arrivant à maturité le 28 février 2022. Au 31 décembre 2021, la convention de crédit syndiqué prévoyait un financement jusqu'à 350 millions \$ US et rend disponible une option d'accordéon. Sur demande, les emprunteurs peuvent augmenter le montant des facilités de crédit syndiquées en augmentant le montant de l'une ou de plusieurs des facilités de crédit syndiquées ou en ajoutant un ou plusieurs nouveaux prêts à terme à avance unique, dans chaque cas, jusqu'à concurrence d'un montant total de 350 millions \$ US, étant toutefois convenu qu'au plus cinq prêts à terme peuvent être en cours à

tout moment. Les emprunteurs peuvent obtenir de tels prêts à terme sur demande écrite et sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Les avances aux termes des facilités de crédit syndiquées peuvent être obtenues sous la forme de prêts au taux préférentiel en dollars canadiens, d'acceptations bancaires (« ABs »), de prêts au taux de base en dollars américains, de prêts LIBOR en dollars américains et de lettres de crédit. L'ajustement à la hausse du taux d'intérêt applicable aux prêts au taux préférentiel en dollars canadiens et aux prêts au taux de base en dollars américains varie entre 0,00 % et 1,25 % et l'ajustement à la hausse du taux d'intérêt applicable aux ABs, aux prêts LIBOR et aux lettres de crédit varie entre 1,00 % et 2,25 %, dans chaque cas basé sur un ratio d'endettement.

La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt de façon à réduire l'impact de la fluctuation des taux d'intérêt sur sa dette. Le détail de ces contrats de swap de taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2021 est décrit à la Note 20, *Instruments financiers et gestion des risques financiers*.

Au 31 décembre 2021, les emprunts par les entités canadiennes en dollars américains totalisaient 62 millions \$ (49 millions \$ US).

Afin de maintenir en place les facilités de crédit syndiquées, la Société doit respecter certains engagements de faire et de ne pas faire, certains engagements relatifs à l'information ainsi que des ratios financiers. La Société doit maintenir un ratio dette nette/BAIIA ne devant pas excéder 3,50:1 et un ratio de couverture des intérêts devant être égal ou supérieur à 3,00:1, qui sont évalués sur une base trimestrielle. Au 31 décembre 2021, la Société respectait la totalité de ses engagements et de ses ratios financiers.

b) **Facilités de crédit agricole de premier rang non garanties des États-Unis**

Le 29 avril 2021 (la « date de clôture »), la Société a conclu une convention de crédit (la « convention de crédit agricole américain ») aux termes de laquelle des facilités de crédit de premier rang non garanties d'un montant total pouvant atteindre 350 millions \$ US ont été mises à la disposition de la Société par un syndicat de prêteurs du système de crédit agricole des États-Unis. La convention de crédit agricole américain prévoit une facilité de prêt à terme d'un montant pouvant atteindre 250 millions \$ US, assortie d'une période de prélèvements différée d'au plus trois ans et d'un choix d'échéances allant de cinq à 10 ans à compter de la date de prélèvement, pour autant que l'échéance finale de tout prêt à terme ne survienne pas plus de 10 ans après la date de clôture (la « facilité de prêt à terme »), ainsi qu'une facilité de crédit rotatif de cinq ans d'un montant pouvant atteindre 100 millions \$ US venant à échéance le 29 avril 2026 (la « facilité de crédit rotatif »). À la date de clôture, un prélèvement de 100 millions \$ US a été effectué aux termes de la facilité de crédit rotatif, et cette somme a été affectée au remboursement de la totalité du prêt-relais à terme. La Société a également une option non engagée lui permettant d'augmenter le montant des facilités de crédit de premier rang non garanties jusqu'à un montant additionnel de 150 millions \$ US, sous réserve de certaines modalités et conditions.

Les obligations aux termes des facilités de crédit de premier rang non garanties sont cautionnées par Stella-Jones Inc. et certaines filiales de la Société. Les taux d'intérêt aux termes de la facilité de crédit rotatif sont fondés, au gré de la Société, sur un taux variable qui s'appuie sur le LIBOR ou sur un taux de base, dans chaque cas majoré d'une marge par rapport à l'indice. La facilité de prêt à terme porte intérêt, au gré de la Société, à un taux variable qui s'appuie sur le LIBOR ou à un taux de base, dans chaque cas majoré d'une marge par rapport à l'indice, ou à un taux fixe fondé sur le coût de financement du système

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

de crédit agricole, majoré d'une marge applicable établie au moment de chaque avance. Le taux de base est le taux le plus élevé entre : (i) le taux préférentiel; et (ii) le taux s'appliquant aux fonds fédéraux majoré de 0,5 %. La marge applicable par rapport à l'indice fluctue chaque trimestre en fonction a) du ratio dette nette/BAIIA de la Société; et b) de la date d'échéance des prêts, dans le cas des prêts aux termes de la facilité de crédit à terme. La marge applicable à la facilité de crédit rotatif varie de 0,5 % à 1,25 % pour les prêts dont le taux est fondé sur le taux de base, et de 1,5 % à 2,25 % pour les prêts dont le taux est fondé sur le LIBOR. La marge applicable par rapport à l'indice aux prêts (à taux variable) consentis en vertu de la facilité de prêt à terme varie de 0,5 % à 1,5 % pour les prêts dont le taux est fondé sur le taux de base, et de 1,5 % à 2,5 % pour les prêts dont le taux est fondé sur le LIBOR. La marge applicable par rapport au coût de financement du système de crédit agricole aux prêts à taux fixe consentis en vertu de la facilité de prêt à terme varie de 1,5 % à 1,75 % en fonction de la date d'échéance de chaque avance. En ce qui concerne les 125 millions \$ US de prêts à terme flottants empruntés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société et le syndicat de prêteurs agricoles ont convenu de fixer la marge applicable par rapport à l'indice à 1,725 %, sous réserve que la Société conclue un contrat de swap de taux d'intérêt. Les détails du contrat de swap de taux d'intérêt sont fournis dans la note 20, *Instruments financiers et gestion des risques financiers*.

Les facilités de crédit de premier rang non garanties sont admissibles à des ristournes. Les ristournes représentent des distributions de profits par les prêteurs du système de crédit agricole, qui sont des coopératives tenues de distribuer les profits à leurs membres. Les ristournes, en espèces, sont reçues dans l'année suivant leur acquisition. Les ristournes futures sont tributaires des profits futurs des prêteurs du système de crédit agricole et sont distribuées au gré de chaque prêteur.

Outre le paiement d'intérêts sur la dette en cours aux termes des facilités de crédit de premier rang non garanties, des frais sont payables à l'égard du crédit inutilisé en fonction de l'utilisation quotidienne moyenne pour le trimestre de l'exercice précédent; ces frais varient de 0,15 % à 0,35 % par année aux termes de la facilité de crédit rotatif et sont de 0,20 % aux termes de la facilité de prêt à terme pendant la période d'avance différée.

De temps à autre, la Société peut, à son gré, rembourser par anticipation les prêts aux termes de la facilité de crédit rotatif et les prêts aux termes de la facilité de prêt à terme, à l'exception des prêts à terme à taux fixe, sans aucune prime ni pénalité mais moyennant des frais de résiliation, le cas échéant, dans le cas des prêts dont le taux est fondé sur le LIBOR. Si la totalité ou une partie d'un prêt à terme à taux fixe est remboursée par anticipation, une prime de remboursement par anticipation peut s'appliquer. Les sommes remboursées sur la facilité de prêt à terme ne peuvent être réempruntées ultérieurement. La Société peut emprunter, rembourser et réemprunter des sommes en capital aux termes de la facilité de crédit rotatif jusqu'au 28 avril 2026.

Aux termes de la convention de de crédit agricole américain, la Société est tenue de maintenir (i) un ratio dette nette/BAIIA d'au plus 3,50:1; (ii) un ratio de couverture des intérêts égal ou supérieur à 3,00:1; et (iii) un ratio dette prioritaire sur capitaux propres d'au plus 15 %, qui sont évalués sur une base trimestrielle. Au 31 décembre 2021, la Société respectait la totalité de ses engagements et de ses ratios financiers.

En outre, la convention de crédit agricole américain contient les engagements usuels de faire, y compris, sans s'y limiter, en ce qui concerne la communication de l'information, notamment financière, à l'agent administratif, la remise d'un avis à l'agent administratif si certains événements importants surviennent, le maintien de la personnalité juridique et des autorisations, le maintien des polices d'assurance, le respect des lois, l'utilisation des fonds avancés et le paiement des taxes et impôts et autres créances. Les facilités

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

de crédit de premier rang non garanties contiennent les déclarations, garanties et cas de défaut usuels et contiennent des conditions d'usage concernant les délais de grâce et les exigences en matière d'avis.

c) Billets de premier rang non garantis

Le 17 janvier 2017, la Société a réalisé un placement privé de 150 millions \$ US auprès d'investisseurs américains. Au terme de ce placement privé, la Société a conclu une convention d'achat de billets prévoyant l'émission par Stella-Jones Inc. de billets de premier rang série A d'une valeur de 75 millions \$ US portant intérêt à 3,54 % et payables en un seul versement à l'échéance le 17 janvier 2024 et de billets premier rang série B d'une valeur de 75 millions \$ US portant intérêt à 3,81 % et payables en un seul versement à l'échéance le 17 janvier 2027. Les billets sont non garantis et le produit tiré de leur émission a été affecté au remboursement d'une partie du crédit rotatif alors en cours. Les billets ont été désignés comme couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers.

Afin de maintenir en place les billets, la Société doit respecter certains engagements de faire et de ne pas faire, certains engagements relatifs à l'information ainsi que des engagements financiers qui consistent en un ratio dette nette/BAIIA ne devant pas excéder 3,50:1, un ratio de couverture des intérêts devant être égal ou supérieur à 2,50:1 et un ratio d'endettement prioritaire sur fonds propres ne dépassant pas 15 %, qui sont évalués sur une base trimestrielle. Au 31 décembre 2021, la Société respectait ses engagements et ses ratios financiers.

d) Billets à payer non garantis

Aux termes de l'acquisition de deux entreprises datée du 3 juin 2016, la Société a endossé deux billets à payer non garantis totalisant 18 millions \$ (14 millions \$ US) portant intérêt au taux de 1,41 %. Les billets ont été initialement constatés à une juste valeur totalisant 15 millions \$ (12 millions \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 5,00 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur des billets est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet. Les billets à payer, y compris les intérêts, ont été remboursés en totalité en 2021.

e) Billet à payer garanti

Aux termes de l'acquisition d'une entreprise datée du 3 juin 2016, la Société a pris en charge un billet à payer portant intérêt au taux de 5,76 %, garanti par le terrain de l'usine de Pineville et ayant un solde de 8 millions \$ (6 millions \$ US). Le billet a été initialement constaté à une juste valeur de 9 millions \$ (7 millions \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 4,00 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet. Le billet est payable trimestriellement jusqu'en juillet 2028.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

- f) Les obligations de remboursement de la dette à long terme se présentent comme suit pour les cinq prochains exercices et par la suite :

(Montants en millions de dollars canadiens)	Principal
2022	33
2023	1
2024	96
2025	1
2026	276
Par la suite	327
	734

- g) La juste valeur globale de la dette à long terme de la Société a été estimée à 747 millions \$ au 31 décembre 2021 (619 millions \$ en 2020) selon l'actualisation des flux de trésorerie futurs selon les taux d'intérêt offerts à la Société pour des émissions comportant des modalités et des échéances moyennes similaires.

13 Provisions et autres passifs non courants

(Montants en millions de dollars canadiens)	Provisions			Autres passifs non courants			
	Restauration de sites	Autres	Total	Régime de paiements fondés sur des actions	Ententes de non-concurrence à payer	Total	Total
Solde au 1^e janvier 2020	9	2	11	5	3	8	19
Entrées	6	8	14	5	—	5	19
Renversement de provisions	—	(1)	(1)	—	—	—	(1)
Paiements	(3)	(1)	(4)	—	(2)	(2)	(6)
Solde au 31 décembre 2020	12	8	20	10	1	11	31
Acquisition d'entreprises	3	—	3	—	—	—	3
Entrées	4	—	4	4	—	4	8
Renversement de provisions	—	—	—	—	—	—	—
Paiements	(3)	(2)	(5)	(10)	(1)	(11)	(16)
Solde au 31 décembre 2021	16	6	22	4	—	4	26
Partie courante	3	6	9	2	—	2	11
Partie non courante	13	—	13	2	—	2	15
	16	6	22	4	—	4	26

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Les régimes de paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie de la Société consistent en un régime d'unité d'actions incessibles, un régime d'unité d'actions liées au rendement et un régime d'actions différés.

Unités d'actions incessibles (« UAI ») et unités d'actions liées au rendement (« UAR »)

Dans le cadre du régime d'unités d'actions (« RUA »), approuvé par le conseil d'administration de la Société en décembre 2019, des UAI et des UAR sont octroyées à certains hauts dirigeants et membres clés du personnel de la Société. En vertu du RUA, les UAI et les UAR donnent aux porteurs le droit de recevoir un paiement en trésorerie correspondant au prix de clôture moyen des actions ordinaires de la société à la TSX pour les cinq jours de bourse précédant la date d'acquisition, multiplié par un facteur de l'ordre de 0 % à 200 %, en fonction de l'atteinte des critères de performance et/ou des conditions du marché établis aux termes du régime, à condition que la personne soit toujours à l'emploi de la société au moment de l'acquisition. Les UAI sont acquises au prorata sur une période de trois ans et les UAR sont versées trois ans après la date d'attribution. Le RUA remplace le régime incitatif à long terme antérieur.

La variation des UAI en circulation s'établit comme suit :

	2021	2020
UAI en circulation - ouverture de l'exercice	266 750	270 238
Octroyées	64 517	—
Acquises	(213 855)	—
Annulées	(13 449)	(3 488)
UAI en circulation - clôture de l'exercice	103 963	266 750

Au 31 décembre 2021, les UAI en circulation comprenaient 44 789 UAI (52 894 UAI au 31 décembre 2020) octroyées en vertu du régime antérieur.

La variation des UAR en circulation s'établit comme suit :

	2021	2020
UAR en circulation - ouverture de l'exercice	—	—
Octroyées	32 258	—
Annulées	(2 860)	—
UAR en circulation - clôture de l'exercice	29 398	—

Unités d'actions différées (« UAD »)

Les UAD permettent aux administrateurs non-membres de la direction de recevoir un montant de participation minimum sous forme de UAD et peuvent également choisir d'ajouter une portion de leurs honoraires à titre d'administrateur. Cette rémunération différée est par la suite convertie en UAD en se basant sur le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la TSX pendant les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date à laquelle cette rémunération devient payable à l'administrateur non-membre de la direction. Toutes les UAD deviennent acquises et sont réglées en espèces au moment où un administrateur non-membre de la direction cesse d'être un membre du conseil.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

La variation des UAD en circulation s'établit comme suit :

	2021	2020
UAD en circulation - ouverture de l'exercice	6 375	2 126
Octroyées	13 756	4 249
UAD en circulation - clôture de l'exercice	20 131	6 375

14 Informations sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente l'évolution des obligations liées aux activités de financement pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

(Montants en millions de dollars canadiens)	Obligations liées aux activités de financement				Total
	Dette à court terme	Dette à long terme	Facilités de crédit rotatif	Obligations locatives	
Solde au 1^{er} janvier 2020	—	(350)	(254)	(118)	(722)
Flux de trésorerie, nets	—	8	(20)	35	23
Ajustements dus au taux de change	—	7	3	3	13
Ajouts d'obligations locatives	—	—	—	(51)	(51)
Autres variations sans effet de trésorerie	—	—	—	(8)	(8)
Solde au 31 décembre 2020	—	(335)	(271)	(139)	(745)
Flux de trésorerie, nets	(2)	(142)	13	35	(96)
Ajustements dus au taux de change	2	(5)	6	1	4
Ajouts d'obligations locatives	—	—	—	(41)	(41)
Solde au 31 décembre 2021	—	(482)	(252)	(144)	(878)

15 Capital-actions, résultat par action et dividendes

Le tableau suivant présente le nombre d'actions ordinaires en circulation pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021	2020
Nombre d'actions ordinaires en circulation à l'ouverture de l'exercice	66 187 404	67 466 709
Rachat d'actions ordinaires	(2 447 419)	(1 331 455)
Régime d'options d'achats d'actions	—	15 000
Régimes d'achat d'actions des employés	33 267	37 150
Nombre d'actions ordinaires en circulation à la clôture de l'exercice	63 773 252	66 187 404

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

a) Capital-actions

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées, pouvant être émises en série.

Toutes les actions émises sont entièrement libérées. Les actions ordinaires confèrent à leurs porteurs le droit d'être convoqués, d'assister et de voter à toutes les assemblées des actionnaires et de toucher des dividendes, sous réserve des droits prioritaires des actions privilégiées et de toutes autres actions ayant un rang supérieur aux actions ordinaires. Aucune action privilégiée n'est émise actuellement.

b) Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 9 mars 2021, la Société a obtenu l'approbation de la TSX pour modifier l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPR ») acceptée par la TSX le 4 août 2020 dans le but d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées aux fins d'annulation pour le faire passer de 2 500 000 à 3 500 000 actions ordinaires pour la période commençant le 10 août 2020 et se terminant le 9 août 2021 (« l'OPR 2020-2021 »). Cette modification à l'OPR 2020-2021 était effective le 15 mars 2021.

Le 8 novembre 2021, la TSX a accepté l'avis d'intention de Stella-Jones de procéder à une OPR visant l'achat, aux fins d'annulation, de jusqu'à 4 000 000 d'actions ordinaires au cours de la période de 12 mois commençant le 12 novembre 2021 et se terminant le 11 novembre 2022, ce qui représente environ 8 % de ses actions ordinaires détenues par le public (« l'OPR 2021-2022 »).

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a racheté aux fins d'annulation 1 725 871 actions ordinaires sous l'OPR 2020-2021 (1 331 455 actions ordinaires au 31 décembre 2020) et 721 548 actions ordinaires sous l'OPR 2021-2022, pour une contrepartie en argent de 108 millions \$ (60 millions \$ en 2020), ce qui représente un prix moyen par action ordinaire de 44,14 \$. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le capital-actions de la Société a été réduit de huit millions \$ (quatre millions \$ en 2020) et les 100 millions \$ restants (56 millions \$ au 31 décembre 2020) ont été comptabilisés comme une réduction des résultats non distribués.

c) Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») à l'intention des administrateurs, des membres de la direction et des employés, en vertu duquel le conseil d'administration ou un comité nommé à cette fin (le « comité ») pourra, de temps à autre, attribuer aux administrateurs, aux membres de la direction ou aux employés de la Société, des options d'achat d'actions ordinaires selon le nombre, les modalités et les prix d'exercice que le conseil d'administration ou ce comité pourra déterminer.

Le nombre total d'actions ordinaires à l'égard desquelles des options pourront être attribuées est de 4 800 000. Chaque option peut être exercée durant une période déterminée par le conseil d'administration ou le comité et la durée de l'option ne pourra dépasser 10 ans. La Société n'a pas attribué d'option d'achat d'action depuis 2015 et toutes les options en circulation expirent en 2025.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Le tableau suivant présente la variation du nombre d'options en circulation en vertu du régime :

	2021		2020	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré d'exercice* \$	Nombre d'options	Prix moyen pondéré d'exercice* \$
En circulation - ouverture de l'exercice	30 000	49,01	45 000	40,05
Exercées	—	—	(15 000)	22,13
En circulation et pouvant être exercées - clôture de l'exercice	30 000	49,01	30 000	49,01

* Le prix d'exercice est présente en dollars par option.

Les options en circulation au 31 décembre 2021 en vertu du régime ont été attribuées en novembre 2015.

d) Régimes d'achat d'actions des employés

Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour les régimes d'achat d'actions des employés de la Société s'élève à 1 300 000.

Les employés qui résident au Canada peuvent acheter des actions ordinaires de la Société à un prix équivalent à 90,00 % de la valeur du marché. Les employés qui détiennent des actions ordinaires en vertu du régime d'achat d'actions des employés pendant les 18 mois suivant la date d'acquisition reçoivent des actions ordinaires supplémentaires de la Société d'une valeur équivalant à 10,00 % du montant de leurs cotisations faites à la date d'acquisition. En 2021, 20 118 actions ordinaires (21 562 en 2020) ont été émises aux employés résidant au Canada, à un prix moyen 37,95 \$ par action (33,00 \$ en 2020).

Les employés qui résident aux États-Unis peuvent acheter des actions ordinaires de la Société à un prix équivalent à la valeur du marché. Les employés qui détiennent des actions ordinaires en vertu du régime d'achat d'actions des employés pendant les 18 mois suivant la date d'acquisition reçoivent des actions ordinaires supplémentaires de la Société d'une valeur équivalant à 10,00 % du montant de leurs cotisations faites à la date d'acquisition. En 2021, 13 149 actions ordinaires (15 588 en 2020) ont été émises aux employés résidant aux États-Unis, à un prix moyen de 40,73 \$ par action (35,87 \$ en 2020).

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

e) Résultat par action

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action ordinaire et du résultat dilué par action ordinaire :

(Montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par actions)	2021	2020
Résultat net se rapportant aux actions ordinaires	227 \$	210 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation*	65,0	67,3
Effet dilutif des options d'achat d'actions*	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation*	65,0	67,3
Résultat de base et dilué par action ordinaire	3,49 \$	3,12 \$

* Le nombre d'actions est exprimé en millions.

f) Dividendes

En 2021, la Société a versé des dividendes de 47 millions \$ (40 millions \$ en 2020), soit des dividendes déclarés par action ordinaire de 0,72 \$ (0,60 \$ en 2020).

16 Classement des charges par nature

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Matières premières et consommables	1 936	1 759
Charges au titre des avantages du personnel	173	162
Dotation aux amortissements	74	76
Autres charges engagées lors du processus de fabrication	52	47
Frais de transport	139	143
Autres frais	50	55
	2 424	2 242
(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Charges au titre des avantages du personnel		
Traitements, salaires et avantages	158	148
UAI/UAR	4	5
Charges au titre des prestations de retraite	3	2
Régimes enregistrés de retraite collectifs	8	7
	173	162

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Les charges au titre des avantages du personnel sont prises en compte dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration.

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Charges financières		
Intérêts sur la dette à long terme et désactualisation des frais de financement reportés	19	21
Intérêts sur obligations locatives	4	4
	23	25

17 Impôts sur le résultat

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Impôts sur le résultat exigibles		
Impôts exigibles sur le résultat de l'exercice	63	68
Ajustements au titre des exercices précédents	1	(2)
Total des impôts sur le résultat exigibles	64	66
Impôts sur le résultat différés		
Naissance et renversement des écarts temporaires	14	5
Ajustements au titre des exercices précédents	(2)	3
Total des impôts sur le résultat différés	12	8
Charge d'impôts sur le résultat	76	74
Réconciliation du taux d'impôt effectif		
(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Résultat avant impôts	303	284
Taux d'impôt statutaire du Canada (combiné fédéral et provinces)	25,91 %	25,98 %
Dépense d'impôts sur le résultat selon le taux statutaire	79	74
Incidence fiscale des éléments suivants :		
Différence des taux applicables aux filiales étrangères	(1)	(1)
Réévaluation des impôts sur le résultat différés - changement de taux	(1)	1
Ajustements au titre des exercices précédents	(1)	1
Autres	—	(1)
Charge d'impôts sur le résultat	76	74

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Actifs et passifs d'impôt différé

Durant les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, la variation des écarts temporels se présente comme suit :

(Montants en millions de dollars canadiens)	Au 31 décembre 2020	Comptabilisés dans l'état du résultat net	Comptabilisés aux autres éléments du résultat global	Acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises	Au 31 décembre 2021
Immobilisations corporelles	(94)	(1)	—	(9)	(104)
Immobilisations incorporelles	(27)	(8)	—	(10)	(45)
Réserves	11	(3)	—	—	8
Prestations de retraite différées	4	—	(1)	—	3
Autres	2	—	(1)	—	1
Passifs d'impôt différé, montant net	(104)	(12)	(2)	(19)	(137)

	Au 31 décembre 2019	Comptabilisés dans l'état du résultat net	Comptabilisés aux autres éléments du résultat global	Comptabilisés dans les écarts de conversion	Au 31 décembre 2020
Immobilisations corporelles	(88)	(8)	—	2	(94)
Immobilisations incorporelles	(25)	(2)	—	—	(27)
Réserves	8	3	—	—	11
Prestations de retraite différées	3	—	1	—	4
Autres	1	—	1	—	2
Actifs (passifs) d'impôt différé, montant net	(101)	(7)	2	2	(104)

Au 31 décembre 2021, la Société n'a pas comptabilisé des actifs d'impôt différé pour un montant de 6 millions \$ (6 millions \$ en 2020) relativement à des pertes en capital s'élevant à 44 millions \$ (44 millions \$ en 2020) qui peuvent être reportées indéfiniment contre des futurs gains en capital.

Des passifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés au titre des retenues d'impôt et autres impôts qui seraient exigibles relativement aux résultats non distribués de certaines filiales. Il n'est pas attendu que ces montants s'inversent dans un avenir prévisible. Les résultats non distribués totalisaient 775 millions \$ au 31 décembre 2021 (635 millions \$ en 2020).

18 Avantages postérieurs à l'emploi

La Société constate des dépenses pour plusieurs types d'avantages sociaux futurs. Pour ses installations canadiennes, la Société contribue à trois régimes de retraite à prestations définies pour des salariés et certains

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

employés non syndiqués à salaire horaire et à un régime interentreprises pour certains employés à salaire horaire. Un régime d'avantages postérieurs à l'emploi est offert à certains retraités et est composé d'assurance soins médicaux et dentaires, d'assurance-vie et d'avantages complémentaires de retraite. Les régimes de retraite à prestations définies et le régime d'avantages postérieurs à l'emploi sont fermés aux nouveaux participants.

Pour ses installations américaines, Stella-Jones Corporation, une filiale en propriété exclusive de la Société, contribue à deux régimes de retraite à prestations définies. Seulement un de ses régimes de retraite est toujours ouvert à de nouveaux participants.

Tous les autres employés actifs ont droit à un régime enregistré de retraite collectif auquel la Société cotise pour une valeur équivalente à une fois et demie la cotisation des employés. La cotisation de la Société ne peut dépasser 6,00 % du salaire annuel de base de l'employé.

La dépense pour les avantages sociaux futurs a été comptabilisée comme suit :

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Cotisations aux régimes enregistrés de retraite collectifs	8	7
Régimes de retraite à prestations définies	2	1
Cotisations au régime interentreprises	1	1
	11	9

Le montant net présenté à l'état consolidé de la situation financière se détaille comme suit :

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi		
Passif non courant :		
Obligation nette liée aux régimes de retraite à prestations définies	(10)	(12)
Obligation liée au régime d'avantages postérieurs à l'emploi	(3)	(3)
	(13)	(15)

Les régimes de retraite à prestations définies canadiens de la Société établissent les prestations de retraite en fonction du nombre d'années de service et du salaire moyen de fin de carrière. Les régimes de retraite à prestations définies de Stella-Jones Corporation établissent les prestations de retraite en fonction du nombre d'années de service et d'un montant fixe payable mensuellement. Le régime d'avantages postérieurs à l'emploi est sans capitalisation.

La Société constate son obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur de l'actif des régimes aux fins de comptabilité au 31 décembre de chaque année.

La variation de l'obligation au titre des prestations constituées relative au régime d'avantages postérieurs à la retraite pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 était de moins d'un million \$ (un million \$ en 2020). Le tableau

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

qui suit présente les informations financières relatives aux régimes de retraite à prestations définies, autres que le régime interentreprises :

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Obligation au titre des prestations constituées		
Solde à l'ouverture de l'exercice	39	34
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1	1
Coût financier	1	1
Prestations versées	(1)	(1)
Écarts actuariels		
Ajustements liés aux hypothèses démographiques	1	1
Ajustements liés aux hypothèses financières	(3)	3
Solde à la clôture de l'exercice	38	39
Actif des régimes		
Juste valeur à l'ouverture de l'exercice	27	26
Revenu d'intérêts sur les actifs	—	1
Rendement des actifs excluant le revenu d'intérêts	1	—
Cotisations de l'employeur	1	1
Prestations versées	(1)	(1)
Juste valeur à la clôture de l'exercice	28	27
Obligation nette au titre des prestations constituées	(10)	(12)

Les risques associés aux régimes à prestations définies de la société sont similaires à ceux des régimes d'avantages sociaux classiques, notamment le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque de change et le risque de longévité. Les risques les plus importants sont l'exposition à la volatilité des actifs et aux variations des rendements des obligations. Des rendements des investissements plus faibles que prévu et une baisse des rendements des obligations de sociétés augmenteront le passif net des prestations et détérioreront la situation de capitalisation des régimes.

Une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation augmenterait de deux millions \$ l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2021.

Pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022, les cotisations prévues aux régimes de retraite à prestations définies sont d'un million \$.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Les composantes des coûts des régimes de retraite à prestations définies de la Société sont les suivantes :

État consolidé du résultat net

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1	1
Coût financier	1	1
Revenu d'intérêts sur les actifs	—	(1)
Total des coûts comptabilisés	2	1

État consolidé du résultat global

Écarts actuariels	3	(4)
Total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global avant impôts	3	(4)

Cumul des écarts actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global

Solde des écarts actuariels aux 1 ^{er} janvier	(8)	(5)
Écarts actuariels nets comptabilisés durant l'exercice, nets d'impôt	2	(3)
Solde des écarts actuariels au 31 décembre	(6)	(8)

Les hypothèses moyennes pondérées importantes sont les suivantes :

	Régimes de retraite à prestations définies		Régime d'avantages postérieurs à l'emploi	
	2021	2020	2021	2020
	%	%	%	%
Obligation au titre des prestations constituées aux 31 décembre				
Taux d'actualisation	3,00	2,50	3,10	2,50
Taux d'augmentation de la rémunération	3,00	3,00	n/a	n/a
Coût des prestations des exercices clos les 31 décembre				
Taux d'actualisation	2,50	3,10	2,50	3,10

Le pourcentage de l'actif des régimes de retraite à prestations définies est composé comme suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	2021	2020
	%	%
Titres de participation cotés	25	29
Titres de créance cotés	45	43
Contrats d'assurance garantis	29	27
Placements à court terme et trésorerie	1	1
	100 %	100 %

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

19 Engagements et éventualités

- a) La Société a émis des garanties de 30 millions \$ (27 millions \$ en 2020) en vertu de lettres de crédit et de diverses cautions de soumission et de garantie de bonne exécution. La direction de la Société ne croit pas probable que ces garanties seront exigibles et n'a donc enregistré aucune provision relative à celles-ci dans les états financiers consolidés.
- b) Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements fédéraux et provinciaux canadiens ainsi qu'à ceux du gouvernement fédéral et des états américains en matière d'environnement qui régissent, entre autres, les émissions atmosphériques, la gestion des déchets et le rejet d'effluents. La Société prend des mesures pour se conformer à ces lois et règlements. Par contre, ces mesures sont soumises aux incertitudes relatives aux changements dans les exigences légales, à leur mise en application et au développement des procédés technologiques.

20 Instruments financiers et gestion des risques financiers

Valeur comptable et juste valeur

La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et de ses passifs financiers courants se rapprochait de leur valeur comptable à la date de l'état consolidé de la situation financière étant donné que ces instruments arrivent à échéance à court terme. La juste valeur des créances non courantes et des passifs financiers de la Société portant intérêt se rapproche également de leur valeur comptable à moins d'indication contraire présentée ailleurs dans les états financiers consolidés.

Les justes valeurs des contrats de swap de taux d'intérêt a été établie et comptabilisée en confirmant les valeurs au marché auprès de tierces parties au 31 décembre 2021 et 2020. Ce type d'évaluation est de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur, conformément à IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir*. La description de chaque niveau de cette hiérarchie est définie comme suit :

- Niveau 1 : Les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques.
- Niveau 2 : Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour les actifs ou les passifs, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix).
- Niveau 3 : Les données relatives aux actifs ou aux passifs qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Le tableau qui suit présente un sommaire des justes valeurs :

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Actif non courant		
Contrats de swap de taux d'intérêt	3	—
	3	—
Passif courant		
Contrats de swap de taux d'intérêt	—	2
	—	2

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque qu'une partie à un instrument financier crée une perte financière à une contrepartie parce qu'elle n'est pas en mesure de s'acquitter de ses obligations. Au 31 décembre 2021, le risque de crédit de la Société consiste principalement en la valeur comptable des créances et des instruments financiers dérivés.

Le risque de crédit en relation avec les instruments financiers dérivés est minimisé en faisant affaire avec des institutions financières solvables.

L'importance de ce risque pour la Société dépend essentiellement des caractéristiques de chaque client. La direction de la Société est d'avis que ce risque est limité, car elle traite majoritairement avec des fournisseurs de services publics de grande envergure, des exploitants de chemin de fer de catégorie 1 et de grands détaillants ainsi qu'avec d'autres grandes entreprises.

La direction de la Société a établi une politique de crédit selon laquelle le profil de chaque nouveau client est étudié avant que les modalités habituelles de paiement et de livraison ne soient offertes. L'étude de crédit comprend l'examen des notations externes, lorsque disponibles, ainsi que des références prises auprès d'autres fournisseurs. Chaque client a une limite d'achat, qui représente un crédit maximal préautorisé par la direction. Une revue mensuelle de l'âge des créances est faite par la direction pour chaque point de vente. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences de crédit à la suite de l'évaluation peuvent uniquement traiter avec la Société sur une base de prépaiement.

La Note 5 fournit des détails sur l'âge des créances et la provision pour pertes de crédit attendues aux 31 décembre 2021 et 2020. Le plus grand client de la Société avait des ventes représentant 19 % des ventes totales pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (19 % en 2020) et un solde des créances de 10 millions \$ au 31 décembre 2021 (11 millions \$ en 2020). Les ventes de ce client sont incluses dans la catégorie du bois à usage résidentiel.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'à long terme elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte à sa réputation.

La Société s'assure d'avoir en place les facilités de crédit nécessaires pour financer les besoins de fonds de roulement, régler les dépenses opérationnelles et s'acquitter de ses obligations financières. Les stocks constituent un élément important du fonds de roulement, en raison des longues périodes nécessaires pour sécher le bois à l'air libre, ce qui peut parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente ne soit conclue.

Les activités d'exploitation de la Société sont la première source de trésorerie. La Société détient également des facilités de crédit (Note 12(a)(b)) qui peuvent être utilisées pour répondre aux besoins du fonds de roulement ainsi qu'aux besoins généraux de la Société. Au 31 décembre 2021, un montant de 266 millions \$ (210 millions \$ US) (126 millions \$ (99 millions \$ US) en 2020) était disponible sur les facilités de crédit rotatif de la Société et un

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

montant de 63 millions \$ (50 millions \$ US) était disponible en vertu de la facilité de prêt à terme de la convention de crédit agricole américain.

Le tableau suivant détaille les échéances liées aux passifs financiers aux 31 décembre :

(Montants en millions de dollars
canadiens)

2021

	Valeurs comptables	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	Années 2 et 3	Années 4 et 5	Plus de 5 ans
Comptes créditeurs et charges à payer	162	162	162	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme*	734	828	52	133	306	337
Paiements minimaux en vertu d'obligations locatives	144	157	39	55	32	31
	1 040	1 147	253	188	338	368

2020

	Valeurs comptables	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	Années 2 et 3	Années 4 et 5	Plus de 5 ans
Comptes créditeurs et charges à payer	137	137	137	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme*	606	664	25	28	509	102
Paiements minimaux en vertu d'obligations locatives	139	153	37	55	28	33
Instruments financiers dérivés	2	2	2	—	—	—
Ententes de non-concurrence	1	1	1	—	—	—
	885	957	202	83	537	135

*Comprend les paiements d'intérêts. Les intérêts sur la dette à taux variables sont présumés demeurer inchangés par rapport aux taux en vigueur au 31 décembre 2021 et 2020.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque lié à la variation des prix du marché, tels les taux de change et les taux d'intérêt, et à son incidence sur les bénéfices de la Société et la valeur de ses instruments financiers. L'objectif de la gestion des risques de marché est de gérer et de contrôler ces risques selon des paramètres acceptables tout en optimisant le rendement.

Gestion de la réforme des indices de référence des taux d'intérêt et des risques qui en découlent

Une réforme fondamentale des principaux indices de référence des taux d'intérêt est en cours à l'échelle mondiale, notamment par le remplacement de certains taux interbancaires (« IBOR »), dont le London Interbank Offered Rate (« LIBOR »), par des taux de référence alternatifs. L'un de ces taux de référence alternatifs est le Secured

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Overnight Financing Rate (« SOFR »). L'administrateur du LIBOR en dollars américains (« LIBOR USD ») a cessé depuis le 1^{er} janvier 2022 la publication du taux LIBOR USD pour des échéances d'une semaine et deux mois ainsi que la plupart des autres taux IBOR non américains, avec l'intention de cesser la publication du taux LIBOR USD pour toutes autres échéances en date du 30 juin 2023. L'administrateur du taux LIBOR USD recommande dorénavant l'utilisation du taux SOFR comme taux de référence en remplacement du taux LIBOR USD. La société est exposée au taux LIBOR USD sur certains instruments financiers qui seront remplacés ou réformés dans le cadre de ces initiatives à l'échelle du marché, comme décrit ci-dessous.

Passifs financiers non dérivés

Les expositions IBOR de la société aux passifs financiers non dérivés au 31 décembre 2021 consistent en des prêts bancaires à taux variable indexé sur le taux LIBOR USD, lequel continue d'être publié et offert pour des échéances d'un, trois et six mois jusqu'au 30 juin 2023. La société a présentement des prêts portant intérêts sur la base du taux LIBOR USD en cours totalisant 249 millions \$ US en vertu de la Convention de Crédit Syndiquée et de la Convention de Crédit Agricole US. Les deux conventions de crédit contiennent un libellé concernant la cessation du taux du LIBOR et prévoient un mécanisme pour l'introduction d'un taux de référence de remplacement. De plus amples détails sur ces prêts en cours en date du 31 décembre 2021 sont fournis à la note 12, Dette à long terme.

Comptabilité de couverture

La Société détient des swaps de taux d'intérêt à des fins de gestion des risques concernant les relations de couverture des flux de trésorerie. Les swaps de taux d'intérêt ont des branches flottantes qui sont indexées sur le taux LIBOR USD pour une échéance d'un mois, lequel continue d'être publié et offert. La société et ses contreparties dans le cadre de ces contrats de swaps de taux d'intérêt devraient négocier la substitution des taux de référence dans ces contrats en fonction des instruments sous-jacents.

Risque de change

Le risque de la Société lié aux gains ou aux pertes de change résultant des fluctuations du taux de change découle des opérations de vente et d'achat en dollars américains effectuées par ses installations canadiennes ainsi que des dettes à long terme libellées en dollars américains détenues par son entreprise canadienne. La Société assure le suivi de ses transactions en dollars américains générées par ses établissements canadiens et conclut des ententes de couvertures au besoin afin de limiter son risque de change. Ses opérations de couverture de base consistent en l'achat de certain biens et services en dollars américains. La Société peut également avoir recours à des contrats de change à terme pour la vente et l'achat de devises américaines qui ne sont pas protégés par des instruments de couverture normaux.

Le tableau qui suit présente de l'information sur l'incidence d'une appréciation de 10,00 % du dollar américain par rapport au dollar canadien sur le résultat net et le résultat global pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020. Pour une dépréciation de 10,00 % du dollar américain par rapport au dollar canadien, il y aurait une incidence égale en sens inverse sur le résultat net et le résultat global.

Cette analyse considère l'incidence d'une variation du taux de change sur les actifs et les passifs financiers courants libellés en devise américaine se trouvant à l'état consolidé de la situation financière des entités canadiennes totalisant cinq millions \$ (10 millions \$ au 31 décembre 2020) et 11 millions \$ (11 millions \$ au 31 décembre 2020), respectivement. L'incidence d'une variation du taux de change sur la dette à long terme des entités canadiennes libellée en dollars américains a été incluse dans l'analyse de sensibilité des autres éléments du

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

résultat global, car elle a été désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement étranger (Note 12).

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Diminution du résultat net	1	—
Diminution du résultat global	25	19

Risque de taux d'intérêt

La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire les incidences des fluctuations de taux sur ses dettes à court et à long terme. Ces contrats de swap exigent l'échange périodique de paiements sans l'échange du montant du capital nominal sur lequel les paiements sont fondés. Au 31 décembre 2021, la Société a atténué son exposition au risque de taux d'intérêt sur la dette à long terme. Si on considère l'effet des contrats de swap de taux d'intérêt, 70 % (73 % en 2020) de la dette à long terme de la Société est à taux d'intérêt fixe.

La Société a désigné ses contrats de swap de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie de la dette sous-jacente. La charge d'intérêts sur la dette est ajustée de manière à y inclure les paiements effectués ou reçus aux termes des contrats de swap de taux d'intérêt. La documentation des couvertures de flux de trésorerie permet la substitution de la dette sous-jacente pour autant que l'efficacité de la couverture soit démontrée. Au 31 décembre 2021, toutes les couvertures de flux de trésorerie étaient efficaces.

Le tableau suivant présente un sommaire des contrats de swap de taux d'intérêt de la Société aux 31 décembre :

Montant nominal	Instrument d'emprunt connexe	Taux fixe payé	Entrée en vigueur	Échéance	2021	2020
					Équivalent nominal	Équivalent nominal
					CAS	CAS
50 \$ US	Facilités de crédit rotatif	0,8720**	Décembre 2021	Décembre 2026	63	—
125 \$ US	Facilité de prêt à terme	1,1250*	Juillet 2021	Juin 2028	158	—
100 \$ US	Facilités de crédit rotatif	1,0600**	Décembre 2017	Décembre 2021	—	127
85 \$ US	Facilités de crédit rotatif	1,6800**	Décembre 2015	Avril 2021	—	108

*Plus marge fixe de 1,725 %

** Plus marge applicable de 1,00 % à 2,25 % basée sur une grille de prix incluse dans les facilités de crédit rotatif.

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2021, une augmentation de 1 % des taux d'intérêt aurait augmenté la charge d'intérêt de deux millions \$ et augmenté le gain net présenté aux autres éléments du résultat global d'approximativement 9 millions \$. Pour une diminution de 1 % des taux d'intérêt, il y aurait une incidence égale en sens inverse sur la charge d'intérêt et sur les autres éléments du résultat global.

21 Informations à fournir sur le capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est d'assurer une liquidité et une flexibilité financière suffisantes pour poursuivre sa stratégie de croissance organique et entreprendre des acquisitions rentables, tout en maintenant une approche prudente en matière de levier financier et de gestion du risque financier. La Société gère sa structure de capital et procède aux ajustements correspondants en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

de nouvelles dettes, acquérir ou vendre des actifs, réduire le montant de la dette existante ou racheter des actions aux fins d'annulation.

Le capital de la Société est composé de la dette totale, qui comprend les obligations locatives, et des capitaux propres, qui comprennent le capital-actions. La principale mesure utilisée par la Société pour surveiller son capital est le ratio d'endettement, qu'elle vise à maintenir dans une fourchette de 2,0 à 2,5x. Le ratio d'endettement est défini comme la dette nette divisée par le BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements). La dette nette est la somme du total de la dette à long terme et des obligations locatives (y compris la partie courante).

La Société utilise son capital pour financer ses besoins en fonds de roulement, ses dépenses en capital et ses acquisitions. La Société finance actuellement ces besoins à partir de ses flux de trésorerie générés en interne et de ses facilités de crédit. Cependant, les futures acquisitions et les opportunités de croissance peuvent nécessiter de nouvelles sources de financement.

22 Transactions entre des parties liées

Rémunération des membres clés de la direction

Les membres clés de la direction comprennent certains administrateurs (faisant partie ou non de la direction) et certains membres de la haute direction. Le tableau ci-dessous présente la rémunération versée ou à verser aux membres clés de la direction :

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Salaires, rémunération et autres avantages	6	5
Rémunération fondée sur des actions	2	2
	8	7

Aux termes de leur contrat de travail respectif et dans l'hypothèse où un congédiement pour des motifs autres que renvoi justifié, maladie, invalidité permanente, décès ou démission se serait produit le 31 décembre 2021, les membres clés de la direction visés auraient eu le droit de recevoir d'éventuels paiements supplémentaires représentant environ quatre millions \$.

23 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs d'activité, soit la production et la vente de bois traité sous pression et l'achat et la vente de billots et de bois d'œuvre.

Le secteur du bois traité sous pression inclut les poteaux destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemins de fer, le bois à usage résidentiel et les produits industriels.

Le secteur des billots et du bois d'œuvre comprend les ventes de billots récoltés, dans le cadre des activités d'approvisionnement de la Société, qui ne sont pas conformes afin d'être utilisés comme poteaux destinés aux sociétés de services publics. Ce secteur comprend également les ventes aux marchés locaux de la construction domiciliaire de bois d'œuvre excédentaire. Les actifs et le résultat net associés au secteur des billots et bois d'œuvre ne sont pas significatifs.

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Ses usines sont situées dans six provinces canadiennes de même que dans 19 états américains. La Société exploite également un large réseau de distribution à l'échelle nord-américaine.

Les ventes sont attribuées aux différents pays selon l'emplacement du client, comme suit :

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Canada	994	810
États-Unis	1 756	1 741
	2 750	2 551

Les ventes par produit se détaillent comme suit aux 31 décembre :

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Poteaux destinés aux sociétés de services publics	925	888
Traverses de chemin de fer	700	733
Bois à usage résidentiel	773	665
Produits industriels	121	119
Bois traité sous pression	2 519	2 405
Billots et bois d'œuvre	231	146
	2 750	2 551

Stella-Jones Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2021 et 2020

Les immobilisations corporelles, les actifs au titre du droit d'utilisation, les immobilisations incorporelles et le goodwill sont attribués aux différents pays selon leur emplacement, comme suit :

(Montants en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Immobilisations corporelles		
Canada	175	160
États-Unis	454	414
	629	574
Actifs au titre du droit d'utilisation		
Canada	20	18
États-Unis	118	117
	138	135
Immobilisations incorporelles		
Canada	50	40
États-Unis	108	75
	158	115
Goodwill		
Canada	19	19
États-Unis	322	261
	341	280

24 Événements postérieurs à la date de clôture

- Le 8 mars 2022, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,20 \$ par action ordinaire payable le 22 avril 2022 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 4 avril 2022.
- Le 8 mars 2022, la Société a obtenu l'approbation de la TSX pour modifier son OPR dans le but d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées par la Société aux fins d'annulation au cours de la période de 12 mois qui se terminera le 11 novembre 2022 pour le faire passer de 4 000 000 à 5 000 000 actions ordinaires, soit environ 10 % de ses actions ordinaires détenues par le public au 31 octobre 2021. La modification à l'OPR entrera en vigueur le 14 mars 2022 et sera maintenue jusqu'au 11 novembre 2022 ou à toute date antérieure à laquelle la Société aura acquis le nombre maximal d'actions ordinaires autorisé aux termes de l'OPR. Toutes les autres modalités et conditions de l'OPR sont demeurées inchangées.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ÉQUIPE DE DIRECTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Katherine A. Lehman ^{(1) (3)}
Présidente du conseil,
Stella-Jones Inc.
Associée, Palladium Heritage
(Société de capital
d'investissement))
New York (NY), États-Unis
Administratrice depuis
octobre 2016

Robert Coallier ^{(1) (3)}
Administrateur de Sociétés
Montréal (Québec)
Administrateur depuis
janvier 2020

Anne E. Giardini ^{(2) (3)}
Administratrice de Sociétés
Rome, Italie
Administratrice depuis
janvier 2021

Rhodri J. Harries ^{(1) (2)}
Vice-président principal et
chef des services financiers et
administratifs, Les Vêtements
de Sport Gildan Inc. (fabricant
de vêtements de base)
Westmount (Québec)
Administrateur depuis
mai 2020

Karen Laflamme,
FCPA, FCA, ASC ^{(1) (3)}
Administratrice de Sociétés
Boucherville (Québec)
Administratrice depuis
décembre 2018

James A. Manzi, Jr. ^{(2) (3)}
Administrateur de Sociétés
Tampa (FL), États-Unis
Administrateur depuis avril 2015

Douglas Muzyka ^{(2) (4)}
Administrateur de Sociétés
Philadelphie (PA), États-Unis
Administrateur depuis
décembre 2019

Simon Pelletier ^{(1) (4)}
Président et chef de la direction,
H-E Parts International
(qui offre des solutions de
service et de réparation
destinées aux flottes
d'équipements d'exploitation
minière à ciel ouvert et aux
équipements de concassage et
de traitement des matériaux)
Atlanta (GA), États-Unis
Administrateur depuis mai 2012

Éric Vachon, CPA, CA
Président et chef de la direction,
Stella-Jones Inc.
Montréal (Québec)
Administrateur depuis
octobre 2019

Mary Webster ^{(2) (4)}
Administratrice de Sociétés,
Wayzata (MN), États-Unis
Administratrice depuis
mai 2007 ⁽⁵⁾

- (1) Membre du comité d'audit
- (2) Membre du comité de l'environnement, de la santé et de la sécurité
- (3) Membre du comité de rémunération
- (4) Membre du comité de gouvernance et de nomination
- (5) Ne se présente pas à la nomination lors de l'assemblée annuelle des actionnaires du 11 mai 2022 ("AGA") en raison de limitations du mandat

Un rapport complet présentant les principes de régie d'entreprise adoptés par Stella-Jones est intégré à la circulaire de sollicitation de procuration en vue de l'AGA.

ÉQUIPE DE DIRECTION

Éric Vachon, CPA, CA
Président et chef de la direction
Stella-Jones Inc.

Silvana Travaglini, CPA, CA
Première vice-présidente et
chef des finances
Stella-Jones Inc.

Jeff Brandt
Vice-président,
transport et logistique
Stella-Jones Corporation

George Caric
Vice-président, marketing,
traverses de chemin de fer
Stella-Jones Corporation

Kevin Comerford
Vice-président,
ventes, poteaux et bois d'œuvre
à usage résidentiel américain
Stella-Jones Corporation

Sylvain Couture
Vice-président, exploitation,
poteaux et bois d'œuvre à usage
résidentiel de l'Est du Canada
Stella-Jones Inc.

Jason Dallas
Vice-président,
approvisionnement, traverses
de chemin de fer
Stella-Jones Corporation

Marcell Driessen
Vice-président,
ressources humaines
Stella-Jones Corporation

Marla Eichenbaum
Vice-présidente,
conseillère juridique et secrétaire
Stella-Jones Inc.

Michael Goeller
Vice-président,
Arbor Preservative Systems, LLC

Ian Jones
Premier vice-président,
poteaux et bois d'œuvre à usage
résidentiel américain
Stella-Jones Corporation
Premier vice-président,
Stella-Jones Inc.

James Kenner
Vice-président, gestion du risque
et conseiller juridique, activités
d'exploitation américaines
Stella-Jones Corporation

Patrick Kirkham
Premier vice-président,
traverses de chemin de fer
Stella-Jones Corporation

Steve Larocque
Vice-président,
technologies de l'information
Stella-Jones Inc.

Andy Morgan
Vice-président, exploitation,
poteaux (espèces de l'Ouest)
Stella-Jones Corporation

Gordon Murray
Vice-président,
recherche et développement
Stella-Jones Inc.

Glynn Pitmann
Vice-président, exploitation,
poteaux (pin jaune du Sud)
Stella-Jones Corporation

Jim Raines
Vice-président, ventes globales
de traverses de chemin de fer
Stella-Jones Corporation

Patrick Stark
Vice-président, environnement,
santé et sécurité
Stella-Jones Corporation

David Whitted
Vice-président,
opérations et planification
de la production des traverses
de chemin de fer
Stella-Jones Corporation

Jon Younce
Vice-président,
approvisionnement, poteaux et
bois d'œuvre à usage résidentiel
américain
Stella-Jones Corporation

RÉSEAU D'EXPLOITATION – CANADA

SIÈGE SOCIAL CORPORATIF

Stella Jones Inc.
3100, boul. de la Côte-Vertu
Bureau 300
Saint-Laurent (Québec)
H4R 2J8
T: (514) 934-8666
F: (514) 934-5327

ALBERTA

Usine
262060 Highway 24
Carseland (Alberta)
T0J 0M0
T: (403) 934-4600
F: (403) 934-5880

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Usine et bureau de ventes
25 Braid Street
New Westminster
(Colombie-Britannique)
V3L 3P2
T: (604) 521-4385

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Usine
7400 Galloway Mill Road
Galloway
(Colombie-Britannique)
V0B 1T2
T: (250) 429-3493
F: (250) 429-3931

Usine et bureau de ventes
7177 Pacific Street
Prince George
(Colombie-Britannique)
V2N 5S4
T: (250) 561-1161
F: (250) 561-0903

Service des Fibres et terrains boisés
4661 60th Street SE
Salmon Arm
(Colombie-Britannique)
V1E 1X2
T: (250) 832-1180
F: (250) 832-7933

MANITOBA

Usine
205 Hwy. 16 West
Neepawa (Manitoba)
R0J 1H0
T: (204) 201-1001
F: (204) 201-2310

NOUVELLE-ÉCOSSE

Usine et bureau de ventes
278 Park Street
Truro (Nouvelle-Écosse)
B2N 5C1
T: (902) 893-9456
F: (902) 893-3874

ONTARIO

Usine et bureau de ventes
Guelph Utility Pole
7818 Wellington Road 22
R.R. #5
Guelph (Ontario)
N1H 6J2
T: (519) 822-3901

Usine
100 Highway 672
Kirkland Lake (Ontario)
P2N 3H7
T: (705) 567-2113

Usine et bureau de ventes
321 Lansdowne Street East
Peterborough (Ontario)
K9L 2A3
T: (705) 745-3223
F: (705) 745-3793

ONTARIO

Usine et bureau de ventes
309 Main Street West
Shelburne (Ontario)
L9V 2X8
T: (519) 925-5915
F: (519) 925-3061

Usine
11045 Hwy. 124
South River (Ontario)
P0A 1X0
T: (705) 386-2371
F: (705) 386-2335

Usine et bureau de ventes
1 Ram Forest Road
Stouffville (Ontario)
L4A 2G7
T: (905) 727-1164
F: (905) 727-7758

QUÉBEC

Usine et bureau de ventes
41, rue Rodier
Delson (Québec)
J5B 2H8
T: (450) 632-2011
T: 1 (800) 387-5027

QUÉBEC

Usine et bureau de ventes
426, chemin de Montréal Est
Gatineau (Québec)
J8M 1V6
T: (819) 986-8998
F: (819) 986-9875

Usine
2210, chemin St-Roch
Sorel-Tracy (Québec)
J3R 3L2
T: (450) 742-5977
F: (450) 742-8832

Usine
2549, Chemin Francisco
Rivière-Rouge (Québec)
J0T 1T0
T: (819) 275-3353
F: (819) 275-1002

RÉSEAU D'EXPLOITATION – ÉTATS-UNIS

BUREAU CORPORATIF	LÉGAL ET CONFORMITÉ	ALABAMA	
Stella-Jones Corporation Park West One 1000 Cliff Mine Road Suite 500 Pittsburgh (PA) 15275 États-Unis T: (412) 325-0202 F: (412) 774-1689	Stella-Jones Corporation 15700 College Blvd., Suite 300 Lenexa (KS) 66219 États-Unis T: (913) 948-9478 F: (913) 538-2226	Usine Cahaba 12755 Montevallo Road Brierfield (AL) 35035 États-Unis T: (205) 926-9888 F: (205) 926-7625	Usine Stella-Jones Corporation 1051 Highway 25 South Brierfield (AL) 35035 États-Unis T: (205) 679-4005 F: (205) 665-2545

ALABAMA	ARIZONA	ARKANSAS	GÉORGIE	
Usine Stella-Jones Corporation 100 McKinney Drive Clanton (AL) 35045 États-Unis T: (205) 280-3950	Usine Stella-Jones Corporation 850 West Chambers St. Eloy (AZ) 85131 États-Unis T: (520) 466-7801	Usine Stella-Jones Corporation 6040 Highway 79N Rison (AR) 71665 États-Unis T: (870) 325-7070 F: (870) 325-7050	Usine Stella-Jones Corporation 4260 South Arkansas Ave. Russellville (AR) 72802 États-Unis T: (479) 968-5085 F: (479) 968-2845	Usine Stella-Jones Corporation 3500 Pateville Road Cordele (GA) 31015 États-Unis T: (229) 273-8012 F: (229) 273-8220

INDIANA	KENTUCKY	LOUISIANE		
Usine Stella-Jones Corporation 3818 S. County Road 50 E Winslow (IN) 47598 États-Unis T: (812) 789-5331 F: (812) 789-5335	Usine Stella-Jones Corporation 3855 Highway 51 North Fulton (KY) 42041 États-Unis T: (270) 472-5557	Usine Stella-Jones Corporation 3600 Koppers Road Alexandria (LA) 71302 États-Unis T: (318) 442-5733 F: (888) 959-3131	Usine Stella-Jones Corporation 10020 Highway 483 Converse (LA) 71419 États-Unis T: (318) 645-7525 F: (318) 887-5020	Usine Stella-Jones Corporation 74 Wadley Street Pineville (LA) 71360 États-Unis T: (318) 442-2468 F: (318) 445-9144

MISSISSIPPI	NEVADA	ORÉON	PENNSYLVANIE	
Usine Stella-Jones Corporation 13539 Highway 45 Scooba (MS) 39358-7611 États-Unis T: (662) 476-8000 F: (601) 476-8005	Usine Stella-Jones Corporation 1680 E Spruce Avenue Silver Springs (NV) 89429 États-Unis T: (775) 577-2000	Usine et bureau de ventes Stella-Jones Corporation 90049 Highway 99N Eugene (OR) 97402 États-Unis T: (541) 689-1278	Usine Stella-Jones Corporation 22125 SW Rock Creek Road Sheridan (OR) 97378 États-Unis T: (503) 843-2122 F: (503) 843-7058	Usine Stella-Jones Corporation 392 Larkeytown Road Dubois (PA) 15801 États-Unis T: (814) 371-7331 F: (814) 375-0946

PENNSYLVANIE
Usine Stella-Jones Corporation 5865 State Route 235 McAlisterville (PA) 17049 États-Unis T: (717) 463-2131 F: (717) 463-3998

RÉSEAU D'EXPLOITATION – ÉTATS-UNIS

CAROLINE DU SUD

Usine

Stella-Jones Corporation
1121 Delta Road
Whitmire (SC)
29178 États-Unis
T: (803) 694-3668
F: (803) 994-8359

TENNESSEE

Distillerie de goudron de houille

Arbor Preservative
Systems, LLC
1471 Channel Avenue
Memphis (TN)
38106 États-Unis
T: (901) 942-3326
F: (901) 942-3128

TEXAS

Usine

Stella-Jones Corporation
5865 US Highway 69
Lufkin (TX)
75901 États-Unis
T: (936) 634-4923
F: (936) 634-2100

VIRGINIE

Usine

Stella-Jones Corporation
9223 Maury River Road
Goshen (VA)
24439 États-Unis
T: (540) 997-9251
F: (540) 997-0047

Usine

Stella-Jones Corporation
15939 Historyland
Highway
Warsaw (VA)
22572 États-Unis
T: (804) 333-4022
F: (804) 333-9269

WASHINGTON

Usine

Stella-Jones Corporation
6520 - 188 Street NE
Arlington (WA)
98223 États-Unis
T: (360) 435-2146
F: (360) 435-3035

Usine et bureau corporatif

Stella-Jones Corporation
1640 Marc Avenue
Tacoma (WA)
98421 États-Unis
T: (253) 572-3033
F: (253) 382-3000

WISCONSIN

Usine

Stella-Jones Corporation
W1038 County Road U
Bangor (WI)
54614 États-Unis
T: (608) 486-2700
F: (608) 486-4538

Usine

Stella-Jones Corporation
1014 S. 1st Street
Cameron (WI)
54822 États-Unis
T: (715) 458-2018
F: (715) 629-1306

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Assemblée annuelle des actionnaires

11 mai 2022

10h00 heure de l'Est

Via une webdiffusion audio en direct à l'adresse : <https://web.lumiagm.com/457484504>

Informations boursières

Inscription: Bourse de Toronto

Symbole boursier : SJ

Premier appel public à l'épargne : 1994

Haut/bas du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021 : 54,09 \$ / 38,58 \$

Cours de l'action en date du 8 mars 2022 : 37,79 \$

Nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre 2021 : 63 773 252

Politique en matière de dividende

Le conseil d'administration envisage de verser un dividende sur une base trimestrielle en se fondant sur la stratégie d'affectation des capitaux de la Société.

Le 8 mars 2022, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,20 \$ par action ordinaire.

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Services aux investisseurs Computershare inc.

Auditeurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

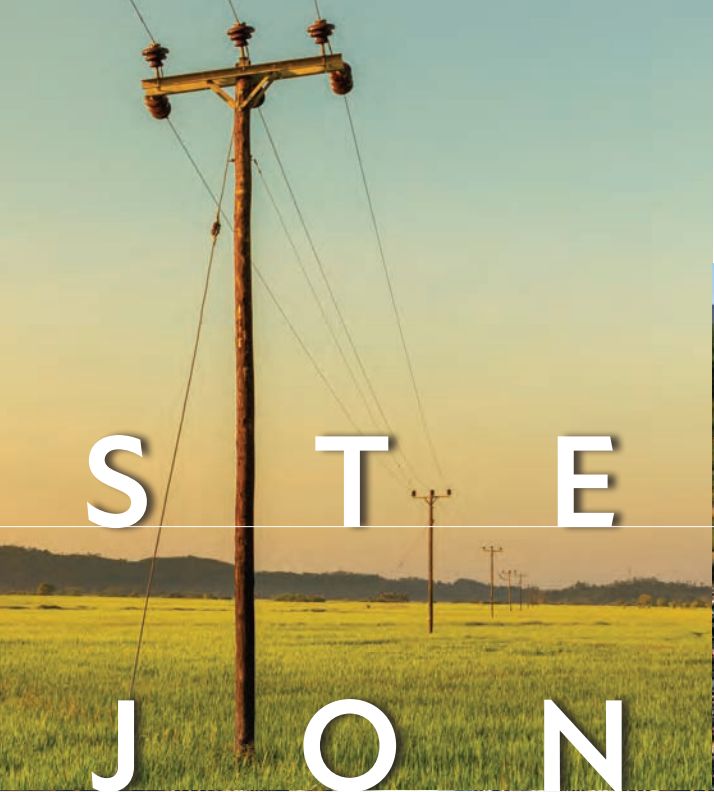
Conseillers juridiques

Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Dentons Cohen & Grigsby P.C.

Foley & Lardner LLP





S T E L L A -
J O N E S



. C O M

Stella-JoneS
 Inc.®